25 NOV. 1983

l'unité

M 2805 - N° 535 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 25 novembre 1983



Sygma

R.F.A.: LE CHAGRIN ET LA PITIE

(page 10)

Alors que le S.p.d. refait une unité de circonstance en disant non aux euromissiles, le Bundestag assiégé par les pacifistes donne le feu vert à l'implantation des Pershing.

ITALIE: MACHIAVEL S'EMPETRE DANS LA SOUVERAINETE LIMITEE

(page 13)

Pour récupérer une partie de son électorat jeune séduit par le pacifisme, le P.c.i., comme le S.p.d. ailleurs, est prêt à bien des avatars... D'autant que la prise de conscience de la souveraineté limitée de l'Italie se fait de plus en plus aiguë dans la classe politique



Gamma

NI SOUMISSION NI DEMISSION

La seule attitude qui puisse permettre de conjurer les périls actuels, la seule qui puisse conduire à la reprise du dialogue et endiguer la violence c'est la fermeté. François Mitterrand en a fait le mot clé de son action

(page 28)

ANDRE GLUCKSMANN: "LA DISSUASION C'EST NOUS"

(page 14)

Sygma



JACK RALITE: "CE N'EST PAS PARCE QUE JE METS UNE GOUSSE D'AIL DE TECHNOLOGIE QUE LE GIGOT DE L'EMPLOI SERA MEILLEUR"

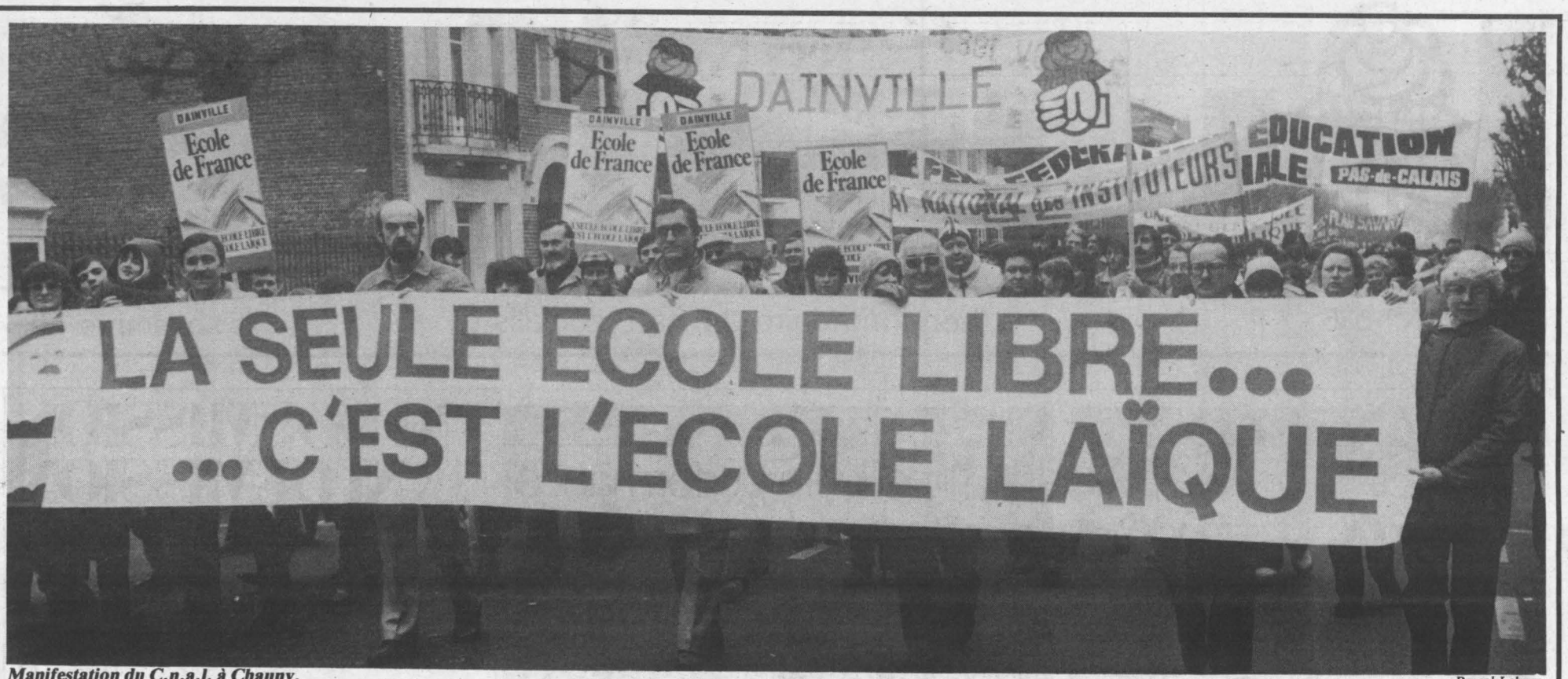
(page 3)

HENRI NOGUERES: "JAMAIS LES LIBERTES NE SE SONT MIEUX PORTEES EN FRANCE"

Président de la Ligue des droits de l'homme, ex-membre de la commission de l'information qui à la Libération fut à l'origine des ordonnances de 1944, Henri Noguères parle de la loi sur la presse, de l'extrême droite et de l'affaire Verges ...

(page 6)

© Fondation Jean-Jaurès



Manifestation du C.n.a.l. à Chauny.

Pascal Lebrun

Pour l'école laïque

Les deux premiers rassemblements régionaux organisés dimanche dernier par le C.n.a.l. à Chauny (Aisne) et à Yssingeaux (Haute-Loire) sur le thème « développement, transformation et unification laïque du système éducatif » ont connu un grand succès en rassemblant chacun plus de 30 000 personnes qui ont défilé dans les rues. On sait que le Parti socialiste a appelé au soutien de ces manifestations et invité ses militants à y participer. Deux membres du secrétariat national, Jean Poperen et Jean-Jacques Queyranne, étaient d'ailleurs présents dimanche. Cinq autres rassemblements régionaux auront lieu d'ici au 4 décembre, dont un à Arpajon, le samedi 3, pour la région parisienne.

Quand Hersant se fait accusateur

Un avocat sur le banc des accusés. Une situation peu banale. C'est pourtant celle dont sera victime, le 30 novembre à Rouen, maître Jean Martin, avocat du Syndicat national des journalistes (S.n.j.), un des quatre syndicats de journalistes qui ont porté plainte contre Hersant en 1977 pour infraction aux ordonnances de 1944. Son délit ? Avoir accordé deux interviews sur l'affaire Hersant à « la Revue politique et parlementaire » (numéro de septembre-octobre 1982) et à « Justice » (numéro d'août 1982), organe du Syndicat de la magistrature. Loin de proférer des attaques infondées ou des commentaires tendancieux, Jean Martin s'est borné à faire quelques réflexions et observations sur la réalité de l'affaire Hersant à partir d'informations indiscutables : « Après l'inculpation de M. André Audinot à la tête du « Figaro », certains ont cru pouvoir évoquer une entreprise de subordination de la presse écrite... Ces protestations viennent de ceux qui se trouvent visés par des inculpations ou par d'éventuelles poursuites... Constituer un groupe comme celui d'Hersant suppose des transferts de fonds entre sociétés qui peuvent faire s'interroger sur la nécessaire existence d'abus de biens sociaux. « Il n'en a pas fallu davantage pour qu'Audinot et Hersant engagent en septembre dernier, soit un an après la publication des deux interviews, une action judiciaire contre Jean Martin, au tribunal de Rouen, en se fondant sur l'article 227 du Code pénal punissant d'amende et de prison « quiconque aura publié, avant l'intervention de la décision juridictionnelle définitive, des commentaires tendant à exercer des pressions sur la déclaration des témoins ou sur la décision des juridictions d'instruction ou de jugement ».

Intervenant au moment où le dossier d'instruction sur « l'affaire Hersant » se refermait sur dix-huit inculpations, cette soudaine citation, qui, contrairement aux délits de presse en général, ne frappe pas les deux directeurs de publication, est considérée par l'U.n.s.j. comme « procédure d'intimidation », et une « manœuvre dilatoire » imaginées pour retarder une fois de plus la date du procès contre Hersant.

De son côté, la Ligue des droits de l'homme, dont est membre Jean Martin, retourne contre les plaignants leurs accusations : « A-t-on le droit de parler d'une affaire en cours d'instruction ou à la veille d'un jugement ? A-t-on le droit d'émettre un avis sur une décision de justice ? Telles sont les questions posées par ce mauvais procès. Or, il suffit de lire la presse contrôlée par MM. Hersant et Audinot pour constater que l'on ne s'y prive pas d'évoquer des affaires judiciaires en cours d'instruction. » De son côté, le Syndicat de la magistrature prend également la défense de Jean Martin : « Menaces contre la liberté de la presse, ces poursuites sont clairement, en tout cas, une attaque contre la liberté d'opinion. Croit-on que les magistrats soient si faibles, ou inconsistants, qu'ils ne puissent que suivre des diverses opinions exprimées ? Ce serait faire injure à la magistrature. » Le 30 novembre, jour du procès, le S.n.j. appelle donc les journalistes à se mobiliser à Rouen pour soutenir Jean Martin. Il serait tout de même grotesque qu'un avocat qui se bat depuis plusieurs années pour défendre la pluralisme de la presse se trouve condamné à la suite d'une plainte déposée par Hersant qui en est le fossoyeur. Espérons que cette opinion ne nous vaudra pas d'être inculpés pour « avoir publié des commentaires tendant à exercer des pressions sur la décision des juridictions d'instruction ou de jugement ».

J.-P. BEDEI

Politique française au fil des jours

Le chef... de Barre

« Pour entrer dans la querelle des chefs, il faut être chef. Pour être chef, il faut avoir des sous-chefs et je suis tout seul. » Raymond Barre a réussi à tenir la vedette tout un week-end avec cette formule à l'emporte-pièce. Formule qui, pour être lapidaire, n'en cache pas moins une certaine nostalgie. Formule qui, pour être redondante, ne semble pourtant pas avoir atteint les rivages du 83e congrès du Parti radical valoisien. Car, là, c'était plutôt la pléthore de chefs et de sous-chefs qui frappait l'observateur le moins malveillant : une véritable armée mexicaine. Rien que des généraux et pas de fantassins.

Après une lutte au sommet qui restera dans les annales comme le combat titanesque du triste Didier Bariani et du sémillant Olivier Stirn arbitré par Jean-Pierre Pierre-Bloch dont le masque de traître de mélodrame est à croquer, c'est finalement André Rossinot qui tira son épingle de la botte de foin et devint président du Parti radical valoisien. Conclusion : plus un parti est petit, moins il compte de militants, et plus la lutte pour le pouvoir y prend des aspects shakespeariens.

En attendant, c'est Raymond Barre qui va être content, il va pouvoir songer à être chef puisqu'il dispose désormais d'un sous-chef tout dévoué en la personne d'André Rossinot, ce dernier ne faisant pas mystère de sa totale allégeance au député de Lyon. Oui, décidément, un bon week-end pour le professeur qui va pouvoir à son tour cultiver ce qu'il appelle hypocritement « l'hypertrophie du moi ». En toute honnêteté, j'étais persuadée que c'était un art auquel il s'adonnait depuis longtemps...

Nicole CHAILLOT

Changer la banlieue

Il leur aura fallu moins de quatre mois pour obtenir leur lettre de mission : un record. Roland Castro et Michel Cantal Dupart sont maintenant installés à Matignon, grâce à l'encouragement direct du président de la République, avec devant eux un programme ambitieux : rendre les banlieues aussi belles que les centres des villes. C'est-à-dire bousculer les idées reçues, encourager les projets que tous les créateurs pourront proposer aux élus et aux administrations, promouvoir enfin la collaboration intercommunale et le décloisonnement des services... Tout cela grâce à beaucoup d'enthousiasme, de volonté d'entreprendre. Et avec de l'argent. L'accès aux financements H.l.m. et au Fonds spécial grands travaux, plus 15 millions de crédits d'étude annuels dont un septième seulement sera consacré au fonctionnement de la mission. Le reste : élaboration du plan du Grand Paris — jusqu'à la ligne des forts —, fabrication d'un journal mensuel mural, aide aux projets et aux scénarios qui vont fleurir pour transformer les quartiers, leur donner un peu d'urbanité. Objectif : cinquante projets sur cinquante villes présentés au président de la République en février 1984. Un train d'enfer, pour répondre à l'urgence des besoins, bousculer les conformismes et faire taire les défaitistes.

F. de G.



Des exclus parmi d'autres

Le Syndicat de la magistrature organise son 16e congrès, à la cour d'appel de Paris, les 25, 26, 27 novembre sur le thème : « les immigrés, des exclus parmi d'autres ». Le 26 à 20 h 30, salle de la Conciergerie, aura lieu un spectacle avec la participation du Cuarteto Cedron.

Le « trou » d'Avignon

C'est bien connu : chaque fois que les socialistes quittent les affaires, les caisses sont vides. Cette propagande éculée est encore un cheval de bataille que n'ont pas hésité à enfourcher les nouveaux maires de droite en arrivant, en mars dernier, dans des communes dirigées auparavant par la gauche. A Avignon, le chiraquien Roux faisait état d'un « trou » dans les finances locales de 150 millions en ce qui concerne les investissements, et de 75 millions pour ce qui est du fonctionnement. Dans un tract diffusé par les secteurs socialistes d'Avignon, Henri Duffaut, sénateur et ancien maire d'Avignon, met les choses au point et rétablit la vérité : « Le compte administratif de 1982 est en excédent de 1 780 265 F. » D'ailleurs, ce chiffre figure dans le bulletin municipal « Avignon votre ville ». Le R.p.r. ne recule devant aucun mensonge pour tenter d'arracher des voix !

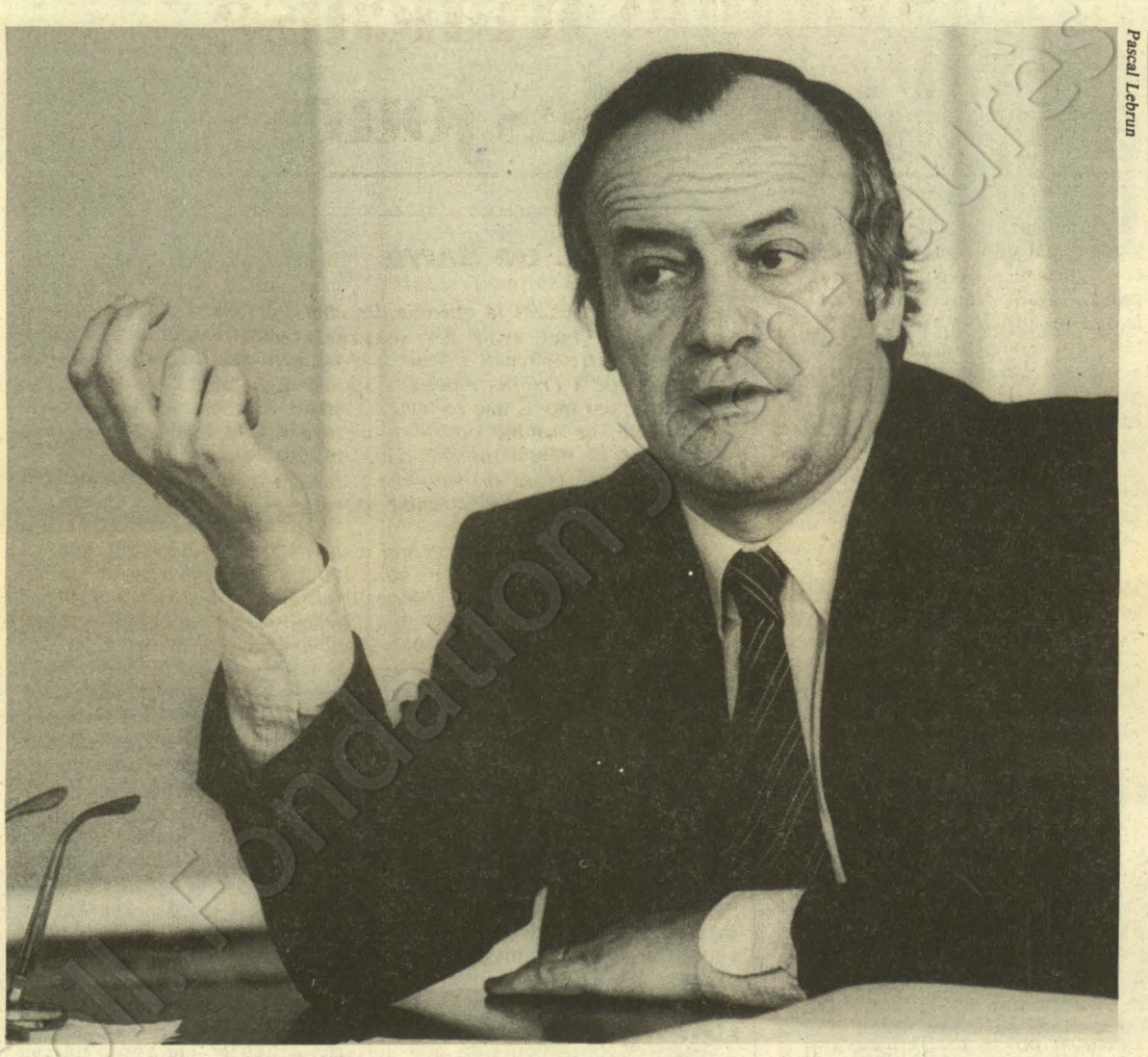
JACK RALITE : "CE N'EST PAS PARCE QUE JE METS UNE GOUSSE D'AIL DE TECHNOLOGIE QUE LE GIGOT DE L'EMPLOI SERA MEILLEUR"

La France qui réalise pourtant la meilleure performance de l'O.c.d.e. en la matière maintient le chômage sur la crête des deux millions.. Pour éviter tout dérapage, Jack Ralite souhaiterait voir prise en compte la dimension économique du chômage et plus seulement son aspect social en réalisant une "technologie à visage humain"

PAR CLAUDE JADOUL

PAS trop mauvaises les nouvelles du « front de l'emploi ». La stabilisation sur la « crête » des deux millions de chômeurs se confirme, ce qui est, en soi, un résultat important si l'on tient compte des discours des Cassandre de tous bords... Mieux : sur un an, le nombre des chômeurs s'est réduit de 11 700 unités, soit une baisse de 0,5 %. Autre indication importante : le nombre des demandeurs d'un premier emploi s'est réduit de 7,7 % au cours des derniers mois. Ce qui traduit un effort au niveau des jeunes de moins de 18 ans dont le « stock » de chômeurs a baissé de 21,7 %. Ce qui devrait conduire les donneurs de leçons tels que Raymond Barre à plus de modestie.

Le gouvernement administre en tout cas la preuve qu'une politique active de l'emploi, une action imaginative sur plusieurs plans ne sont pas négligeables malgré un contexte économique déprimé. Jean le Garrec d'abord, Jack Ralite ensuite ont « tenu bon ». Mais, comme on le sait, on ne parle jamais des « trains qui arrivent à l'heure ». C'est pourquoi nous avons demandé au ministre délégué à l'Emploi de faire le point pour « l'Unité ».



Pascal Lebrun

— « L'Unité » : Il se dit, un peu partout, à droite et parfois à gauche, que votre ministère « truque » les chiffres du chômage. Sommes-nous toujours sur la « crête » des deux millions de chômeurs ?

— **Jack Ralite** : Oui, nous sommes toujours sur la crête des deux millions de chômeurs. Mais il y a maintenant une tradition en France, par rapport à la gauche. Quand une nouvelle est mauvaise, c'est une nouvelle. On en parle d'abondance. Et puis quand c'est une bonne nouvelle, ce n'en est pas une... Et on la traite au bistouri de manière qu'elle en perde sa saveur. Bien sûr, ce serait bien plus réjouissant si nous avions réussi à faire baisser le chiffre de deux millions. Le Premier ministre avait, il y a deux ans — car il connaissait bien la réalité —, fixé l'objectif : maintenir les deux millions. Eh bien, on les maintient, alors que tout le monde prévoyait que ce chiffre serait dépassé. Si on le maintient, c'est pour deux raisons :

— Nous menons une politique sociale du chômage comme aucun autre pays ne la mène. J'ai fait un petit calcul à l'occasion du débat récent à l'Assemblée nationale. Si l'on cumule l'ensemble des initiatives de caractère social pour résoudre le chômage — je ne parle pas sur le plan économique — en 1983, on a évité 197 000 chômeurs... ! Parmi les outils mis en place, j'en cite un : les contrats de solidarité préretraite.

Pierre Mauroy le disait récemment à la télévision : il vaut mieux un préretraité à 55 ans qu'un chômeur à 55 ans.

— Et pour les jeunes chômeurs, le chômage est un problème lancinant.

— Il y a les contrats emplois-formations destinés aux jeunes de 18 à 25 ans grâce auxquels ils entrent à l'usine pendant un an ou deux, reçoivent une formation et perçoivent le Smic ; l'expérience le prouve, cette formation débouche dans 80 % des cas sur un emploi définitif. Voilà les premières raisons de ce chiffre maintenu.

— Il y a en a d'autres... ?

— Le budget de 1984 est très significatif : l'A.n.p.e. sera en mesure de multiplier les entretiens individuels avec les chômeurs. L'opération — je n'aime pas beaucoup ce mot, mais elle a été désignée comme cela — à propos des chômeurs de longue durée, initiée par mon prédécesseur Jean Le Garrec, a un bilan positif : des centaines de milliers de chômeurs ont été reçus. Un certain nombre ont eu un travail, d'autres ont bénéficié d'un stage et puis d'autres — cas rares — ont été radiés. Il s'agissait de tricheurs.

Tout cela, c'est la façon de travailler du gouvernement.

— Mais cette politique n'a-t-elle pas des limites ?

— Cette politique va s'amplifier puisque, à la fin de cette année, nous en serons à 70 000 entretiens personnalisés par mois, au début de l'année prochaine à 100 000 et à la fin de 1984 à 200 000. En 1985, tous les chômeurs seront reçus individuellement, au troisième mois — lorsqu'on entre dans la chronicité — et au treizième — quand on est en longue durée. Ainsi ce type d'entretien sera généralisé. Cela dit, vous avez raison : ce traitement social du chômage a des limites. Il faut l'accompagner d'un traitement économique de l'emploi. C'est commencé, mais ça ne peut produire tout de suite des résultats. C'est une tâche centrale à résoudre avec détermination, car les offres d'emplois ont baissé de 47,9 %, le chômage partiel a augmenté de 42 %, la longueur du chômage a augmenté de 12 %, les ouvriers qualifiés sans emploi sont, cette année, 4,6 % de plus que l'an passé. Et les investissements n'augmentent pas.

— Quelles conclusions en tirez-vous ? Ne va-t-on pas dépasser le chiffre fatidique des deux millions de chômeurs ?

— Oui si cette évolution défavorable se maintenait, on dépasserait cette crête. Notre objectif, c'est de veiller à contenir le chômage, ainsi que le président de la République l'a dit au mois de septembre. Mais aussi je le répète, de mêler dialectiquement la gestion sociale du chômage et la gestion économique de l'emploi.

— Plus facile à dire qu'à réaliser...

— Je veux vous donner plusieurs exemples, car c'est vraiment « la » question. Le social ne réglant pas fondamentalement le problème. Je suis allé récemment à Givors ; j'ai rencontré vingt jeunes chez B.s.n., bénéficiaires d'un contrat d'emploi-formation. Ils rentraient définitivement dans l'usine : pour eux l'expérience était donc concluante. Mais c'est vrai, cela ne suffit pas.

— Quelles mesures allez-vous explorer ? L'investissement est en retard...

— Il faut aller au-delà. C'est pourquoi j'étais présent au débat sur la politique industrielle à l'Assemblée quand Laurent Fabius a présenté son budget. Il y a toute une série de plans comme le plan « productique » — pour parler d'un plan nouveau — ou le plan textile (qui n'est pas pour peu dans la stabilisation du chômage).

— La « productique », c'est quoi ?

— C'est la bureautique, les nouveaux systèmes de traitement de la gestion. En général, les industries manufacturières françaises n'ont pas investi dans ce domaine jusqu'ici. Le plan, c'est de les aider à le faire. Encore faut-il disposer d'une industrie qui puisse fabriquer ce matériel. Cette nouvelle industrie aurait son débouché assuré. Il y aurait donc une synergie entre une industrie qui se créerait et des besoins réels.

— Mais on peut toujours acheter à l'étranger...

— Je crois qu'il faut faire l'essentiel pour qu'il en soit autrement. L'expérience du plan textile ne doit pas être renouvelée. Avec l'argent public, les entreprises textiles se sont mises techniquement à l'heure. C'est très bien. Mais elles ont acheté leurs nouvelles machines à l'étranger pendant que la S.a.c.m. de Mulhouse et les A.r.c.t. de Roanne connaissaient des difficultés.

— A terme, toutes choses restant égales, les projets industriels étant pris en compte, quelle évolution du chômage prévoient vos services ?

— Sur l'année à venir, mes services évaluent l'augmentation du chômage à 200-250 000 chômeurs de plus.

— Il y a un moyen de l'éviter ?

— Avec le budget 1984 dont je dispose, nous devrions pouvoir éviter cette augmentation, pour l'essentiel. A condition de mener une bataille énergétique surtout au plan industriel.

— Des exemples ?

— Je prends le cas qui me

(suite en page 4)

concerne des emplois-formations. L'an dernier, nous en avons financé soixante-dix mille ; cette année c'est deux cent mille.

— Mais ces contrats, il faut les obtenir des entreprises...

— Je suis un véritable globe-trotter dans les régions, et pas moi seulement, pour obtenir des contrats emplois-formations. Quand je suis allé à Lyon, j'ai signé 700 contrats avec le président de la Chambre de commerce et d'industrie. J'ai reçu le directeur des magasins « Casino » avec qui j'en ai signé 200. J'en ai signé 150 avec la Chambre des métiers de la Seine-Saint-Denis. L'U.i.m.m. (Union des industries métallurgiques et minières) en a signé 500. D'autres vont être bientôt signés, dans l'Oise, à Niort où avec la M.a.i.f. et la M.a.c.i.f., je vais en signer 400. Il faut être sur le terrain, constamment. En rencontrant les intéressés, notamment les Chambres de commerce et d'industrie, on avance. C'est une bataille acharnée. Il va y avoir une initiative inter-ministérielle : Alain Savary, pour l'Education nationale, Edwige Avice, pour la Jeunesse et les Sports, Marcel Rigout, pour la Formation professionnelle et moi pour l'Emploi, nous allons mener campagne ensemble à partir de la fin novembre, notamment à la télévision pour toutes les initiatives gouvernementales destinées aux jeunes.

— En 1984, prendrez-vous d'autres initiatives ?

— Le budget de 1984 de mon ministère prévoit l'informatisation de toutes les agences de l'emploi. En fin d'année, l'informatisation concernera 53 % des demandeurs d'emplois. Ainsi, il y aura une mise en rapport plus fine entre les demandes et les offres. Il y a la politique industrielle qu'anime mon collègue Laurent Fabius. Et puis, il y a ces contrats emplois-formations-production que le gouvernement a décidés au plan expérimental.

— Que signifie concrètement, cette proposition ?

— Il y a une décision du conseil des ministres du 26 octobre, très nette : « Promouvoir des expériences de contrats emplois-formations-production pour créer des emplois nouveaux. » Le principe est très simple. Il existe des entreprises en France qui ont besoin de biens intermédiaires pour fabriquer leurs produits et qui se fournissent à l'étranger ignorant qu'il existe des entreprises qui le font en France. J'invite donc les entreprises à se rencontrer librement et à négocier entre elles des marchés qui créeraient des débouchés nouveaux, des emplois nouveaux, une productivité accrue, une compétitivité nouvelle, une formation nouvelle. Il ne s'agit pas de faire de l'emploi pour de l'emploi, mais des emplois solides, durables. Quand les entreprises aboutiront, nous interviendrons. Nous donnerions 40 000 francs pour l'année pour chaque emploi nouveau créé. Un chômeur coûte, couverture sociale comprise, 80 000 francs par an. J'aime mieux donner 40 000 francs pour un emploi à partir d'une initiative solidaire de deux entreprises que de verser 80 000 francs pour quelqu'un qui ne travaille plus, même s'il n'est pas question de toucher aux indemnités des chômeurs. C'est un ingénieur issu du privé qui anime cette opération à mon cabinet, car j'ai pensé que pour ce type de travail pour lequel le patronat a —forcément — un rôle capital à jouer, il fallait quelqu'un qui le connaisse bien. J'ai donc obtenu le détachement d'un cadre de la C.g.e. Il a commencé à travailler : sa journée est toujours trop courte. C'est une chose prometteuse ; il y a de nombreuses demandes de renseignements. Cela fait partie des petits « grains » qui donneront du blé !

— Et les mutations technologiques...

— Le président de la République a raison : il faut absolument se moderniser. Cela dit, quand on parle de modernisation, cela se traduit presque toujours par cette douloureuse constatation : une machine neuve entre, des travailleurs sortent. Quand le président de la République a visité l'usine B.s.n. de Reims, il l'a fait remarquer. En ajoutant qu'il croyait que, l'usine une fois modernisée, elle rappellerait des travailleurs. Mais sous une forme nouvelle. Il y a là « un hiatus » qu'il faut combler. La politique sociale du chômage va devoir s'infléchir précisément pour maîtriser ce hiatus. Une mutation technologique s'opère dans un système de pensée de connaissances, c'est cet ensemble qui permet d'avancer. Ce n'est pas parce que je mets une « gousse d'ail » de technologie que le gigot devient meilleur ; non, non. Il faut que l'homme reste présent, il faut réaliser une mutation technologique à visage humain. Nous serions les premiers. C'est original un gouvernement de la gauche, non ? L'homme a à se muter en même temps que les machines. Certaines entreprises parlent d'investissement quand il s'agit du matériel et de dépenses sociales quand on parle d'homme : cela me fait mal. Ces investissements doivent marcher de pair. La qualification du travail est aussi importante que la mutation technologique. Le travail vivant reste central.

— Des exemples ?

— Je prends l'exemple de Peugeot. Trois conditions doivent être satisfaites pour réussir une pareille transformation, puisqu'il s'agit de l'introduction de 2 000 robots.

1) La transparence absolue des données dans les choix de mutation.

2) La valorisation des ressources humaines, condition première du succès des transformations technologiques envisagées.

3) Le traitement social des difficultés d'adaptation non résolues. On ne peut réussir ces trois conditions dans une démarche crispée et condescendante, « contre » ou « pour » les salariés mais seulement « avec » les salariés.

Il faut préférer la logique du débat à celle du conflit. Donc transparence. A cet égard, les lois Auroux sont un bon outil. Elles ne sont pas suffisamment utilisées par ceux qui en sont les vrais inventeurs : le monde du travail.

— Et la valorisation des ressources humaines ? Sous quelle forme ?

— Comment oublier que dans une usine comme celle de Poissy les choix de productions antérieurs, fondés sur les analyses tayloriennes, ont conduit à des recrutements massifs d'une main-d'œuvre dépourvue de toute qualification ? 88 % de ces travailleurs n'ont pas suivi un enseignement primaire complet. Et le dispositif de formation permanente de l'entreprise n'a servi que pour améliorer le niveau de qualification de salariés déjà formés. Conséquence : l'insatisfaction permanente des ouvriers spécialisés, cantonnés dans une sous-qualification sans perspectives. Pourtant, on doit envisager sereinement les mutations technologiques. C'est tellement vrai qu'une commission d'étude, présidée par une personnalité extérieure, a été mise en place. Je cite une phrase : « A long terme, les objectifs économiques et sociaux ne sont pas seulement compatibles mais complémentaires ». (...) Et là, on peut inventer. Le fonds national pour l'Emploi sert pour le chômage partiel et pour la formation, mais davantage pour le premier. Or, quand une usine sait qu'elle va muter technologiquement, il faut un plan de formation. Au lieu de mettre les hommes et les femmes en chômage partiel, pourquoi ne pas transformer les heures de chômage partiel en stages de formation. Ainsi le F.n.e., au lieu de payer des heures en dehors de la production, interviendrait pour payer des mesures d'accompagnement d'une production à venir. Humainement, économiquement, c'est bien meilleur.

— Votre conclusion, vos propositions ?

— Je suis pour un « social d'insertion » plutôt que pour un « social d'exclusion ». Les préretraites c'est important, mais lorsque, dans une usine, tout le capital d'hommes de 55 ans est parti, c'est quelque chose de très précieux qui s'en va. Et pour la mutation on a besoin de ces hommes.

Autre exemple : je vais proposer aux cadres, aux techniciens qui vont partir en retraite progressive de réserver une partie de leur temps de travail libéré pour être formateurs. On aurait là des milliers de capacités qui ont un savoir-faire, qui pourraient, dans leur entreprise, former les jeunes qui y entrent, donner une nouvelle formation aux plus anciens. Enfin, pourquoi ne pas faire des contrats de réduction de la durée du travail à « double détente ». On s'entendrait pour passer de 38 à 35 heures, dans trois ans, par exemple. Mais les deux premières années, on en ferait des heures de formation. Tous les milliards dont je dispose seraient utilisés non plus pour l'exclusion de la production, mais pour son bénéfice, pour une efficacité économique. Et aux travailleurs, je dis : engagez-vous dans la gestion, dans la réflexion sur la modernisation, la formation. Laurent Fabius a dit être « ni anti-syndical ni antipatronal » ; je dis les choses un peu de la même manière.

Mais le patronat ne peut être quitte avec ses responsabilités nationales s'il ne jumelle pas sa recherche de la croissance financière avec la croissance industrielle comme les travailleurs ne peuvent être quittes avec leurs responsabilités nationales s'ils n'associent pas à leurs légitimes revendications salariales une participation à la gestion. C'est cette double démarche positive constructive pour faire avancer tout ce que je vous ai expliqué au cours de cet entretien qui constitue mon alphabet emploi au ministère dont j'assume la charge. ●

PAS QUESTION DE CREER UNE ASSURANCE-CHOMAGE A DEUX VITESSES

PAR CLAUDE JADOUL

LES partenaires sociaux parviendront-ils à se mettre d'accord sur le texte d'une nouvelle convention à propos de l'assurance-chômage ? Rien n'est moins sûr, même si le C.n.p.f. et la C.g.p.m.e. sont manifestement prêts à signer avec un nombre réduit de syndicats : la C.g.c., avec enthousiasme, la C.f.t.c. avec quelques réticences et, objectif numéro un des employeurs, Force ouvrière (qui se tâte). Il semble assez clair — après quatre réunions officielles au siège du C.n.p.f. — que ni la C.g.t. ni même la C.f.d.t. n'ont réussi à amender suffisamment le texte patronal initial pour y apposer leur signature. Et on les comprend. On verra pourquoi.

Un peu d'histoire, tout d'abord. L'an dernier, à pareille époque, en pleine négociation, les employeurs ont dénoncé avec pertes et fracas la convention de l'Unedic, obligeant du même coup Pierre Bérégovoy à intervenir par décret le 24 novembre 1982. Et cela pour assurer la continuité des prestations assurées aux chômeurs. En plein accord avec les organisations syndicales qui ont consenti un sérieux « rabotage » : près de 13 milliards d'économie se soldant par l'exclusion du système de quelque 285 000 chômeurs indemnisés (chiffres fournis par l'Unedic). Le geste du C.n.p.f., on l'a assez souligné, était d'abord et avant tout de nature politique. Et l'attitude du C.n.p.f. et de la C.g.p.m.e. au cours des négociations actuelles prouve que les employeurs, puissamment relayés par la C.g.c., persévèrent dans cette logique.

Qu'il faille « mettre à plat » le système d'assurance-chômage, nul ne le conteste, y compris parmi les organisations syndicales non réformistes. Il y a d'excellentes raisons. La convention créant l'Unedic a été signée en période de croissance. Qui nierait qu'en 1983 — avec plus de deux millions de chômeurs — les conditions de fonctionnement se soient sérieusement modifiées depuis 1958 ? Personne. Mais cela ne veut pas dire pour autant que l'époque est venue de « jeter le bébé avec l'eau du bain ». Or, c'est le but du patronat. Un patronat qui ne détesterait pas « faire porter le chapeau » au gouvernement de l'union de la gauche en cette affaire. Et un fameux chapeau !

Les propositions patronales visent, on le sait, à mettre deux systèmes d'indemnisation sur pied. L'un financé par l'assurance, l'autre étant pris en charge par la solidarité, c'est-à-dire la collectivité. Il s'agirait, ni plus ni moins, de mettre à charge du gouvernement l'indemnisation des trois quarts des chômeurs, l'autre quart étant pris en compte par une future convention... La moitié des chômeurs indemnisés actuels (1 100 000 personnes) serait exclu du champ de la convention ! La provocation est grosse et cela pue à cent pas l'opération politique, voire idéologique. Il ne s'agit donc pas, comme les années précédentes, de la sempiternelle négociation pour assurer l'équilibre du système en 1984, mais bel et bien d'une régression sociale de taille. L'arrière-pensée politique crève les yeux.

La négociation actuelle est d'autant plus « biseautée » qu'elle se déroule entre deux partenaires — les employeurs et les syndicats — en l'absence du troisième acteur, l'Etat. On ne peut, en effet, comme le proclame André Bergeron, président de l'Unedic et « patron » de F.o., déclarer son attachement au système contractuel et... souhaiter, sans le dire, une intervention rapide de l'Etat. Lorsque le négociateur F.o., Antoine Faesch, déclare : « Je souhaite que le gouvernement prenne l'initiative de réunir les négociateurs pour essayer de tracer avec eux la ligne de partage et les contours du nouveau système », n'accepte-t-il pas, d'ores et déjà, une scission de fait entre les chômeurs ? Et, surtout, ne laisse-t-il pas entendre qu'il préférerait abandonner cette décision délicate au seul gouvernement de gauche ? Antoine Faesch a bien raison de proclamer : « Il faut restructurer le système sans rien démolir. » Mais n'est-ce pas déjà accepter la logique patronale que d'affirmer « l'Etat devrait supporter la moitié de l'indemnisation » ? Oui, c'est vrai, la participation de l'Etat est inférieure, en France, à celle d'autres pays voisins en matière d'assurance-chômage. Vrai aussi que depuis quelques années la participation des employeurs au régime de Sécurité sociale a décru de plusieurs points, tandis que celle des travailleurs augmentait sensiblement, selon les chiffres fournis par la Commission des Comptes de la « Sécu ». Et que l'Etat ne cesse — globalement — de colmater les brèches de la protection sociale. Alors, Pierre Bérégovoy attend le résultat des négociations avant de prendre une initiative. Logique, puisque le régime d'assurance-chômage est géré par les partenaires sociaux. A moins de créer une quatrième caisse de Sécurité sociale pour le chômage — une proposition qui est avancée — il est normal de « responsabiliser » d'abord le régime de l'Unedic. Mais, Rue de Grenelle, on est d'accord sur un point : les chômeurs ont suffisamment payé. Il n'est pas question de créer un « hôtel quatre étoiles et un hôtel des invalides », selon les propos récents du ministre délégué à l'Emploi. Et pas question non plus de laisser l'Unedic tirer indéfiniment un « chèque sur l'Etat ». Il manquera 5 milliards de francs en 1984 pour assurer l'équilibre du système actuel d'assurance-chômage, sans compter la dette de 11 milliards de l'Unedic auprès des institutions financières. « L'Unedic fait de la cavalerie depuis des années ; elle vit d'expédients », voilà, grosso modo, le discours à la Solidarité nationale. Où l'on n'est pas dupe d'une manœuvre d'Yvon Chotard, vice-président du C.n.p.f. : négocier une « bonne » convention contre l'extension du droit de licenciement...

L'économie au fil des jours

PAR STEPHEN GERE



A.f.p.

Edith Cresson avec Andréi Gromyko, à Moscou.

Chômage : la meilleure performance de l'O.c.d.e.

Chômage = scepticisme. Les chiffres tombent mois après mois et depuis juin 1982, c'est la stabilité. Après le plan Delors de début d'année, la droite annonçait l'apocalypse, pas d'apocalypse. L'O.c.d.e. prévoyait 150 000 chômeurs de plus en 1983, mais ses calculs étaient faux. Personne ne croit à cette stabilité, ni la presse, ni la droite, ni André Bergeron pour qui les statistiques cachent la réalité du chômage, quel que soit le gouvernement au pouvoir. Alors que fait l'A.n.p.e. de ses chômeurs ? Elle les passe à la trappe ? Donc le mois dernier, le chômage a augmenté de 3,7 % en données brutes pour atteindre 2 165 000 et de 0,1 % en données C.v.s. (corrigées des variations saisonnières) pour s'établir à 2 034 000. Au gouvernement, on rappelle qu'en élaborant le plan de rigueur on avait pris soin d'éviter une « plongée » de l'économie française. Certes, on est actuellement sur un plateau, mais ce n'est pas l'effondrement prédit par certains. La demande intérieure n'a pas fortement reculé et l'activité a été soutenue par des exportations stimulées par la reprise des principaux pays industrialisés. Contrairement à la plupart des prévisions, y compris celles du gouvernement, la croissance française se situera entre 0,3 et 0,5 % en 1983. L'activité se maintient (autour de 130), les industriels prévoient même une augmentation de 3 % en volume de leurs investissements. Pour le commerce et les services, ce sera moins bon. Par ailleurs, la production non industrielle (agriculture et bâtiment-travaux publics) a baissé. Il reste qu'avec 38 300 offres d'emplois en octobre, 13 % de plus qu'en septembre, mais 40 % de moins qu'en octobre 1982, on devrait observer une légère hausse du chômage. Rue de Rivoli, on s'interroge : « Il manque un élément de compréhension. » Il y a pourtant des raisons qui tiennent à une meilleure gestion du marché du travail, d'autres à des modifications du comportement des demandeurs d'emplois, notamment féminins. On observe, par exemple, que le pourcentage d'absences au contrôle est passé de 29 en octobre 1982 à 38,6 en octobre 1983.

A l'actif du gouvernement, cette stabilité du chômage depuis 22 mois est une des meilleures performances de l'O.c.d.e. En un an, le chômage n'a augmenté que de 0,5 % en France. Le nombre des chômeurs représente actuellement 2,2 % de la population active au Japon, 7,7 % en R.f.a., 8,1 % en France, 9,1 % aux Etats-Unis, 12 % en Italie et 12,8 % en Grande-Bretagne.

Le IXe Plan à Sciences-Po

Le IXe Plan, pièce maîtresse pour assurer l'avenir de la France, en particulier réussir la « troisième révolution industrielle ». Les moyens qu'il se donne, en chiffres, 350 milliards en cinq ans dont 60 en 1984. Les hommes qui sont chargés de son application, du commissariat général au Plan et Sciences-Po, organisent une session d'information destinée à présenter aux responsables économiques et sociaux le IXe Plan, les 6, 7 et 8 décembre au 215, boulevard Saint-Germain à Paris. C'est Hubert Prévot, commissaire au Plan, qui ouvrira cette session. Pour tout renseignement, téléphoner au Service de formation continue des Sciences politiques, au 260.39.60.

Exportations : la fourmi fait mieux que la cigale

En données C.v.s., les exportations françaises ont atteint 64 283 millions et les importations 65 177 millions. Le déficit du commerce extérieur en octobre s'établit à 893 millions contre un excédent de 1 788 millions en données brutes. Depuis le début de l'année, le déficit cumulé est donc de 40,6 milliards contre 79,2 pour la période correspondante de 1982.

« Le redressement de nos échanges de marchandises se confirme », selon Edith Cresson qui note qu'un nombre croissant d'entreprises françaises se lancent à l'exportation sur les marchés solvables. Il s'agit bien sûr d'un travail de fourmi, mais une révolution culturelle s'ébauche dans les milieux industriels français, traditionnellement repliés sur les marchés de l'ancien « empire ». On ne peut que s'en féliciter.

Pour entrer dans le détail, en octobre, les exportations (+ 3,8 %) ont plus augmenté que les importations (+ 3,5 %) par rapport à la moyenne mensuelle des trois mois précédents. Toujours selon la même comparaison, le déficit énergétique s'est encore réduit : 12,8 Mds contre 14 les mois précédents. Faut-il conclure à la mauvaise humeur des raffineurs contre le plafonnement du dollar, qui auraient importé moins de brut et de produits raffinés ? On note aussi un tassement de notre excédent agro-alimentaire (1,8 Md contre 2,5 Mds) du fait d'une récolte médiocre, de notre excédent en biens d'équipement professionnels (4,3 Mds contre 5 Mds) en raison d'une chute des opérations dites exceptionnelles (les avions, par exemple) et de l'automobile (2,7 à 2,4 Mds).

Par zones géographiques, les résultats sont moins prometteurs. Le déficit avec l'O.c.d.e. s'accroît (2 Mds contre 1,5 avec la R.f.a. et 1,5 Md contre 0,5 avec les U.s.a.), tandis que nos échanges avec les pays de l'Est s'améliorent considérablement (100 millions de déficit). Si nos ventes aux pays en voie de développement non pétroliers se tassent, elles progressent de 12 % en direction de l'Opep. Deux exemples de soldes excédentaires : 100 millions d'excédent en octobre contre 300 millions de déficit précédemment vis-à-vis de l'Algérie et 600 millions d'excédent avec la Grande-Bretagne (400 millions de déficit en moyenne mensuelle pendant l'été).

Depuis un an, d'octobre à octobre, nos exportations ont progressé de 15,8 % en valeur, tandis que nos importations augmentaient seulement de 4,1 %. Ces chiffres sont suffisamment éloquents pour illustrer le redressement attendu, mais plus rapide que prévu, de nos échanges commerciaux. Augmentation en valeur, de nos exportations, mais sans doute aussi en volume, puisque, selon les experts, l'activité, loin de se ralentir, mettra en évidence une croissance de 0,3 à 0,5 % en 1983.

Une dernière prévision. Raymond Barre estimait que la France passerait à côté de la reprise mondiale. Il semble qu'il se soit trompé. La France est même l'un des pays qui en ont le mieux profité. D'août 1982 à août 1983, ses exportations ont augmenté de 11,7 % en volume, contre 10,9 pour le Japon, 4 pour l'Italie et la R.f.a., et un recul de 3 % en Grande-Bretagne. Il ne faut certes pas vendre la peau de l'ours, mais « pourvou que ça doure »...

Indices : le poids des chiffres et le choc des mots

Inflation, chômage, commerce extérieur. Les indices d'octobre sont tombés, et avec eux, le bulletin de santé mensuel de l'économie française. Côté fièvre, ça descend, mais pas assez. Inflation : 0,7 %. Le ministre s'avoue déçu, c'est vrai, on pouvait espérer mieux. La presse parle d'échec, on fera plus que 8 %. Le ministère prétend qu'on est sur la bonne voie, c'est vrai, c'est le meilleur indice d'octobre depuis 1971 (hors blocage).

Qu'est-ce qui a pesé sur cet indice ? D'abord les loyers qui sont pris en compte quatre fois par an. Ensuite les hausses traditionnelles de la rentrée dans le textile-habillement. Ils traduisent déjà des hausses de coûts réels (coton, synthétiques). De plus, il s'agit d'un secteur inflationniste. Ensuite, la flambée des prix alimentaires continue de faire sentir ses effets, qui vont s'atténuant. De mauvaises conditions climatiques ont retardé d'un mois les fruits et légumes. Résultat : 1,3 % de hausse en septembre, un peu moins en octobre. Il faut également compter la queue de la hausse des services : les mesures de blocage prises par Jacques Delors seront sensibles avec décalage, en novembre et décembre. Et puis, la fin de la montée des cours mondiaux des oléagineux, en particulier de l'arachide.

Alors, on sera à un peu plus de 9 % au lieu des 8 prévus. Pourquoi ce 1 % en plus ? Dans les prévisions, on avait raisonné sur un dollar à 7 F, il est à 8,20 F aujourd'hui. Certains cours mondiaux ont flambé. Il y a cet accident sur les produits alimentaires, une mauvaise récolte. Le dérapage des services. Le rattrapage des services publics (3,5 % en septembre pour qu'E.d.f. équilibre ses comptes). Les mauvais indices de sortie du blocage en début d'année. Enfin, on est arrivé à 9,7 % en 1982 au lieu des 10 % prévus, il faut bien que la différence se retrouve quelque part.

La France reste, et c'est l'essentiel, sur la voie de la désinflation. Sur les six derniers mois — de mai à octobre — le rythme annuel est de 8,6, le meilleur sur cette période depuis 1972, avec un différentiel de 3 points annuels par rapport à nos principaux partenaires commerciaux, contre 4,6 pour les six mois précédents. Depuis deux ans, les paliers de désinflation trimestriels sont visibles. De 3,3 % au premier trimestre 1982, on passe à 2,7 avec un mois (juin) de blocage, au second trimestre, à 1 % au troisième, période de blocage, puis à 2,4 au dernier, octobre étant encore un mois de blocage. Pour 1983, les rythmes trimestriels de hausse des prix sont de 2,6 %, 2,5 %, 2,2 % et 1,4 à 1,6 % d'estimation pour le dernier trimestre. Une estimation qui n'est pas trop basse si l'on considère l'anticipation des chefs d'entreprises industrielles, 1,2 % pour la totalité du dernier trimestre, selon l'enquête de l'Insee, contre 2,1 % pour le trimestre précédent.

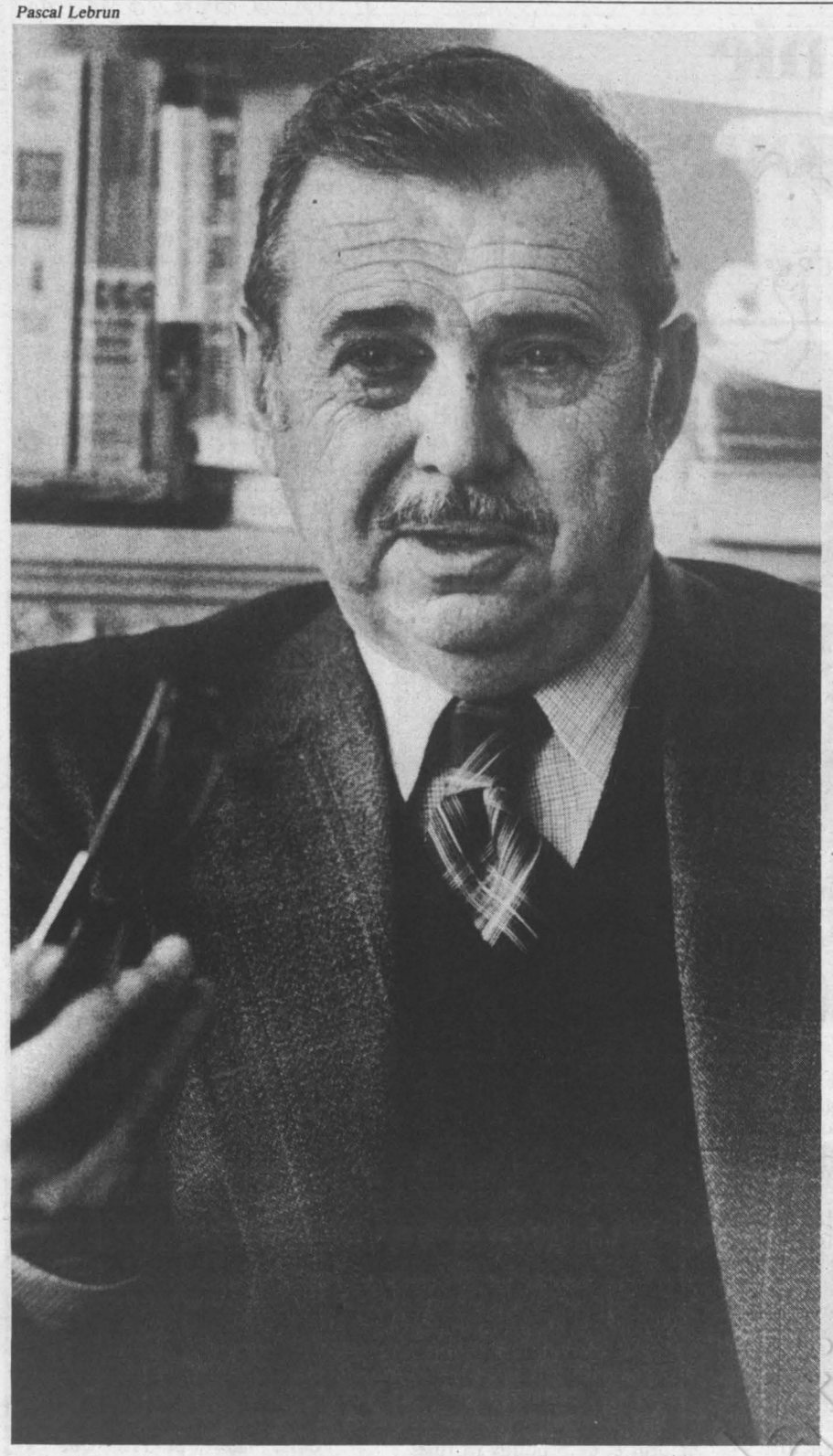
« 1983 n'est qu'une étape, on n'arrête pas les compteurs à la fin de l'année ; c'est un simple point de passage, l'objectif étant d'arriver en zone concurrentielle fin 1984 », déclare-t-on Rue de Rivoli. Et les éléments favorables à la réalisation de cet objectif ne manquent pas. L'effort des travailleurs déjà dont on peut dire qu'ils ont apporté leur pierre à la construction de l'édifice : 1,7 % de hausse des salaires au troisième trimestre (après 3,1 et 2,5). Adrien Popovici reconnaissait dans « les Echos », un journal qui n'est pas particulièrement proche des syndicats ouvriers, que désormais « les salaires ne poussent plus les prix ». Ensuite, les anticipations des entreprises industrielles, comme on l'a vu, enfin, les contrats de hausse qui sont d'ores et déjà tous négociés à 5 % : l'eau, les loyers, les tarifs publics, les prix industriels... Et puis, il faut considérer que les gens qui ont pris de l'avance en 1983 (les services) devront la rendre en 1984.

L'Etat fait ce qu'il peut. Une victoire ou un échec contre l'inflation ne sera pas à imputer au seul Jacques Delors, mais à tous les Français. Le rôle du ministre se borne à faire en sorte que tous les prix descendent avec cohérence. Si l'inflation pénalise toujours les plus faibles, la désinflation est un moyen de justice sociale et, à ce titre, un terrain de lutte pour les militants de gauche. Dans les entreprises, dans les négociations salariales, dans les associations, dans les collectivités locales dont ils sont les élus, majoritaires ou contre l'opposition, il faut partout qu'ils défendent l'« objectif 5 % ». Il est indispensable que les mentalités s'habituent à la désinflation. C'est aussi un combat psychologique. Il est surprenant, par exemple, que les associations de consommateurs ne se mobilisent pas contre ce fléau. D'où des décalages entre les mesures prises, les efforts réalisés et les résultats. Et si les résultats sont déjà sensibles, l'inflation ne sera pas vaincue dans la mobilisation de tous les Français.

Michel d'Ornano affirmait au « Club de la presse » que notre différentiel d'inflation était de 5,2. C'est faux. Selon l'indice retenu par la Rue de Rivoli, qui prend en compte nos parts de marché dans les échanges avec nos huit principaux partenaires commerciaux, il est de 3 points sur les six derniers mois, contre 4,6 sur les six mois précédents. A l'époque où d'Ornano était ministre, nos partenaires, tout comme le gouvernement de la France, maîtrisaient mal leur inflation. Et puis, ces pays l'ont mieux maîtrisée. La gauche est arrivée au pouvoir en France, l'inflation, sur la lancée du gouvernement Barre, galopait bon train aux alentours de 14 %. Il a fallu freiner sa progression, la stopper et renverser la tendance. Ce qui a été fait. Le différentiel s'est donc d'abord accru mais maintenant se réduit. Il est inutile de juger Raymond Barre sur ce qu'il n'a pas fait et sur ce qu'il aurait fait. De son temps, l'inflation croissait d'année en année, aujourd'hui elle diminue tous les ans.

C'est tout.

Pascal Lebrun



HENRI NOGUERES: "JAMAIS LES LIBERTES NE SE SONT MIEUX PORTEES EN FRANCE"

Président de la Ligue des droits de l'homme, ex-membre de la commission de l'information qui à la Libération fut à l'origine des ordonnances de 1944, Henri Noguères parle de la loi sur la presse, de l'extrême droite et de l'affaire Verges ...

CRIMES RACISTES: UNE LITANIE DE L'HORREUR

La sauvage nuit du Bordeaux-Vintimille n'est hélas pas un cas, odieux certes, mais isolé, la liste des crimes racistes perpétrés en France depuis 1973 se passe de commentaires

PAR MARTINE DUCOUSSET

L'HORREUR, jusqu'à la nausée. La barbarie à visage inhumain. Ils l'ont tabassé, à coups de pied, à coups de poing. Et, pour faire bonne mesure, l'ont balancé du train en marche par la portière du wagon. Habib Grimzi, un Algérien de vingt-six ans, est mort. Oui, l'horreur. Celle que les mots restent impuissants à décrire, à signifier. A-t-on vraiment dit quelque chose après avoir parlé de crime odieux ?

Habib Grimzi est mort parce qu'il a eu la malchance, le lundi 14 novembre au soir, de prendre le même train que des recrues de la Légion passablement éméchées. La malchance de tomber sur Marc Beami, Anselmo Elviro-Vidal et Xavier Blondel, ses futurs assassins. Et la malchance d'être arabe, un défaut de race que ses voisins de compartiment n'allaient pas tarder à lui faire payer. Limpides, les déclarations d'Elviro, peu après son arrestation à Montauban : « J'en voulais aux Arabes. Je l'ai provoqué et je lui ai cassé la tête. » Quand ses bourreaux l'ont jeté sur la voie, Habib vivait encore. Circonstance aggravante, d'après la loi. Mais les circonstances précédentes ne portaient-elles déjà pas la marque de l'ignominie ? Sale nuit, sauvage nuit sur le Bordeaux-Vintimille. Chargé de l'affaire, le juge Brignol semble décidé à ne pas s'en laisser conter.

Un homme est mort, après tant d'autres. Le racisme continue à frapper fort, et loupe rarement sa cible, comme en témoigne cette impressionnante liste — dressée par le service information de Radio-Beur — des victimes de la haine. Une liste qui se passe de commentaire. L'horreur, jusqu'à la nausée.

— Djillali, assassiné à la Goutte d'Or (Paris XVIIIe), en 1973.

— Laid Sebai, 48 ans, assassiné en 1977, rue Louis-Legrand (Paris IIe).

— Boukhezzer Mustapha, 25 ans, tué de deux balles dans le dos par le brigadier Marchandon, le 25 août 1977.

— Boucif Benouar, 24 ans, assassiné par un jeune policier à Sucy-en-Brie, après une tentative de fuite le 14 mars 1979.

— Kader, 17 ans, assassiné par un policier à Valenton en 1979.

— Abdelkader, 17 ans, assassiné par un gardien armé dans une cité de Vitry (94).

— Messaoudi Mohamed, 19 ans, grièvement blessé par des nazillons de banlieue du P.f.n., qui lui ont gravé dans le dos une croix gammée, à l'aide d'un poignard, le 30 mai 1980 à Bondy (93).

— Dsaoui Ben Mohamed, 20 ans, assassiné le 18 octobre 1980 par Paul Teillefer C.r.s. Un « contrôle de routine ».

— Larbi Mohamed, 19 ans, assassiné par des gendarmes de St-Avertin (Tours), après un vol de voiture, le 21 mai 1982.

— Un ressortissant marocain, âgé de 46 ans, blessé par une décharge de chevrotine, tirée d'une voiture, rue Fesh à Ajaccio, le 23 mai 1982.

— Arai Omar et Ferchichi Messaoud, assassinés au fusil de chasse par des inconnus, qui se trouvaient à bord d'une 4L, à 10 heures du soir, le 24 mai 1982 à Ajaccio.

— Boufenchouche Mohamed, invalide du travail, assassiné le 16 juillet 1982 à Strasbourg.

— Boutelja Ahmed, assassiné le 28 septembre 1982, par M. Lopez à St-Jean-de-Bron.

— Hachichi Walid, 18 ans, assassiné le 28 octobre 1982 à Lyon.

— Haouette Abdel-Krime, 21 ans, assassiné le 21 octobre 1982 devant le local du Journal « 93 », à Livry-Gargan.

— Ghemiah Adenmbi, 19 ans, assassiné le 23 octobre 1982, par M. Depitout, « pavillonnaire », à Nanterre.

— Ettahari Mohamed, assassiné le 7 décembre 1982, par deux hommes masqués à Campo-Quercio (Corse).

— Ghouri Yazid, 23 ans, assassiné le 15 décembre 1982, par M.-C. Bernard, libraire, membre de l'Association « Légitime Défense », à Gonesse.

— Abarran Mimoun, 20 ans, assassiné le 23 janvier 1983, par deux hommes en moto qui l'ont atteint de 5 coups de 7.65 à Ajaccio.

— M'Raidi Nacer, 18 ans, blessé et paralysé le 4 février 1983, à Châtenay-Malabry par le brigadier Lapeyre.

— Aouimer Abdelkader, 18 ans, blessé à Montreuil par un policier le 12 mars 1983. Outre Abdelkader, plusieurs jeunes Maghrébins résidant à Montreuil sont blessés par des balles tirées de fenêtres des cités H.l.m.

— Dhamani Djamel, 19 ans, blessé par un inconnu le 15 avril 1983, place Victor-Bellaud à Villeurbanne.

— Rabih Kamel, 27 ans, assassiné, après avoir été lacéré à coups de couteau au cours d'une rixe entre stagiaires à Laval en avril 1983.

— Messogh Moussa, 19 ans, assassiné par un vigile le 17 juin 1983, en présence de trois policiers en service à Livry-Gargan.

— Medjari Hadj, 20 ans, assassiné par deux gendarmes à Draguignan, « tentative de fuite », menottes aux mains, le 7 juillet 1983.

— Djaidja Toumi, 20 ans, président de l'Association « S.O.S. Avenir Minguettes », blessé à l'abdomen d'une balle tirée par un policier, le 17 juin 1983, à Vénissieux (Lyon).

— Saga Ali, 24 ans, blessé par balles, place des Terreaux à Lyon, le 24 juin 1983.

— Mechta Saïd, 44 ans, assassiné le 25 juin 1983 à Rieux (Oise), par le propriétaire qui voulait l'expulser de son logement. Le défunt laisse 8 orphelins.

— Abd Nabi Ziqh, 15 ans, blessé à l'abdomen d'une balle tirée par M. G. Moulin, dans une cité H.l.m. située à Argenteuil le 27 juin 1983.

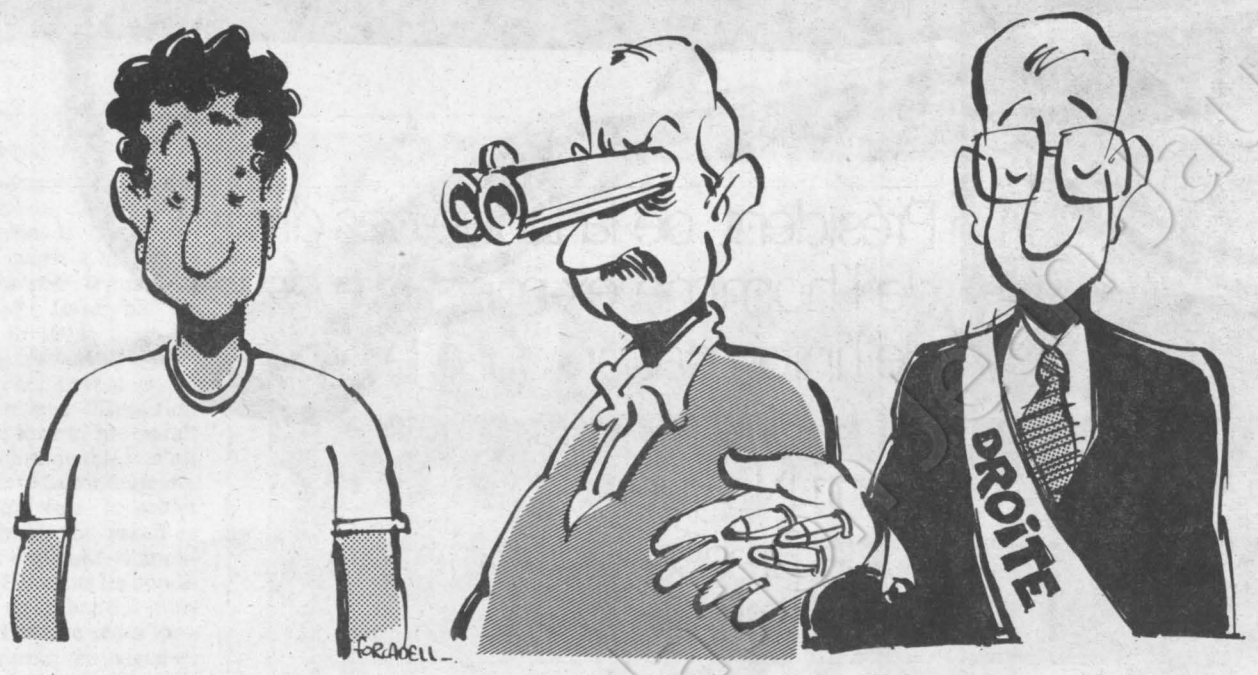
— Lettad Kamel, 17 ans, grièvement blessé au ventre, à coups de serpettes par un commando de trois racistes, le 28 juin 1983.

PAR JEAN-PIERRE BEDEÏ

LE projet de loi sur la presse qui a été adopté au dernier conseil des ministres continue de susciter de vives réactions. La droite continue avec cynisme de défendre Hersant au nom du pluralisme et se prépare à engager une âpre bataille parlementaire. De leur côté, les syndicats de journalistes dénoncent ces basses manœuvres. Ainsi, l'Union nationale des syndicats de journalistes (S.n.j., C.f.d.t., C.g.t.) enregistre « avec inquiétude la campagne d'intimidation et d'intoxication qui se déchaîne contre le projet tendant à protéger le pluralisme et la liberté de la presse ». Et l'U.n.s.j. poursuit en soulignant les enjeux de cet affrontement : « Par sa violence, par son ampleur, par la notoriété des personnalités qu'elle mobilise, cette campagne est véritablement sans précédent. Faut-il que les intérêts en jeu soient à la fois énormes et inavouables pour qu'un tel matraquage de l'opinion s'exerce contre un simple rétablissement des règles normales de la concurrence dans le domaine de l'information écrite. Faut-il que la violation de l'ordonnance de 1944 soit une source de puissance et de profits pour que Hersant et ses affidés osent travestir, avec tant de cynisme, les projets gouvernementaux... Est-il scandaleux de chercher à connaître l'origine des fonds investis dans les journaux et les noms des vrais dirigeants ? »

Henri Noguères, qui au sortir de la résistance fit partie du commissariat à l'information à la Libération, et qui est actuellement président de la Ligue des droits de l'homme, est particulièrement bien placé pour parler des fameuses ordonnances de 1944 et du nouveau projet de loi sur la presse. Nous en avons profité pour évoquer également avec lui d'autres questions d'actualité concernant les libertés.





— Ouannes Toufik, 9 ans, assassiné le 9 juillet 1983, par René Algueperse, surveillant à la R.a.t.p., dans la cité des « 4000 » à La Courneuve.

— Avant Toufik, deux jeunes Maghrébins des « 4000 » blessés par des balles tirées des fenêtres de la cité.

— Benali Youcef, 19 ans, blessé le 11 juillet 1983 à Pont, ainsi qu'un autre jeune, Smain Slimani, 20 ans. Ils faisaient partie d'un groupe de quatre Maghrébins atteints par M. Proprietti, évêque.

— Layachi Khadi, 24 ans, grièvement blessé par un policier hors service à Tourcoing (Nord) le 9 juillet 1983, avec son arme de fonction.

— Kamel, 15 ans, blessé par deux balles de 9 mm, tirées d'une fenêtre d'une cité H.l.m. de Tourcoing en juillet 1983.

— Ouanes Abdelkader, 17 ans, blessé à l'épaule par un inconnu, d'un coup de fusil, le 12 juillet 1983 à St-Dizier (Haute-Marne).

— Ghemeri Hamid, 19 ans, blessé à l'abdomen d'un coup d'épée par deux hommes à 0 heure 30 le 15 juillet 1983 dans la ville de Noisy-le-Sec (93).

— Benlarbi Abdelkaderil, 23 ans, assassiné le 15 juillet 1983 à Paris, dans le IVe arrondissement, par deux policiers, après une intervention de la police consécutive à une agression commise par Benlarbi et deux de ses camarades, (selon la version police).

— Kirim Saïdi, 17 ans, blessé d'une balle à la tête par un inconnu le 17 juillet 1983 à St-Ouen (93).

— Benkhellil Ahmed, 17 ans, assassiné le 20 juillet 1983 à Grenoble, Quartier des Trois-Cloîtres.

— Rebahi Mohamed, 11 ans, blessé d'un coup de feu à Nancy, Quartier du Haut-du-Lieure, en juillet 1983.

— Badiane Massamba, 12 ans, blessé à la tête par une carabine à plomb, dans la cité des « 3000 » à Aulnay (93).

— Amouri Abdelkrim, 29 ans, décédé à l'hôpital de Cergy-Pontoise, après avoir été agressé par des inconnus, le 27 juillet 1983.

— Le 27 juillet, également, Arianne Goudard, « pavillonnaire », tire sur un groupe de jeunes enfants habitant la cité de transit, cité du Petit Drancy, à Drancy (93).

— Djennane Salah, 9 ans, blessé par balles par un inconnu, cité des Francs-Moisins à St-Denis, le 28 juillet 1983.

— M'Hamed Thamin, 40 ans, assassiné le 30 juillet 1983 dans des circonstances mystérieuses, quartier des Brotteaux à Lyon.

— Toujours à St-Denis, Cité des Courtilles, le 31 juillet 1983, deux enfants sont blessés par balles. On trouve un véritable arsenal chez le « shérif de la cité » !

— Itim Djamel, 19 ans, et Kherkour Djamel, 23 ans, assassinés par un « cow-boy » de banlieue du nom de Marc Dukat, surveillant bénévole (ancien vigile), après un cambriolage survenu le 9 août 1983 à Montreuil. Le « surveillant » était armé d'une carabine 22 long rifle.

— Grine Salim, 18 ans, tué d'un coup de fusil de chasse au cours d'une ratonnade, le 18 août 1983 à Aix-en-Provence.

— Rensabur Mohamed, 17 ans, camarade de Salim, blessé à la jambe le même jour avec la même arme.

— Sadi Zineb, 30 ans, grièvement blessée de 3 balles de 7.65 le 12 août 1983, alors qu'elle se trouvait sur une passerelle de la gare de Drancy.

— Bouned Lhachmi, 55 ans, assassiné le 18 août 1983, à Bastia, à coups de barres de fer par D. Bertolluci âgé de 24 ans et connu par la police pour de nombreuses agressions anti-immigrés.

— Hagouri Driss et Laita Mohamed, blessés par balles à Porto-Vecchio le 19 août 1983. Les tireurs courent toujours à ce jour.

— Ghalem Sebaa, 70 ans, retraité, blessé d'une balle 22 long rifle, tirée d'un immeuble situé dans la cité « Lastargesse » à Gimont, par un enfant âgé de 12 ans. Il meurt le 20 août 1983 à l'hôpital.

— Abdelali Mohamed, 21 ans, assassiné par un policier le 26 août place de la Madeleine à Paris. « Légitime défense » (version police).

— R. Ibadouan, 18 ans, grièvement blessé par un policier d'une balle dans le cou, après un vol de voiture, le 24 septembre 1983 à Paris.

R. Ibadouan est actuellement dans le coma.

Par ailleurs :

— Le 19 juin 1982 à Calenzana (Haute-Corse) trois attentats visent dans la nuit des logements de travailleurs maghrébins.

— Du 29 juin au 17 août 1982, 17 attentats sont commis à Bastia contre des ressortissants maghrébins.

Des logements, des bars, une boucherie, le consulat du Maroc, Royal Air Maroc sont visés.

— Le 10 décembre 1982, des sympathisants du P.f.n. tirent dans un bar maghrébin. Un Maghrébin sera grièvement blessé.

— Le 22 juin 1983 à Bourganeuf (Creuse), un commando raciste (dont un gendarme) tire des coups de feu contre les logements des travailleurs immigrés.

— Le 15 août 1983, des sympathisants du P.f.n. tirent sur un groupe de Maghrébins à Troyes, plusieurs seront blessés.

— Un jeune gitan tue son frère blessé par une bombe dans une cité de transit à Marseille où vivent des immigrés maghrébins.

— Sans oublier le plasticage de la mosquée de Romans, et les incendies des foyers Sonacotra de Massy, Corbeil et Colombes qui ont fait 4 morts et plusieurs blessés.

— Et, dernièrement, le foyer-hôtel Sonacotra de Marseille qui a subi un attentat à l'explosif le 19 août 1983.

— Attentat contre l'agence Air Algérie à Marseille, attentat revendiqué par le groupe Charles Martel, survenu le 9 août 1983.

— Incendie criminel commis dans l'appartement du trésorier de la Confédération des Français musulmans d'Algérie et leurs amis (F.m.r.a.a.), le 19 août 1983.

« L'Unité » : Les ordonnances de 1944 servent de références au nouveau projet de loi sur la presse. Quels étaient l'esprit et les objectifs des résistants qui les ont conçues ?

Henri Noguères : Notre souci était provoqué et justifié par la situation de la presse d'avant-guerre, puis par celle que nous avons subie pendant l'Occupation. La quasi-totalité des organes de presse qui se sont vautrés dans la Collaboration ont été animés par ceux qui en étaient les dirigeants avant la guerre. Dès avant 1939, les puissances d'argent, des politiciens douteux comme Laval, mais aussi des officines du fascisme italien et du nazisme allemand avaient réussi à mettre la main sur la presse. Nous ne voulions pas que cela se reproduise. C'est pourquoi le programme du Conseil national de la Résistance comportait l'affirmation de l'indépendance de la presse vis-à-vis des puissances financières et politiques. En 1944, des groupes de résistants se sont donc penchés sur ce problème. Il en est résulté le « cahier bleu » ou « brochure bleue », puis la mise en place des ordonnances qui sont conformes à ce « cahier bleu ». Les ordonnances avaient pour but d'assurer la transparence de la presse, d'empêcher les concentrations et les pratiques d'hommes de paille.

— Ces ordonnances ne comportaient-elles pas des ambiguïtés nuisibles à leur application ?

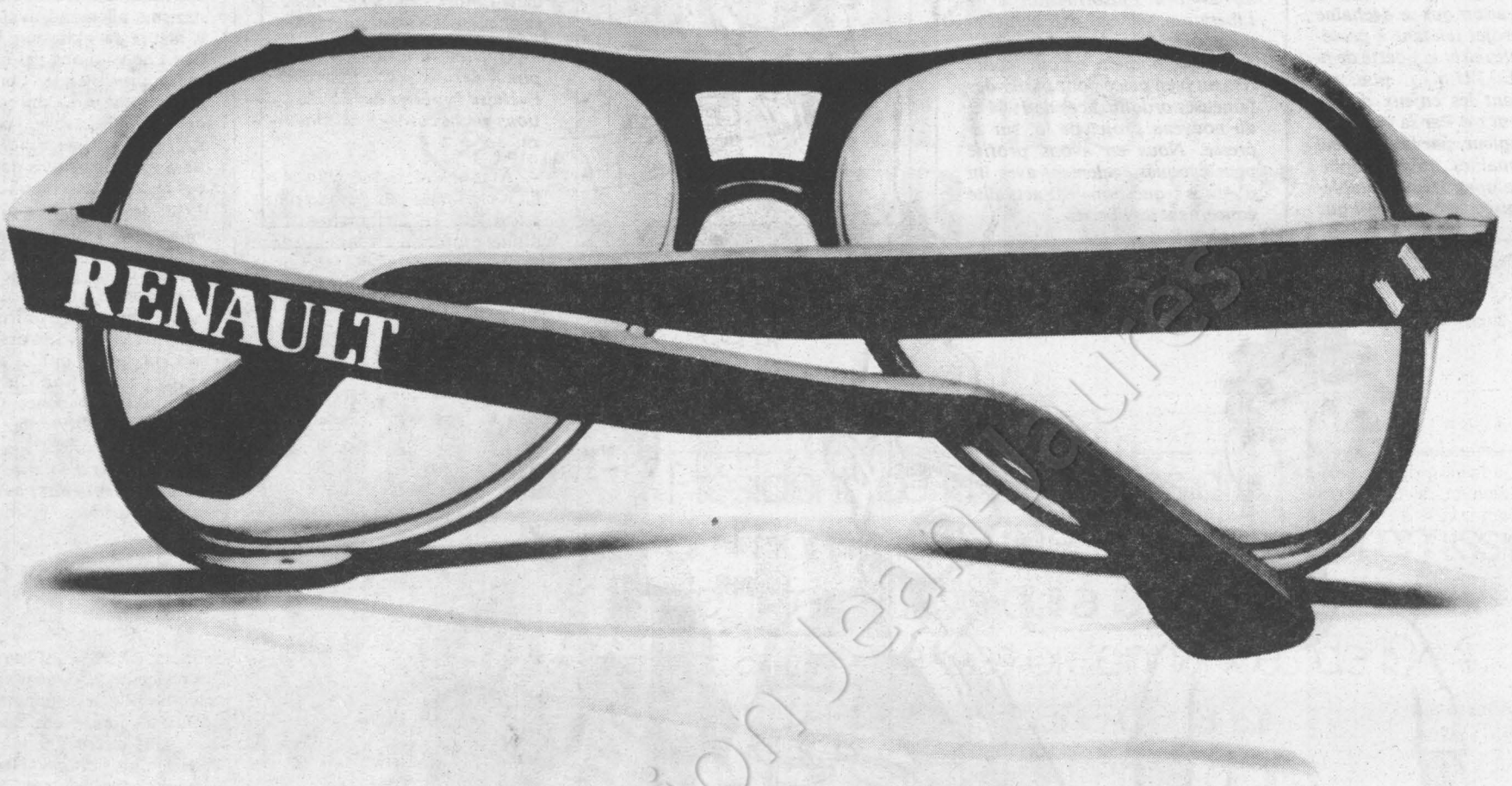
— Si elles avaient été appliquées, on ne trouverait pas anormal aujourd'hui qu'elles ne le soient pas. Elles n'ont pas été appliquées, car elles ont été débordées à plusieurs titres de manière intolérable. La transparence n'existe plus, les concentrations de presse se sont accrues et notamment celle d'un homme, Hersant, qui avait choisi une voie totalement opposée à la Résistance. Ensuite est arrivée cette discussion sur l'interprétation du terme « personne », physique ou morale, qui est une manifestation de jésuitisme. C'est pourquoi je déplore que le discours gouvernemental considère comme caduques les ordonnances de 1944. Elles figurent dans la loi, et le gouvernement est là pour les faires respecter. Qu'elles soient perfectibles, c'est évident. Mais encore une fois, ce n'est pas parce qu'elles sont inappliquées qu'elles sont inapplicables. Cela dit, on ne peut pas faire grief au gouvernement en place depuis 1981 de ne pas les avoir fait appliquer, alors que depuis 25 ans le système « gaullo-pompidolo-giscardien » n'a fait que faciliter les affaires d'Hersant.

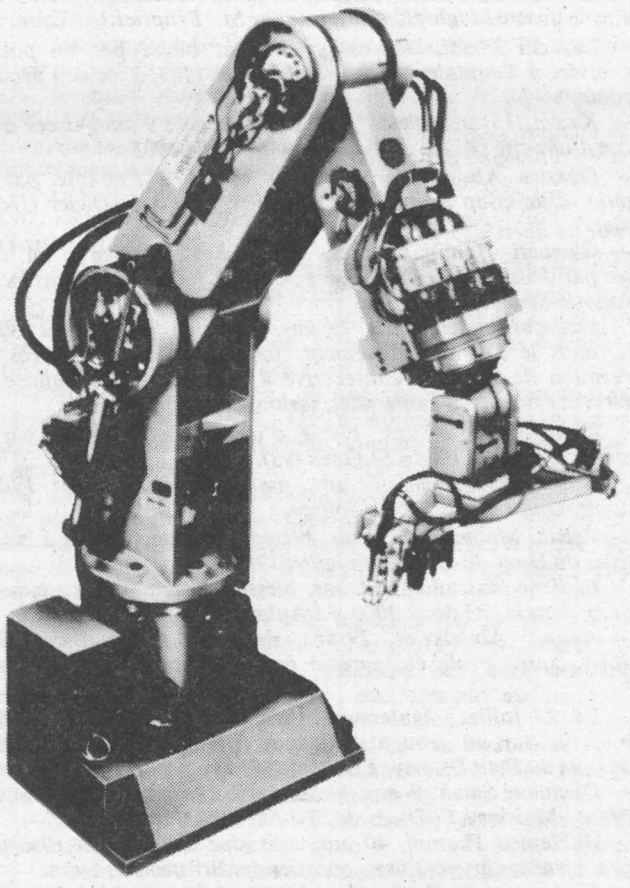
— Mais ce nouveau projet de loi vise justement à adapter et à actualiser les ordonnances de 1944. Est-il conforme à celles-ci et porte-t-il atteinte à la liberté de la presse ?

— Ce projet de loi me satisfait dans la mesure où il est fidèle aux préoccupations de ceux qui ont conçu les ordonnances de 1944. Il ne porte absolument pas atteinte aux libertés. Ce n'est ni un statut de la presse ni une brutale aggravation par rapport à la loi en vigueur. Il apporte même des précisions souhaitables par rapport au texte de 1944. Ainsi, par exemple, sans être un maniaque des hautes autorités ou des organismes de contrôle, je suis très favorable au système de la commission de six membres chargée de veiller à la transparence de la presse et à l'application de la loi. L'affaire Hersant a prouvé que déposer une plainte au Parquet, comme il fallait le faire jusqu'à présent, n'était pas une procédure très efficace. D'autre part, je comprend très bien qu'un simple particulier

(suite en page 9)

Lunettes spéciales pour regarder le 21ème siècle.





Ces lunettes sont distribuées aux visiteurs de l'usine de DOUAI la plus robotisée d'Europe. Car les yeux des robots sont robustes. Ils peuvent travailler sans crainte en milieu hostile et se charger des tâches les plus pénibles : peinture, soudure, fonderie... Sans risque et avec une grande efficacité. L'œil humain, lui, est fragile. Pour voir à l'œuvre les Robots du 21e siècle, attention : "port de lunettes spéciales obligatoire".

RENAULT: prendre l'avenir de vitesse.

RENAULT préconise elf

PUBLICIS V5254

Fondation Jean-Jaurès



(suite de la page 7)

hésite à s'engager dans une démarche judiciaire de ce genre. Si, au lendemain de la Libération, on avait confié à une commission de contrôle le soin de veiller aux règles fixées par les ordonnances de 1944, nous ne connaîtrions pas aujourd'hui la situation actuelle. Il faut également souligner une disposition de la nouvelle loi qui me paraît totalement inattaquable, c'est celle concernant l'autonomie des rédactions. Toutefois, le projet dans son ensemble me paraît se heurter à une difficulté d'application. Il ne définit pas les conditions de vie et de rachat des journaux qui devront être cédés lorsque la loi entrera en vigueur. Enfin, à mon avis, ce dispositif doit être complété par une véritable loi d'aide à la presse.

— Que pensez-vous des attaques dont est l'objet ce projet de loi ?

— Quand on accuse Georges Fillioud de vouloir enfermer la presse dans un carcan, on lui fait un procès d'intention injustifié à des fins politiques. Et d'autant plus injustifié que le projet tel qu'il est conçu ne lui permettrait pas d'y parvenir.

— Ces attaques s'inscrivent dans une vaste campagne de la droite sur le thème des libertés. D'une manière générale, considérez-vous que les libertés sont en recul depuis que la gauche est au pouvoir ?

— Non. Bien au contraire. Les progrès réalisés dans le domaine des libertés depuis mai 1981 représentent une avancée comme la France n'en a jamais connu dans son histoire, grâce notamment à un homme comme Robert Badinter. Il y a eu la suppression de la peine de mort, celle des Tribunaux permanents des forces armées que la Ligue réclamait depuis 1904, l'abrogation de la loi Sécurité et Liberté, de la loi anti-casseur, des tribunaux d'exception. Sans oublier des avancées qui ont provoqué les fureurs de la droite comme les lois Auroux. Enfin, une action considérable a été menée par Yvette Roudy dans un domaine où il s'agissait de secouer les pesanteurs millénaires. Il reste encore à faire, notamment en ce qui concerne l'école. Nous pensons à la Ligue que les lois Debré et Guermeur constituent une atteinte à la laïcité et c'est pourquoi nous demandons leur abrogation. Nous partons d'un principe simple : au système public les fonds publics, au privé les fonds privés.

— Que pensez-vous de l'émergence de l'extrême droite et de ses rapprochements avec la droite ?

— La flambée actuelle de l'extrême droite s'appuie plus sur la xénophobie que sur le racisme, ce qui n'est pas moins grave. Mais le plus dangereux réside dans la banalisation des thèses de l'extrême droite qui conduit à une alliance avec la droite. D'un autre côté, les rapports entre ces deux courants politiques ne sont pas nouveaux. Les groupuscules d'extrême droite ont toujours fourni les gros bras des partis politiques de droite. Désormais, ils se retrouvent sur des listes électorales communes. C'est dans l'ordre des choses même si ce phénomène est inquiétant .

— Quelles réflexions vous inspire le dernier rebondissement de l'affaire Barbie avec les déclarations provocatrices de son avocat ?

— Affirmer ainsi que Jean Moulin a été vendu par des résistants relève de la diffamation... et d'une profonde méconnaissance des gens. Certes, il y avait à l'époque des désaccords de principe au sein de la Résistance. Ainsi, par exemple, Jean Moulin était partisan de la participation des partis politiques au sein du C.n.r., alors que Passy et Brossolette étaient contre. Mais au moment de l'arrestation de Jean Moulin, le C.n.r. était créé et les partis politiques y étaient admis. Si on avait alors voulu s'opposer à Jean Moulin, c'était trop tard. D'autre part, si chaque fois que surgissait un désaccord entre résistants, on avait dû se trahir ou s'entre-tuer, la Résistance aurait disparu. En réalité, dans cette affaire Barbie, nous nous trouvons devant un procédé d'avocat qui se retournera contre son auteur. En ce qui me concerne, je m'appliquerai à faire qu'il le regrette.

— Cette affaire ne fournit-elle pas l'occasion de faire le procès d'un certain type d'information ?

— On ne peut pas reprocher à un organe de presse de livrer une information. Mais il y a la manière. Il faut respecter les équilibres, allumer des contre-feux. Il aurait mieux valu donner une opinion différente ou contradictoire dès le premier jour. La démarche qu'a choisie dans ce cas la télévision n'était pas la meilleure. D'autant que dans un journal télévisé qui a un gros impact il faut mieux éviter de jouer les apprentis-sorciers. Je comprends que l'on soit séduit par l'importance du « scoop », mais là il y avait un déséquilibre flagrant dans l'information. ●



Pascal Lebrun

Henri Noguères avec Robert Badinter.



DIPAPACÉQUOI

Les états d'âme

par Piem

AU cours de leur promenade à travers les méandres de l'histoire contemporaine, le père et son fils avaient franchi sans trop y prendre garde les frontières de la Raison d'Etat et étaient arrivés au pays de l'Etat d'Âme.

Cette contrée où se jouaient les ombres et les lumières était parcourue de part en part par ses contradictions qu'une population laborieuse entretenait avec soin.

Ses habitants s'appelaient les Animistes. Il y avait eu, dans les temps passés, de nombreux conflits entre l'Etat d'Âme et la Raison d'Etat et les monuments aux morts étaient là pour témoigner de l'âpreté des combats. Aujourd'hui encore, quelques conflits éclataient par-ci par-là, tuant ou blessant quelque amour-propre. Il n'était pas rare de retrouver, enfouie au fond de scrupuleuses consciences, une bombe non éclatée que les artificiers de la dialectique tentaient de désamorcer.

Le jour justement où le père et son fils arrivèrent en Etat d'Âme, une agitation particulière animait la zone frontalière. On signalait la présence d'un commando de scrupuleuses consciences prêt à tenter une action de représailles contre la Raison d'Etat. Revêtus de pied en cape, d'une main de velours dans un gant de fer et armés de bonnes intentions, ces hommes de vertu s'apprêtaient à envahir le territoire adverse. On entendait par intermittence claquer la réprobation et siffler le désaveu.

Au sommet d'un rameau d'olivier, un Super-Etendard, qui avait investi le nid de la colombe, assistait à la scène. En haut d'un promontoire, le père et son fils découvraient l'ampleur de la bataille. A la frontière de la Raison d'Etat un homme seul, main de fer dans gant de velours, tenait le front haut et le verbe sûr. Il était à lui tout seul la dissuasion et le châtiment ; tenant dans la main droite un parabellum et dans la gauche un sivispacem, il faisait face aux Etats d'Âme.

Les Animistes se lancèrent à l'assaut armés de bonnes intentions et de paroles verbales. Les premiers rangs furent fauchés par de lâches attentats et des camions piégés dont quelques démons avaient miné le terrain. Ils reculèrent en désordre. Les bonnes intentions ne suffisent pas à remporter les batailles.

— Dis Papa, c'est une retraite ? demande l'enfant.

— Non, c'est un temps de réflexion.

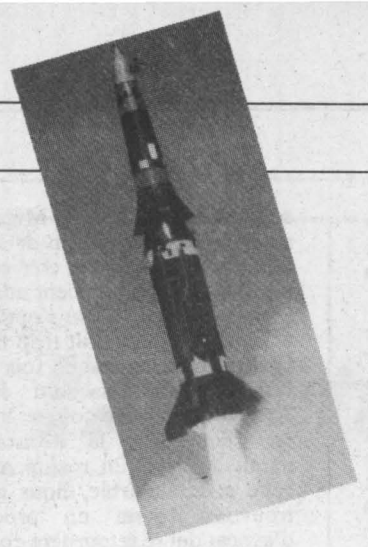
Les combattants repliés pansaient leurs blessures d'amour-propre. Un esprit retors parla de Munich, un autre de Dantzig. Les morts de toutes les guerres vinrent parler de la stupidité des conflits. On fit appel à la conscience universelle.

Un deuxième assaut fut cependant lancé, stoppé lui aussi dans son élan généreux par les explosions de la haine. Les morts pour rien jouchaient le sol. On décida de suspendre la bataille et d'aborder la négociation. Un vieux consensus qui avait déjà participé à de nombreuses négociations et dont la poitrine couverte de décorations témoignait de son courage fut envoyé en parlementaire.

Le représentant des Etats d'Âme de sa main de velours serra la main de fer de la Raison d'Etat. La paix fut signée.

Dans son nid, le Super-Etendard protégeait de ses ailes déployées la modeste colombe qui couvait l'œuf de leur nouvelle alliance.

Un jour, peut-être, on réunifiera les pays divisés qui ne formeront plus qu'une seule et grande nation qu'on appellera l'Etat de l'Âme et de la Raison.



R.F.A.: LE CHAGRIN ET LA PITIE

Alors que le S.p.d. refait une unité de circonstance en disant non aux euromissiles, le Bundestag assiégé par les pacifistes donne le feu vert à l'implantation des Pershing. Le problème d'une redéfinition de l'Alliance et la recherche d'une nouvelle stratégie est désormais à l'ordre du jour

PAR JEROME VAILLANT

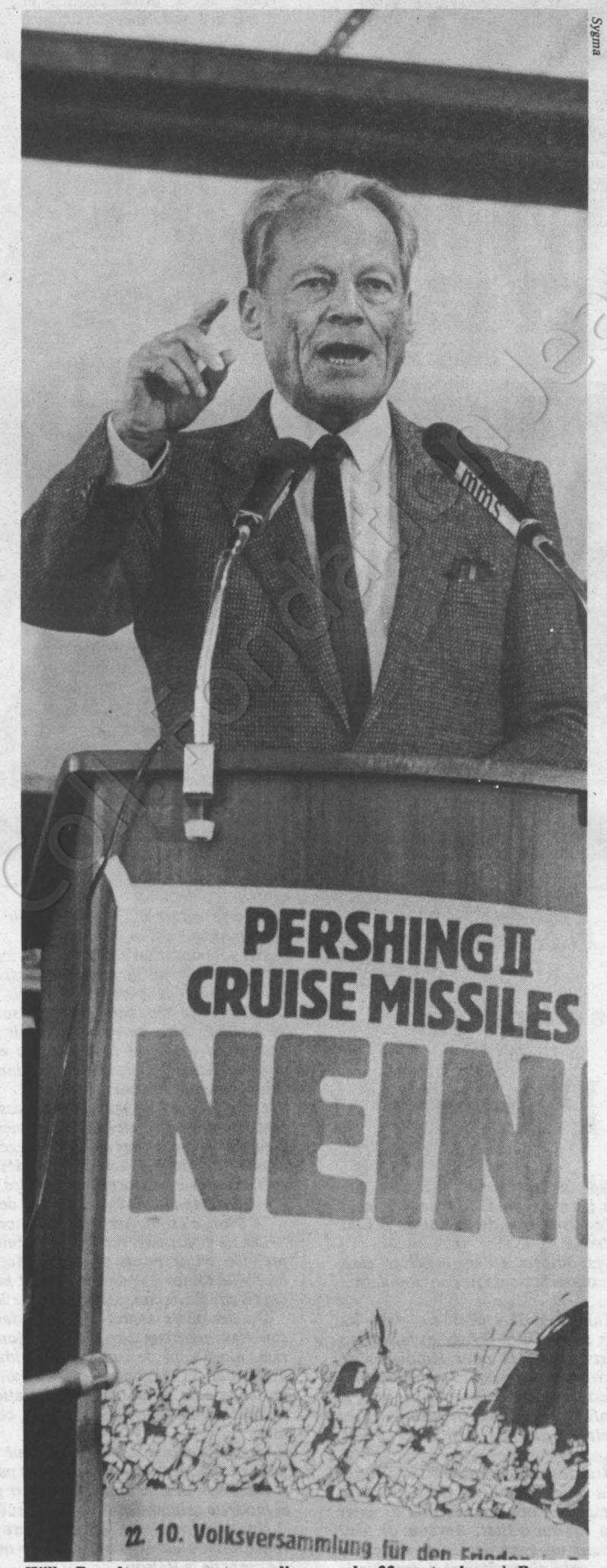
(de notre correspondant à Bonn)

DANS la perspective de la fin des négociations de Genève et à la veille du débat du Bundestag qui a approuvé cette semaine l'installation des fusées Pershing-2 en R.f.a., quatre partis ouest-allemands avaient tenu les 18 et 19 novembre un Congrès spécial sur les euromissiles. A Karlsruhe, le F.d.p. s'est clairement prononcé en faveur de leur stationnement, faisant apparaître cependant une minorité dont l'importance a surpris, vu que de nombreux adversaires de la double résolution de l'Otan avaient quitté le parti à la suite du renversement d'alliance provoqué en octobre 1982 par son président H.-D. Genscher. A Hof, la C.s.u. a dit un oui unanime aux euromissiles. A Duisburg, les Verts, quant à eux, n'ont pas voté seulement contre le stationnement de tous nouveaux armements nucléaires sur le territoire allemand, ils ont aussi, comme on pouvait s'y attendre, réclamé le départ de la R.f.a. de l'Otan, la suppression des blocs militaires et la création d'une zone dénucléarisée en Allemagne, et ils se sont déclarés en faveur d'un désarmement unilatéral en Europe occidentale.

Parallèlement, un « parlement » du Mouvement de la paix s'est tenu le 20 novembre à Bonn : estimant qu'il représente la majorité de la population ouest-allemande, il a appelé à « une semaine de colère, d'indignation et de résistance » du 21 au 31 pour manifester son opposition aux décisions de la majorité parlementaire du pays. L'inquiétude des organisateurs est de ne pas réussir à mobiliser suffisamment de monde, ce qui pourrait favoriser l'action d'une minorité militante.

Une majorité écrasante

Mais le congrès le plus attendu était celui du S.p.d. à Cologne. Il devait, d'une part, préparer les élections européennes du 17 juin 1984, mais surtout prendre position sur les euromissiles au vu des résultats obtenus à Genève. Certes, ce congrès ne pouvait que confirmer le non aux euromissiles acquis la semaine passée, dans toutes les instances locales et régionales du parti et on ne pouvait plus que s'interroger sur l'ampleur que prendrait le refus des délégués sociaux-démocrates.



Sygma

Willy Brandt prononçant son discours du 22 septembre, à Bonn, devant un demi-million de manifestants pacifistes.

Le 17 novembre, le comité directeur du S.p.d. avait adopté une motion allant dans ce sens par 27 voix contre 5 (celles de l'ex-chancelier Schmidt, des anciens ministres de la Défense de la coalition sociale démocrate-libérale Leber et Hans Apel, de l'ancien ministre des Finances Hans Matthöfer et de l'ancien ministre d'Etat Hans-Jürgen Wischnewski). Le congrès a adopté cette motion à une majorité écrasante : sur 400 délégués, 14 seulement ont voté contre et 3 se sont abstenus. A première vue, le S.p.d. a donc refait son unité dans le refus des euromissiles, mais cette motion était le produit d'un laborieux compromis entre les différentes tendances du parti, la gauche représentée par Erhard Eppler l'a accepté pour ne pas compromettre la qualité d'un vote dont elle n'osait pas espérer qu'il serait aussi clair et massif. Au non aux euromissiles, la motion associe un oui tout aussi clair à l'Otan et au principe de la défense nationale telle qu'elle est représentée par la Bundeswehr. L'unité ainsi acquise ne doit pas cependant faire illusion, tout d'abord parce qu'elle ne porte que sur les euromissiles et donc à l'exclusion de tout autre problème politique, économique et social, mais elle pourrait également être vite remise en question dans le cadre du débat qui est désormais engagé au sein du S.p.d. sur la nouvelle politique de défense à proposer au congrès ordinaire du parti qui aura lieu en mai 1984.

Après avoir reconnu que c'était grâce à Helmut Schmidt qu'il avait été possible d'amener les Etats-Unis et l'U.r.s.s. à la table des négociations, cette motion impute l'échec de Genève à la mauvaise volonté des deux grandes puissances, mais aussi à l'incapacité du gouvernement Kohl d'amener les négociateurs à conclure un compromis. Rejetant toute idée d'équidistance par rapport aux deux Grands, elle constate que le communisme est par principe inacceptable pour le S.p.d. Toutes les possibilités de la négociation n'ayant pas été épuisées, le S.p.d. rejette donc le déploiement des fusées américaines moyenne portée, demande aux Américains d'en interrompre le stationnement et aux Soviétiques de réduire sans attendre le nombre des SS-20 pour poursuivre les négociations. Si cependant stationnement il y a, le but de toute politique sociale-démocrate dans l'opposition ou au gouvernement sera d'œuvrer à la suppression des nouveaux missiles dans les deux parties de l'Europe, l'objectif final étant pour le S.p.d. la réduction progressive et négociée de tous les armements nucléaires conformément au plan en quatre points présenté par Willy Brandt le 28 septembre 1983 lors d'une audition au Congrès américain.

Schmidt, fidèle à la parole donnée

Le congrès, qui a été marqué par les interventions de Schmidt, Vogel et Brandt, a fait apparaître deux types d'argumentations inconciliables, chacune ayant sa propre logique pour préserver la paix. Dans un discours de plus d'une heure et demie, Schmidt a fait à son parti une leçon de stratégie militaire. L'ex-chancelier reste fidèle à lui-même. En changeant de fonction, il n'a pas, dit-il, changé d'avis, mais au Parlement il ne votera pas contre son parti, il s'abstiendra. Au gouvernement Kohl, il reproche de ne pas avoir tenté l'impossible pour amener les deux Grands à conclure sur un compromis et, ce faisant, il reprend les termes de la motion qu'il combat dans ses conclusions. Schmidt se déclare en faveur du déploiement des euromissiles, parce que la R.f.a. doit tenir parole si elle veut rester crédible et ne pas concéder un quasi-monopole à l'U.r.s.s. dans le domaine des fusées de portée intermédiaire. Certes, il pense que l'U.r.s.s. ne veut pas la guerre, mais il n'oublie pas non plus les données de la doctrine Brejnev et reste inquiet face à l'expansionnisme soviétique.

Dans son besoin absolu de sécurité, l'U.r.s.s. s'est dotée d'un armement nucléaire qui dépasse de beaucoup ses besoins et a ainsi fait naître un sentiment d'insécurité chez les Européens, les Américains, les Chinois et les Japonais en rompant l'équilibre nécessaire au maintien de la paix. Pour lui, la double résolution de l'Otan devait permettre de rétablir cet équilibre, renoncer à se servir de cet instrument, c'est courir en Europe le danger du « découplage » et celui d'être un jour confronté à un chantage soviétique. Aussi la R.f.a. doit-elle faire preuve de la solidarité nécessaire et librement consentie par rapport aux Etats-Unis, elle doit également tenir compte des positions adoptées par la France et la Grande-Bretagne si elle ne veut pas s'isoler.

Mais Schmidt ne ménage pas non plus ses critiques à l'endroit des Etats-Unis auxquels il reproche de ne pas avoir suffisamment consulté leurs partenaires européens. Aussi leur

demande-t-il en conclusion de n'installer en 1984 que 10 % des armements prévus afin que les négociations puissent se poursuivre. Schmidt s'affirme convaincu qu'en maintenant ainsi la pression sur l'U.r.s.s. celle-ci en viendra à conclure un accord avec les Etats-Unis sur la limitation des fusées euros-tratégiques.

La peur de l'irrationnel

Dans son intervention pour défendre la motion du comité directeur, Vogel n'a pas répondu aux arguments de Schmidt, il s'est placé à un autre niveau. A l'inverse de Schmidt, il ne part pas des positions à défendre dans la négociation. Quand Schmidt estime qu'à faire de la paix la valeur absolue à défendre on pourrait bien y perdre la liberté, Vogel estime que tout doit être fait pour empêcher que ne se produise l'holocauste nucléaire. Quand Schmidt expose pourquoi à son avis l'U.r.s.s. ne veut pas la guerre, Vogel évoque la possibilité d'une catastrophe nucléaire par hasard, due à la défaillance des hommes ou des ordinateurs.

A l'analyse rationnelle s'oppose la peur de l'irrationnel. Pour Vogel, les nouvelles fusées américaines ne rendent pas la paix plus sûre. Au contraire, en relançant la course aux armements elles la rendent plus fragile et compromettent les acquis de la détente à laquelle il n'y a pas d'alternative. La présence de nouvelles fusées à ogive nucléaire accroissent le danger qu'à partir du sol allemand une nouvelle guerre puisse être déclenchée, ce qui est contraire à tous les principes défendus par l'Allemagne depuis l'effondrement du IIIe Reich. Pour Vogel, il y a d'autres moyens de répondre au sur-armement soviétique, et se refuser à stationner ne signifie pas qu'on ne soit pas déterminé à refuser un éventuel chantage soviétique. Il y a, par ailleurs, d'autres tâches que la course aux armements rend plus difficiles, alors qu'elles sont urgentes : la lutte pour l'environnement, l'aide au tiers monde, etc.

Pour l'essentiel, Vogel a repris les arguments développés par Willy Brandt dans son intervention lors de la manifestation organisée à Bonn le 22 octobre dernier par le Mouvement de la paix et qui a réuni plus d'un demi-million de manifestants. Et c'est d'ailleurs Brandt qui recueille les applaudissements les plus fournis quand il déclare que les négociations de Genève ont échoué parce que les dirigeants américains se sont mis dans la tête qu'il valait mieux installer des Pershing-2 en Europe que d'obtenir la réduction négociée des SS-20.

En replaçant la motion du comité directeur dans le contexte des décisons prises par les différents congrès du S.p.d. depuis la double résolution de l'Otan, Vogel a voulu mettre en évidence la continuité des positions adoptées par la S.p.d. Il ne peut cependant nier qu'il y a eu depuis une profonde évolution, le désaveu massif infligé à Schmidt en étant la preuve patente. Avec cette motion, le S.p.d. se lie les mains, même dans la perspective d'un futur compromis qui limiterait les fusées eurostratégiques sans les supprimer complètement en Europe occidentale. C'est que le débat sur les euromissiles et sur l'attitude adoptée par les Etats-Unis en la matière sont l'occasion pour le Parti social-démocrate de remettre en cause non l'appartenance de la R.f.a. à l'Otan, mais les structures de l'Alliance.

Se référant à Kennedy qui estimait que l'Otan avait deux

(suite en page 12)

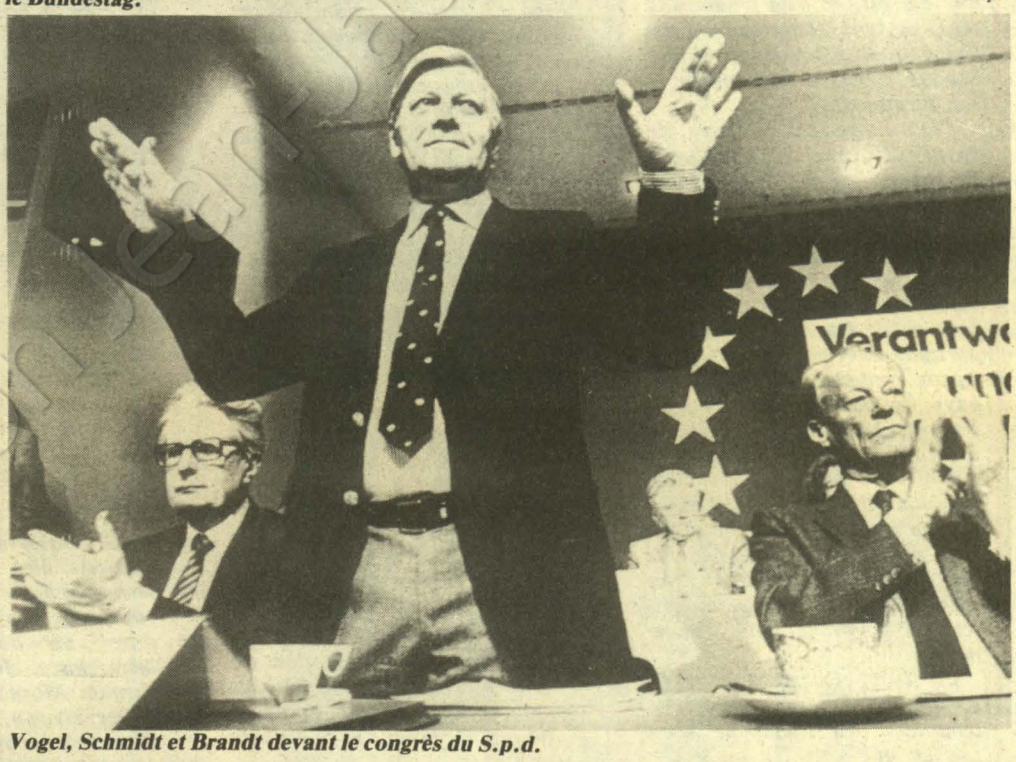
Sygma



« Dispersion » des manifestants, lundi dernier, devant le Bundestag. A.f.p.



Délégué « vert » pendant le congrès de son mouvement. Sygma



Vogel, Schmidt et Brandt devant le congrès du S.p.d.



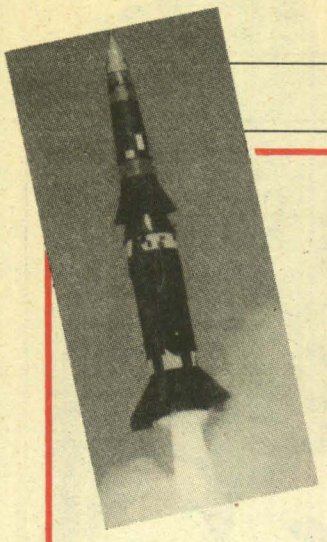
Petra Kelly au congrès des Verts.

France Allemagne, vingt ans après

La revue « Allemagnes d'aujourd'hui » dont notre correspondant à Bonn Jérôme Vaillant est le rédacteur en chef (1) vient de publier un numéro spécial fort intéressant à l'occasion du 20e anniversaire du traité franco-allemand. On y trouve des textes sur l'histoire de ces vingt années, une série d'articles sur les mythes et les stéréotypes que Français et Allemands entretiennent les uns à l'égard des autres, un bilan de l'activité de l'Office franco-allemand de la jeunesse et des études documentées sur les problèmes linguistiques, économiques et monétaires intéressant les deux pays.

Dans son introduction à ce numéro spécial, Jérôme Vaillant traite plus spécialement de deux problèmes qui suscitent des inquiétudes en France : la réunification de l'Allemagne « dont on ne peut exclure, dit-il, qu'un jour ou l'autre elle ne se pose concrètement » et l'émergence des Verts dont, selon lui, on surestime l'importance en France car ils sont loin d'être un mouvement homogène et dont on aurait tort, d'autre part, de faire « les envoyés du diable », ce qui contribuerait « à ajouter de nouveaux stéréotypes à ceux que l'on veut combattre ».

(1) Allemagne d'aujourd'hui, 8, rue Faraday, 75017 - Paris.



D'ABORD UN "SUJET D'INQUIETUDE" POUR LES FRANÇAIS?

A travers deux livres récents publiés par des spécialistes français de l'Allemagne, la question est clairement et constamment posée

PAR JEROME VAILLANT

PARMI les livres parus cette année en France sur l'Allemagne fédérale, deux ouvrages très différents dans leur conception et leurs analyses méritent de retenir l'attention. Celui publié sous la direction de Gérard Sandoz, « les Allemands sans miracle » (1), rassemble une série de contributions qui font sobrement le point sur la R.f.a. au début des années quatre-vingts. Son but est, en s'en tenant aux faits, de faire comprendre l'Allemagne et c'est le titre que Sandoz a choisi de donner à son introduction.

Tout autre est le livre de Joseph Rovan, « l'Allemagne du changement » (2). S'il fournit bien dans ses premiers chapitres le compendium sur les institutions et le système des partis nécessaire à la bonne compréhension de la vie politique en R.f.a., et trace des portraits bien enlevés des principaux hommes politiques de ce pays (Schmidt, Kohl, Vogel, Brandt, Strauss, etc.), il est d'abord une interrogation inquiète sur l'avenir de l'Allemagne dont Rovan n'hésite pas à dire qu'il faut la « sauver », car « sa perte entraînerait dans le désastre et dans l'abandon les autres peuples d'Europe et laisserait l'Amérique dans l'isolement ».

En 1978, Rovan avait écrit un petit livre aux allures de pamphlet, « l'Allemagne n'est pas ce que vous croyez » (3), pour défendre la R.f.a. en proie au terrorisme contre des détracteurs français trop vite enclins à voir renaître outre-Rhin les démons fascistes. Cinq ans plus tard, tout serait différent, et parce qu'en cinq ans elle aurait plus changé que pendant les trente premières années de l'après-guerre, l'Allemagne fédérale serait d'abord un sujet d'inquiétude. C'est qu'« un mouvement de contestation, de protestation et de révolte, écrit Rovan, a réussi à entraîner une partie considérable du peuple allemand et sans doute une majorité de la jeunesse allemande », ce mouvement rejetant les structures en place, les modes de fonctionnement de la démocratie parlementaire et la traditionnelle politique de défense du pays.

Ces Allemands qui sont en cause, ce sont les Verts et leurs sympathisants qui profitent de la mutation des valeurs intervenues depuis la fin des années soixante. Au travail et à l'effort, ces Allemands préfèrent la recherche du plaisir, à la traditionnelle cellule familiale le mariage libre et le concubinage, aux enfants la pilule, à la patrie la recherche d'une identité à redéfinir, etc. Mais surtout ils sont pacifistes et le mouvement pacifiste serait « un mouvement de masse idéaliste et véhément qui met en cause le rôle et la présence de l'Allemagne au sein de l'Alliance atlantique et sert ainsi objectivement les intérêts de l'Union soviétique ». Objectivement, c'était le terme clé de tous les procès staliniens qui permettaient de juger sans les entendre les dissidents communistes ! Ne pourrait-on au moins poser la question de savoir si les « Verts » veulent « objectivement » la soumission de la R.f.a. à l'Union soviétique ? Pour l'immense majorité d'entre eux, la réponse serait alors non et c'est là un élément à ajouter au dossier du pacifisme.

Au danger de ce mouvement véhiculé par les Verts vient encore s'ajouter, selon Rovan, le fait que « personne ne sait plus et ne peut plus savoir ce qu'est aujourd'hui et ce que sera demain la social-démocratie allemande ». Aveu étonnant de la part du spécialiste qu'il est de l'histoire de la social-démocratie (4) ! En fait, le S.p.d. passe par une phase transitoire au cours de laquelle il retourne, une fois dans l'opposition, à ses convictions premières qu'il n'avait refoulées que par loyauté à l'égard du chancelier Schmidt, initiateur de la double résolution de l'Otan. Au pouvoir, le même S.p.d. reviendrait à une politique plus modérée par sens des responsabilités gouvernementales. Aujourd'hui, le chef de l'opposition social-démocrate, Hans-Jochen Vogel, et le président du S.p.d., Willy Brandt, cherchent d'abord à préserver l'unité du parti, car la désintégration du S.p.d. représenterait de tous les maux probables sans doute le plus grand pour l'avenir de la R.f.a.

Le livre de Sandoz contraste avec ces appels dramatiques. Celui-ci ne note-t-il pas tout d'abord « l'extraordinaire normalité de la R.f.a. » ? Dans sa simplicité, le titre de son ouvrage met en évidence les réalités actuelles d'une R.f.a. qui ne connaît plus le miracle des années cinquante.

La porte de Brandeburg et le mur.



Dans son introduction, Sandoz aborde les questions essentielles qui préoccupent les Français, quand il est question de l'Allemagne fédérale, et il apporte les réponses nécessaires. Sur la question de l'Ostpolitik et de la réunification, il pense que la première était la reconnaissance d'une unité impossible à réaliser, tout au moins, pour une longue période historique, car elle a d'abord contribué à maintenir les deux Allemagnes dans leurs camps respectifs. Et il sent bien que la présence permanente du modèle communiste en R.d.a. n'est pas faite pour convertir les Allemands de l'Ouest aux thèses défendues par Rovan. La lecture comparée des deux ouvrages n'en est que plus décapante. Dans « les Allemands sans miracle », B. Brigouleix trace le tableau d'une démocratie qui marche plutôt bien que mal. A.-M. Le Gloannec traite de la jeunesse et jette un regard lucide sur les « mouvements alternatifs » : si la grande majorité de la jeunesse — et les statistiques le montrent — s'inscrit à l'intérieur de l'Etat, les contestataires, eux, n'ont fait que tirer les leçons de l'échec de 1968 et se sont mis à inventer une vie autre.

La contestation des Verts apparaît bien d'accord en ce sens comme la contestation des comportements traditionnels dans une société policée et hiérarchisée. Jean Baumier, le Jacques Mornand du « Nouvel Observateur », tire les leçons du miracle économique et montre que si l'Allemagne a su maîtriser les première et deuxième révolutions industrielles, elle se trouve moins bien préparée pour faire face à la troisième. La R.f.a. révèle des faiblesses dans les techniques de pointe que sont l'informatique, l'électronique, la robotique, le nucléaire et l'aérospatiale. Encore imaginative, la recherche industrielle est à la traîne, comparée au Japon et aux Etats-Unis. L'outil industriel commence à vieillir. Ce bilan pondéré fait la part des forces et des faiblesses de l'économie ouest-allemande au seuil du XXIe siècle.

Michel Meyer, le correspondant d'Antenne 2 et du « Matin », livre un panorama critique des médias ouest-allemands, et René Wintzen retrace avec passion les grandes lignes d'une littérature marquée par l'expérience de la guerre. Daniel Sauvaget, dans une analyse très précise de ses conditions matérielles, explique comment s'est constitué le jeune cinéma allemand, et René Lasserre fait le point sur le consensus social en R.f.a., rappelant les données du syndicalisme unitaire après la guerre, le fort taux de syndicalisation, la richesse des syndicats et l'importance de l'autonomie des partenaires sociaux en matière contractuelle. Cette grande force que représente le syndicalisme ouest-allemand pour la démocratie en R.f.a. est quasiment absente du livre de Rovan.

Le livre de Sandoz jette un regard lucide sur la R.f.a. et devrait contribuer à donner en France une image plus proche des réalités de ce pays que les habituels stéréotypes. ●

---

(1) « Les Allemands sans miracle », ouvrage publié sous la direction de Gérard Sandoz, Paris 1983 (Armand Colin).

(2) Joseph Rovan, « l'Allemagne du changement », Paris 1983 (Calmann-Lévy. Questions d'actualité).

(3) Joseph Rovan, « l'Allemagne n'est pas ce que vous croyez », Paris 1978 (Seuil. Intervention).

(4) Joseph Rovan, « Histoire de la social-démocratie allemande », Paris 1978 (Seuil. L'Univers historique).

(suite de la page 11)

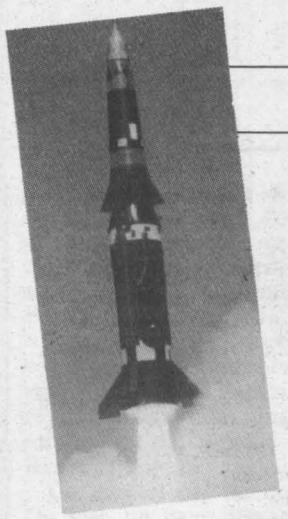
piliers, les Etats-Unis et l'Europe, il demande désormais que les intérêts européens soient davantage pris en compte là où Schmidt ne demande prudemment qu'un retour à davantage de concertation. Les intérêts européens incluent ceux de l'Allemagne fédérale qui, pour le S.p.d., doivent ainsi affirmer sa souveraineté et sa spécificité au sein de l'Alliance, eu égard à sa position particulière à la limite des deux blocs. Cela implique une redéfinition de la politique de l'Alliance en fonction de la R.f.a. et en premier lieu de sa stratégie nucléaire. Le S.p.d. en débattra en mai 1984.

Les deux piliers de l'Otan

A Cologne, Egon Bahr, le penseur de l'Ostpolitik et l'expert du S.p.d. pour les questions militaires, s'est contenté de faire un bilan provisoire des résultats obtenus par la commission mise en place sur les « nouvelles stratégies ». Bahr a essayé de dissiper le doute que les autres puissances occidentales pourraient formuler sur la fidélité du S.p.d. à l'Alliance : nulle raison de la soupçonner de vouloir donner dans le neutralisme, celui-ci restant impossible dans un pays situé au centre de l'Europe, ou encore de le soupçonner de vouloir se soumettre à la volonté soviétique. Pour Bahr, il est tout bonnement impossible d'envisager le moment où la R.f.a. pourrait quitter l'Otan et donner à son armée une dimension purement nationale. Ce qui est en cause, c'est la stratégie de la « réponse flexible » qui a cessé d'être crédible et qui ne peut faire le consensus en R.f.a. Il faut donc chercher une nouvelle stratégie. A l'ère nucléaire la sécurité ne peut plus être obtenue contre l'agresseur éventuel, celle-ci ne peut être garantie qu'en commun avec lui dans le cadre d'une communauté d'intérêts d'Etats appartenant à des systèmes politiques économiques.

La dissuasion nucléaire devient en ce sens une stratégie transitoire, et les armes stratégiques doivent commencer par redevenir ce qu'elles étaient à l'origine, c'est-à-dire des armes politiques de dissuasion. Une nouvelle stratégie devra exclure les options offensives sans compromettre les capacités de défense, et cela implique l'équilibre entre les blocs dans le domaine conventionnel. Il exclura les armes nucléaires à courte et à moyenne portée, le but étant de faire clairement la distinction entre le conventionnel et le nucléaire pour reporter le plus tard possible en cas de conflits le recours à la menace nucléaire.

Le S.p.d. n'est pas seul à penser qu'il faut donner à l'Otan une stratégie autre que celle de la « réponse flexible ». Sur la question des eurofusées, il bénéficie du soutien de la direction des syndicats. Mais dans le « Zeit », l'ancien secrétaire général de la C.d.u., Kurt Biedenkobf, écrit aussi que la dissuasion nucléaire, en faisant porter le poids de la destruction à l'Allemagne, ne répond plus au besoin de sécurité de la R.f.a. Le débat sur la sécurité engagé en R.f.a. rappelle à bien des égards celui sur le réarmement ouest-allemand dans les années cinquante. Les grandes lignes sont en train d'apparaître, des incertitudes subsistent. Mais une chose semble acquise : le débat sur les euromissiles a posé la question des structures de l'Alliance atlantique et le S.p.d. fera l'impossible pour que ce débat aboutisse. ●



ITALIE: MACHIAVEL S'EMPETRE DANS LA SOUVERAINETE LIMITEE

Pour récupérer une partie de son électorat jeune séduit par le pacifisme, le P.c.i., comme le S.p.d. ailleurs, est prêt à bien des avatars... D'autant que la prise de conscience de la souveraineté limitée de l'Italie se fait de plus en plus aiguë dans la classe politique

PAR MICHEL MATHIEU

(de notre correspondant à Rome)

ALORS que presque deux millions d'électeurs se rendaient aux urnes le week-end dernier pour élire les conseillers régionaux de Naples, de Reggio Calabre et de Haut-Adige, ce sont des désaccords, au sein de la coalition gouvernementale sur la politique étrangère qui sont mis en relief ces jours-ci encore dans la presse italienne. A l'origine du vif débat qui oppose les partis de la majorité, l'opération des forces françaises dans la vallée de la Bekaa, contre les chiites de Cheikh Abdallah. Curieusement, c'est le ministre démocrate-chrétien des Affaires étrangères Andreotti qui a provoqué la première crise sérieuse de la majorité gouvernementale, en condamnant durement l'intervention française, à l'occasion de la visite en Italie du président François Mitterrand.

Malgré les tentatives d'apaisement de la part de Bettino Craxi, le ton ne cesse de monter, et les notables de la D.c., Amintore Fanfani en tête, font de la surenchère, en rappelant qu'ayant vécu par le passé des situations semblables à celles des Français, notamment au Congo à l'occasion du massacre de Kindu, le gouvernement italien s'est abstenu de toute représaille militaire. En cette occasion, les démocrates-chrétiens ont reçu le soutien de l'organe du Vatican. L'« Osservatore romano » faisait en effet remarquer que l'action militaire française au Liban risquait d'entraîner l'ensemble des forces multinationales dans une « logique contraire à la paix ». De leur côté, les libéraux, plus nuancés, faisaient savoir que, pour eux, le président de la République française avait manqué à la nécessité absolue de consulter les gouvernements des autres pays qui ont envoyé des militaires pour constituer la force multinationale de paix. Pour avoir défendu le point de vue de la France, en faisant remarquer que les 58 victimes du contingent français faisaient la différence entre les positions française et italienne, Craxi se trouve sous le tir croisé de son aile droite et des communistes qui, à défaut d'autre chose, font campagne pour la paix.

Un thème d'actualité particulièrement sensible ici, au moment où les Américains s'apprêtent à installer les premiers Pershing dans la base de l'Otan à Comiso en Sicile. Les pacifistes étaient 500 000 à défiler, le 23 octobre dernier, dans les rues de Rome, en provenance de toutes les provinces d'Italie. Une manifestation lugubre qui se développait dans la ville au rythme de la marche funèbre de Verdi, et qui, malgré le souci d'équilibre des organisateurs, révéla un caractère nettement anti-américain. Après la fuite en avant totalement suicidaire dans les années soixante-dix dominées par les Brigades rouges, la jeunesse italienne, celle qui se reconnaît dans la gauche, sans nécessairement adhérer à un parti politique (il y avait beaucoup de drapeaux rouges à la manifestation du 23 octobre), semble se lancer dans une autre fuite en avant en se délectant du tragique de cette démarche. Une génération qui joue avec sa peur et dont les mascarades macabres ne sont pas sans rappeler les peintures expressionnistes de Georges Grosz et Otto Dix. Barbes au vent, supportant stoïquement les brûlures de l'été autant que les frimas, les pacifistes crient sans désemparer devant les rangées de fil de fer barbelé qui délimitent la base militaire de Comiso où seront installés les Pershing.



Sygma

Enrico Berlinguer et le P.c.i. manifestant à Assise, cet été .

Langage militaire

Les partis politiques, qui voient leurs jeunes militants se raréfier et qui connaissent en quelque sorte une crise des vocations, sont attentifs au développement des mouvements pacifistes qui ont changé les données en Allemagne fédérale en noyautant à la fois le S.p.d. et les syndicats *(voir l'article de Jérôme Vaillant sur le congrès du S.p.d.)*. Ces mouvements désarçonnent en prenant totalement à contre-pied les données politiques conventionnelles et le langage extrait du vocabulaire militaire qui traite de combats, de luttes, de victoires, de défaites, de stratégies, etc. et qui promet des lendemains qui chantent. Eux ne disent rien de tout cela, leur objectif avoué est la paix universelle, et comme ils savent faire la différence entre la paix républicaine et la paix impériale, avec ses goulags et ses hôpitaux psychiatriques, ils se réunissent derrière un slogan sans espoir : « Plutôt rouge que mort ». Un slogan qui semble d'ailleurs ne pas trop gêner le Parti communiste italien qui chevauche allègrement le cheval de Troie du pacifisme sans s'arrêter sur ce que cette formule contient de péjoratif pour ceux qui militent sous la bannière du marteau et de la faucille. Cette impasse sémantique peut servir d'étalon pour mesurer les adhérences qui existent entre le P.c.i. et l'U.r.s.s. dont le véritable objectif est la déstabilisation interne et le détachement progressif de l'Allemagne et qui, par conséquent, se moque des comptes d'épiciers qui consistent à retrancher quelques ogives d'un total qui peut de toute façon vitrifier vingt fois l'Europe.

Des pourparlers arithmétiques n'ont pour fonction que d'alimenter la stratégie de la peur dont la principale cible est l'Allemagne, parce qu'elle est, pour des raisons historiques, le maillon le plus faible des pays d'Europe. Que par extension, le phénomène se propage jusqu'à Comiso tant mieux, cela prouve que cette politique est payante au-delà des prévisions. On a trop négligé jusqu'à présent le fait que le responsable soviétique des négociations de Genève est un spécialiste des questions allemandes, qui a été pendant quatre ans conseiller d'ambassade à Bonn, alors que son homologue américain n'est qu'un technocrate militaire, expert en balistique. Cela fait quelques décennies déjà que Machiavel a émigré au-delà de l'Oural.

Constatant que la France est apparemment le seul grand pays d'Europe épargné par cette stratégie, les Italiens, qui conservent une certaine admiration pour la Révolution française, trouvent une explication qui repose sur la conscience nationale et révolutionnaire de la culture française, et qui par définition est peu sensible à la dérive judéo-bouddhiste comme l'a défini Nietzsche. En Italie au contraire, l'unification s'est faite péniblement au siècle dernier sous la monarchie, et l'esprit républicain est encore fortement ici imprégné d'un indépendantisme régional, qui se vérifie par l'importance des moyens mis au service des structures locales. Cela n'explique cependant que partiellement la distance qui existe entre la gauche italienne et la gauche française.



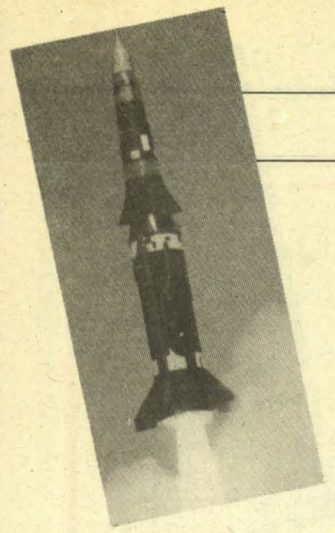
Sygma

François Mitterrand et Bettino Craxi, à Venise.

De tous les pays d'Europe, la France est la seule nation qui à la fois possède un armement dissuasif et autonome, et qui ne fait pas partie de l'Otan. Donc qui, en théorie, possède l'entière responsabilité de ses décisions dans l'éventualité d'un conflit nucléaire. Au contraire, la défense de l'intégrité du territoire italien, malgré les armes installées sur son sol, est soumise à l'accord préalable du commandement intégré de l'Otan, dont on a tout lieu de supposer que la décision sera conditionnée par les intérêts américains.

Un magistrat italien faisait d'ailleurs remarquer dimanche dernier dans un article envoyé au « Manifesto » que des choix importants peuvent être soustraits à la souveraineté du peuple italien et que « des étrangers, en l'occurrence les Américains, ont le pouvoir de déplacer des missiles et de lancer l'Italie dans la guerre, vidant ainsi la Chambre des députés et les autres organes institutionnels de leur pouvoir ». En cas d'attaque nucléaire, la brièveté des temps à disposition des gouvernements rend de plus en plus discutable, en effet, la possibilité de consultation entre alliés pour déclencher une riposte. Le droit de veto du gouvernement italien est limité du fait que les armes nucléaires sont gardées par des soldats américains. « De cette façon, conclut le magistrat, la simple introduction des nouvelles technologies militaires a transféré à l'étranger, en l'occurrence aux Etats-Unis, la souveraineté nationale en terme de guerre ou de paix. »

Même si ce magistrat noircit un peu le tableau il met cependant l'accent sur la nature des problèmes auxquels sont confrontés les Italiens en matière de défense. Dans ce contexte, on ne peut qu'être d'accord avec les propos tenus par le président Mitterrand pendant « l'Heure de vérité » sur Antenne 2 qui a souligné à nouveau la nécessité de sortir de Yalta avec ce que cela suppose, c'est-à-dire que les nations européennes se dotent d'une défense autonome. ●



ANDRE GLUCKSMANN: “LA DISSUASION C’EST NOUS”

Dans son livre “la Force du vertige” comme dans l’entretien qu’il a accordé à “l’Unité”, André Glucksmann refuse la soumission que sous-tend le slogan “plutôt rouges que morts” comme il refuserait de préférer la peste au choléra. S’il est parfois provocateur c’est au bon sens du terme, en provocant la réflexion sur une question trop longtemps occultée

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

LA fusée à tête nucléaire (et pensante) nous parle : « Je sers avant la mise à feu, mon efficace est psychologique (...) Je fonctionne dès aujourd’hui, non comme force de frappe, mais comme force de vertige. Authentiquement apocalyptique, je confronte chacun à l’angoissante éventualité de sa seconde mort : que tout, absolument tout, disparaisse. » Avant de prendre la parole, André Glucksmann laisse les premiers mots à « l’évangile de la fusée ». Le ton est donné : « la Force du vertige » (Grasset) sera l’œuvre de provocation, c’est-à-dire d’incitation à la réflexion. Les sarcasmes réjouiront le pèlerin qui voudra bien prendre ce chemin.

La peste ou le choléra ? La mort nucléaire ou la mort sibérienne ? Rien de tout cela, répond Glucksmann en sa diatribe, en sa sage colère. D’entrée, le voilà stupéfait d’être obligé d’indiquer le seul choix possible, cohérent, souhaitable : la vie ! Ni Auschwitz ni Hiroshima, martèle-t-il à longueur de pages. La vie, nom de Dieu ! La vie, au nom des hommes ! Cessons de paniquer et nous aurons une chance de nous en tirer. Cessons de céder avec complaisance ou faiblesse au trouble apocalyptique. On n’aura rien gagné si, pour éviter la bombe, on ouvre les bras au goulag. Foin de démission, repoussons la tentation : faire le lit de la terreur par trouille du champignon. Car c’est de la terreur qu’est née la fusée, et non l’inverse. La fusée, on sait encore la maîtriser. Le totalitarisme, on sait ni comment ni si vraiment on pourra l’arrêter.

En ces temps de « furia pacifica », l’éthique de Glucksmann chagrinera probablement des divisions de paresseux et d’irresponsables. Car il ne mâche pas son diagnostic à l’adresse des charlatans de l’asservissement : l’enfer, c’est les autres ; les autres, c’est les pacifistes ; les autres, c’est les « collabos » ; hier, collabos d’Hitler ; aujourd’hui, fourriers d’Andropov. Aux peureux, Glucksmann dit la leçon qu’il a tirée de l’histoire : « Dois-je, en mémoire de ma famille, proie de l’archipel nazi, accepter que mon enfant subisse l’archipel soviétique ? J’aime mieux risquer de succomber avec un enfant que j’aime dans un échange de Pershing et de SS-20 que de l’imaginer entraîné pour toujours vers quelque Sibérie planétaire. » Autrement dit : quand l’Est campera aux bords du Rhin, il sera trop tard. Comprenne qui voudra bien s’attarder à considérer le danger.

No future ? Contre le suicide assuré de la légèreté pacifiste, Glucksmann choisit la force tranquille de la résistance ; il préfère encore le purgatoire obligatoire du nucléaire dissuasif à l’enfer du totalitarisme incontrôlable. Les dents vont grincer, les ricanements fuser, les chiens aboyer. Glucksmann ne veut pas prendre un train de la mort pour un pullmann : « Il est des morts pire que la mort. » Point sur les « i » : « L’homme ne vit que de vie. Il trouve des raisons de vivre. Il les défend. Elles deviennent pour lui des raisons de mourir. » Glucksmann est prêt à mourir pour que vivent l’Europe et la démocratie. Il joue la dissuasion contre la soumission.

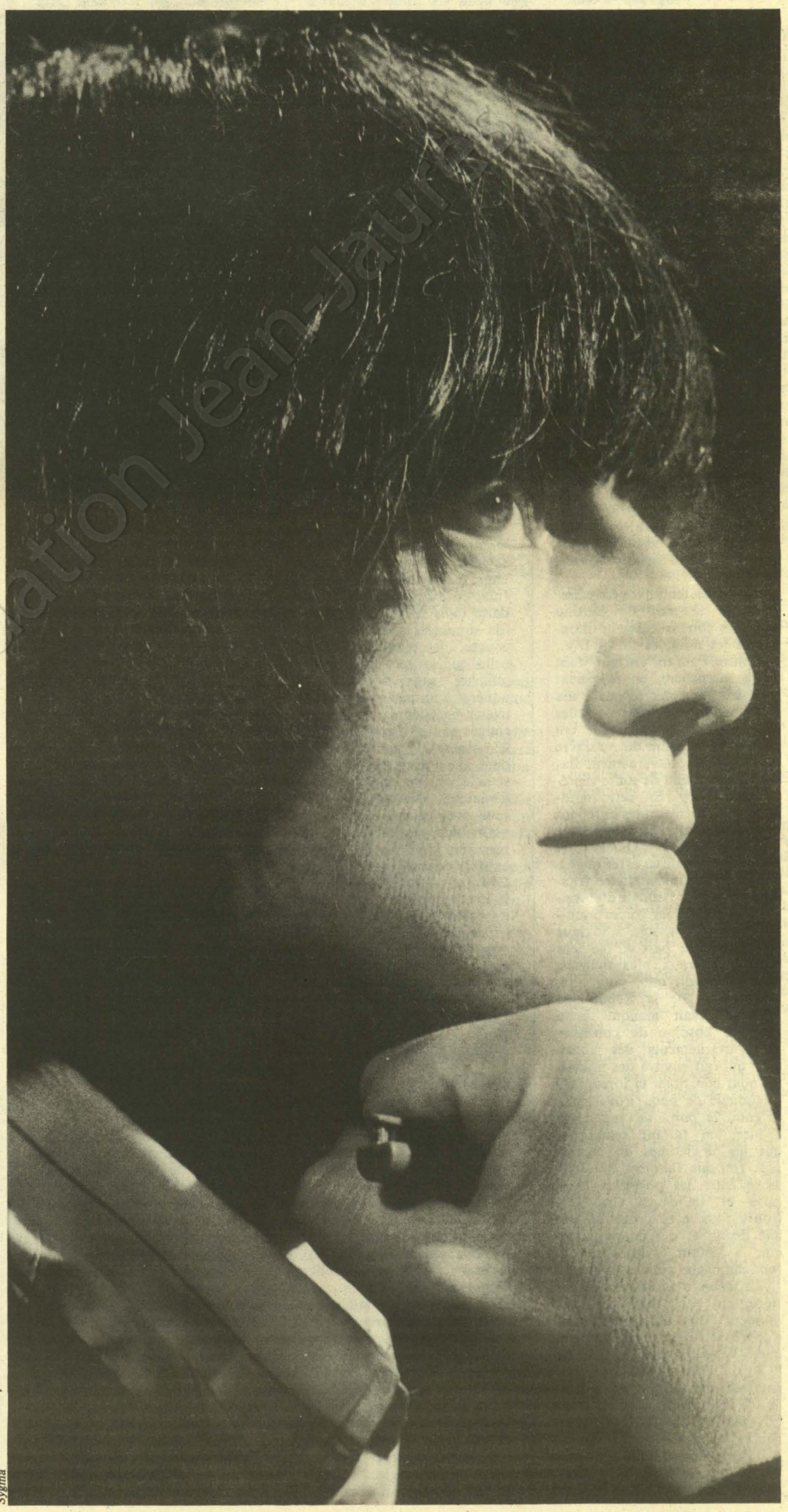
L’autre jour, à la télévision, François Mitterrand disait : « La crise des euromissiles, c’est la plus sérieuse que le monde ait connu depuis les crises de Cuba et de Berlin. » En écho, André Glucksmann pose « la plus grave question de l’histoire humaine ». Cette question : « Une civilisation demeure-t-elle civilisation lorsqu’elle risque sciemment son extinction pour survivre ? (...) La réponse, n’en déplaise aux consciences trop tranquilles, est oui. »

Est-il utile d’insister et de souligner que « la Force du vertige » d’André Glucksmann est un livre de sursaut, de lucidité et de sauvegarde ? ●

. — « L’Unité » : « Ni rouges, ni morts », dit le bandeau de votre livre. Mais quand on vous a complètement lu, on a envie de préciser : « Ni rouges, ni morts... mais surtout pas rouges ! »

— **André Glucksmann :** Pas du tout. La mort nucléaire de l’humanité est un vrai risque. Et l’installation des SS 20 soviétiques l’accroît. Je cite dans mon livre les comptes de l’O.m.s. : la mise à feu de la moitié, « seulement », de l’arsenal thermonucléaire actuellement stocké ferait un milliard de morts, autant de blessés graves et un sort peu enviable pour les survivants. Les chiffres parlent d’eux-mêmes et je respecte assez le jugement de mon lecteur pour ne pas l’encombrer de descriptions larmoyantes agrémentées d’images apocalyptiques qui traînent partout.

Par contre, je récuse absolument l’idée à bon compte rassurante que le choix se décide entre être mort et être rouge, entre la privation de liberté et la perte de la vie. En quoi le simple fait de passer sous influence soviétique nous garantirait-il de la mort nucléaire ? Contrôlerions-nous mieux la manière dont les maîtres de l’Eurasie régleraient (nucléairement ou pas) leurs querelles avec Pékin ou Washington ? Les populations soviétiques sont rouges mais n’en craignent pas moins de devenir mortes. L’alternative authentique est : ou bien l’Europe assume le risque de la dissuasion, ou bien elle confie son sort à un maître extérieur, probablement russe. Ou bien nous parions « ni rouges, ni morts », ou bien nous glissons rouges et morts. Le pacifisme d’aujourd’hui ne



Sygma

cultive pas, comme dans les années cinquante, le mythe du paradis soviétique ; « rouge », pour un écologiste allemand, ne signifie pas « Commune de Paris » mais règne du K.g.b. « Plutôt rouge que mort » s'accepte sans trop d'illusion et ne relève plus de l'enthousiasme révolutionnaire ; la tonalité du mouvement est « punk », nihiliste et suicidaire.

On ne sort pas du nucléaire. Ou bien un pays démocratique en gère les risques, soit directement, soit au sein d'une alliance. Ou bien il abandonne cette gestion à une puissance qu'il ne contrôle nullement, Avec les SS 20, les maréchaux soviétiques revendiquent le monopole de la police nucléaire sur le vieux continent. Si on ne tente pas de les raisonner en contre-menaçant, on leur abandonne tous pouvoirs en matière de menace apocalyptique : ils pourront, au gré des circonstances, manier le chaud et le froid et paniqueront les populations occidentales selon leur bon plaisir. Le nucléaire « est » : nous devons faire face à cette situation pas désirée. En prétendant supprimer cet état de choses par l'opération magique d'un désarmement unilatéral, le pacifiste rêve éveillé : si l'arme lui tombe des mains, elle demeure en celle d'Andropov.

— L'option nucléaire est donc irréversible...

— Le nucléaire est un fait. Et, même si l'Ouest, par exemple, décidait de désarmer, il ne désarmerait jamais assez pour n'être plus capable de réédifier très rapidement, en cas de nécessité, une puissance nucléaire. En fait, dénucléariser l'Europe est l'espoir des dirigeants soviétiques ; ce qui implique qu'ils la contrôlent de l'intérieur : tant que l'Europe sera capable d'avoir une autonomie politique et technique, elle risque de réédifier sa capacité nucléaire pour échapper à l'influence soviétique. Donc, pour s'assurer de sa dénucléarisation, les Soviétiques exigeront des pouvoirs étendus de contrôle et de surveillance. Jadis, lorsque les Etats-Unis disposaient du monopole, Staline leur avait refusé de tels privilèges (plan Baruch).

— Je suppose que vous pensez à la « tentation » des pacifistes allemands : refuser les Pershing II, s'entendre avec Moscou. Pour vous, le pacifisme serait donc abandon et lâcheté...

— Le terme « lâcheté » ne figure pas dans mon livre. Je l'ai évité sciemment. Pour plusieurs raisons.

D'abord, réduire le débat à « en avoir ou pas » appartient à une vision militariste des choses ; elle ne colle plus à la question d'aujourd'hui qui se formule : « être ou ne pas être ». A l'ère du nucléaire, la grande bataille n'est plus l'étalon des forces ni l'heure de vérité. Le rapport des forces n'est pas purement matériel. Parce que les forces matérielles ne peuvent plus se mesurer les unes aux autres, nul ne peut jouer son « va-tout » sous peine de suicide mutuel. Waterloo et Austerlitz ne sont plus à l'ordre du jour. La bataille nucléaire est une bataille limitée, donc de part en part mentale. Les armes nucléaires sont des armes qui fonctionnent aujourd'hui psychologiquement. Les SS 20 visent nos cœurs et nos entrailles ; ils sont d'abord braqués sur nos cervelles, sur notre âme comme l'a dit Helmut Schmidt aux congressistes du S.p.d.

Les armes nucléaires servent comme moyens de pression et de chantage, pour obtenir un résultat sonnant et trébuchant sans avoir à payer cette victoire du prix de leur mise à feu. Les armes nucléaires ne sont pas



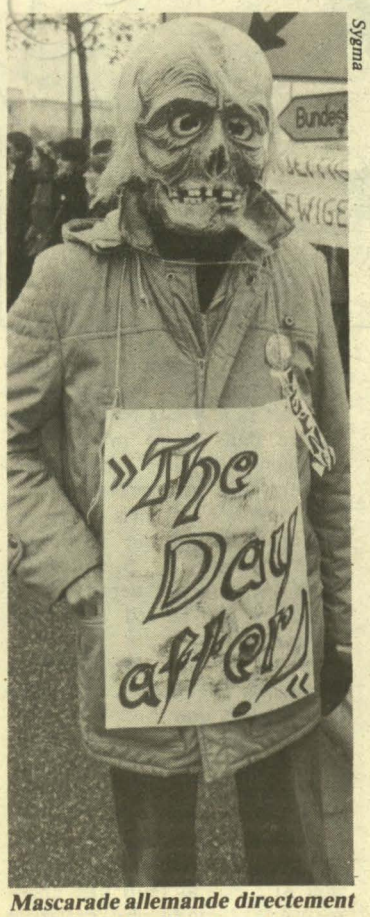
A.f.p.

Manifestation punk et pacifiste, à Londres.

destinées à être utilisées en bloc mais à donner le vertige. L'Europe commence, devant les SS-20, à tomber dans le vertige escompté, un déséquilibre intérieur, une panique. Dissuasion ou pacifisme : le pacifisme succombe au déséquilibre ; la dissuasion vise à « équilibrer », non en terme d'armurerie mais en terme d'intériorité ; dissuader, c'est être capable d'affronter le vertige que l'autre entend nous infliger, c'est garder son sang-froid et tenter d'infliger à l'autre un vertige réciproque.

Ensuite, pour moi, le pacifisme est à la fois beaucoup moins que la lâcheté et beaucoup plus.

Beaucoup moins. Il peut y avoir un courage fantastique à choisir le martyr, à décider de vivre sans défense contre l'extension éventuelle de l'univers concentrationnaire, à accepter la possibilité d'Auschwitz pour éviter une déflagration planétaire. Je ne dirai donc pas qu'un pacifiste qui a choisi individuellement le martyr est



Sygma

Mascarade allemande directement inspirée du feuilleton qui terrorise les Etats-Unis.

un lâche : cette option ne regarde que celui qui l'accomplit. Mais je dirai que je n'admets pas qu'on impose ce choix aux autres, ni qu'on me le présente comme le meilleur. Parce que je sais aussi que ce choix implique la fin de la civilisation occidentale.

Beaucoup plus que de la lâcheté aussi. Parce que le pacifisme développe toute une conception du monde. Il s'agit d'une rentable idéologie.

— Rentable pour qui ? Voulez-vous dire que derrière le pacifisme se cache « la main de Moscou » ? Que l'option pacifiste a été concoctée à l'Est ?

— Non pas. Les sociologues se trompent qui annoncent la « mort des idéologies » parce que le marxisme dépérit. Le pacifisme ne saurait se réduire à une manœuvre politique de Moscou ou à la résurgence d'un nouveau masque du soviétisme. Le pacifisme, qui propose (c'est sa distinction spécifique) de désarmer unilatéralement, est une nouvelle idéologie. Tout aussi bouleversante que les idéologies nationalistes, révolutionnaires ou racistes qui ont sérieusement contribué à modifier la carte du globe depuis deux siècles. Une nouvelle idéologie née à l'Ouest, propre à l'Ouest.

Et qui atteint son sommet, comme les précédentes, en tant qu'idéologie allemande. L'écolo-pacifisme développe une triple attaque contre la civilisation occidentale : critique radicale de l'économie politique au nom d'une écologie fondamentaliste qui oppose la nature (le brin d'herbe) à l'industrie (le béton) ; critique de la démocratie représentative et parlementaire (tous pouvoirs aux manifs et aux sondages) ; révolution philosophique (briser avec le vieux monde des rapports de violence, entrer dans la paix évangélique). Philosophie plus économie plus politique : ces trois « sources » du marxisme se retrouvent au fondement d'un mouvement de l'Allemagne profonde qui représente beaucoup plus qu'une opposition ponctuelle aux Pershing-II et qui ne s'interrompra pas avec leur installation. Le passage de la social-démocratie à la social-écologie est lourde de conséquences ; d'autant qu'il est enclenché par deux générations de militants, la quasi-totalité de l'intelligentzia et qu'il reçoit désormais le soutien des syndicats ouvriers.

L'idéologie est l'âme d'un monde sans âme, l'esprit d'un monde sans esprit. J'ai tenté dans mon livre d'inscrire cette nouvelle idéologie dans l'insoupçonnée misère allemande. Il s'agit d'une misère non plus économique ou nationale comme celles qu'analysaient Marx et Nietzsche, mais d'une misère morale incrustée dans le rapport impossible que l'Allemand entretient avec sa mémoire et son histoire, c'est-à-dire avec la plaie non cicatrisée d'Auschwitz. Ce passé est difficile à assumer. Il faut aider les Allemands.

— Va pour l'Allemagne. Mais la misère allemande ne peut pas expliquer les autres versions du pacifisme : l'américaine, la française...

— Le propre de l'idéologie, c'est de concilier l'inconciliable et d'unifier dans la confusion. Mais, attention ! Il convient toujours de distinguer entre la description d'une idéologie et l'explication d'une idéologie.

Décrire une idéologie revient à élucider un certain nombre d'opérations mentales. Expliquer une idéologie, c'est toujours l'expliquer par autre chose, par d'autres choses : une seule et même idéologie peut fleurir à partir de racines diverses.

Deux exemples d'opérations mentales qui permettent de prendre une idéologie la main dans le sac. L'opération bouc émissaire : elle consiste à focaliser tout le mal de l'univers dans une seule cause ; ce sera le Français pour le Germain, le Germain pour le Français, le juif pour le raciste, le capital pour divers socialistes, le Pershing II pour le pacifiste. Autre opération : l'inversion. Un pacifiste dira que ce n'est pas la menace des SS 20 qui nous oblige à poser la question euro-stratégique mais que c'est Reagan qui, le premier, menace l'Europe d'une guerre nucléaire ; il affirmera aussi que « le nucléaire c'est la guerre » alors que, depuis 1945, cent trente guerres ont tué trente millions de personnes sans qu'aucune n'ait été nucléaire. Bel exemple d'inversion temporelle : la fabuleuse réécriture de l'Histoire par laquelle le tribunal Vert de Nuremberg II explique Auschwitz par Hiroshima et accuse les alliés anglo-américains d'avoir initié (en 1943 !) les crimes contre l'humanité. Voilà Faurisson dépassé par l'idéologie qui, comme le repère Marx, « marche sur la tête » et, comme le remarque Nietzsche, culmine dans la promesse d'un Autre Monde (ici : la Nouvelle Europe amoureuse, dénucléarisée et bercée par ses pacifiques voisins).

Si l'on essaie maintenant d'expliquer l'idéologie pacifiste, selon qu'on prenne le cas de l'Allemagne ou celui des Etats-Unis ou celui de la France, plusieurs racines seront découvertes et plusieurs terreaux. Le terreau allemand du pacifisme n'est pas principalement, comme jadis, l'absence d'Etat unifié, mais une misère nouvelle : le rapport intenable de l'Allemand d'aujourd'hui à Auschwitz et à Hitler. Après 1945, le père allemand s'est identifié sans le moindre recul critique à l'Américain. Aujourd'hui, le fils refuse cette indentification-là ; il ne s'identifie pas directement aux Soviétiques (il se doute bien que l'ordre « rouge » n'a pas grand-chose à voir avec la société sans classes) ; étrangement, il s'identifie aux victimes de la troisième guerre mondiale ; il continue à fuir « son » passé ; il se prend pour le juif de la prochaine déflagration et demande à être traité avec tous les égards dus aux futures victimes du génocide nucléaire !

La base du pacifisme américain, c'est l'isolationnisme. Le « syndrome vietnamien » le renforce. On se retire dans l'île. Quelle île ? L'île des « vœux pieux » du clergé américain. L'île de l'égoïsme stratégique, cher à McNamara et à ses amis partisans du « gel nucléaire » qui implique à courte échéance l'évacuation de l'Europe ainsi tacitement dénucléarisée : qui imagine que les G.i.'s. resteront longtemps exposés à une menace nucléaire qu'ils ne seraient pas autorisés à « réciproquer » ? L'île super-balistique, ce rideau défensif qui rendrait, selon Reagan, son intangibilité à la forteresse américaine. L'île anglo-saxonne des utopies, héritée de la philosophie politique des libéraux anglais. Que d'îles !

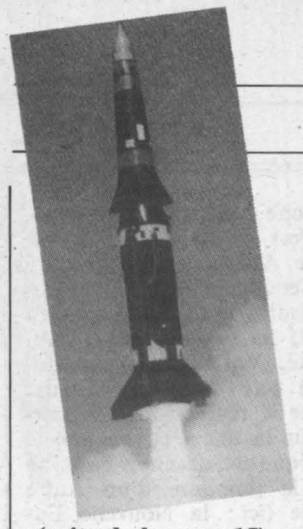
Quant au pacifisme français, je pense qu'on le sous-estime. Il y a probablement autant de pacifistes en France qu'à l'étranger. Mais ils sont quelque peu honteux et, pour l'instant, ils avancent masqués.

— Vous qualifiez même le pacifisme français de pacifisme « silencieux »...

— Le silence, je le constate : les pacifistes français ne pensent guère plus loin qu'un appel qui ne compte que par ses cent signatures ; ils travaillent dans le flou. Pourtant, ils existent. Même s'ils ont un mal fou à élaborer quelque raisonnement qui dépasse le niveau du ricanement et du vœu à ce point pieux qu'il en paraît niais. Trois tabous, trois faits historiques douloureux obligent à une certaine réserve : Munich, Pétain et le pacte germano-soviétique. La droite s'écrase à cause de Pétain, la gauche à cause du pacte germano-soviétique, la gauche et la droite ensemble à cause de Munich.

En 1945 s'exécuta une double opération de blanchissage dont nous subissons encore aujourd'hui les conséquences muettes. La droite se reconstitua une vertu en se ralliant au gaullisme. La gauche s'administra à soi-même l'absolution, les chrétiens de gauche consacrant l'immaculé « parti des fusillés » comme résistant, de la première

(suite en page 16)



(suite de la page 15)

heure, celui-ci rendant la pareille à son compagnon de route et feignant d'oublier la part chrétienne du pétainisme. Toute la gauche avait fait la Résistance, toute la droite était gaulliste, la collaboration effacée, le pacifisme qui l'avait précédée n'a plus eu droit à la parole. Il n'en existe pas moins.

La légende peut-elle justifier l'amnésie ? L'amnésie peut-elle aussi rendre aveugle sur la réalité d'aujourd'hui ? Comment oublier qu'à de grandes exceptions près la droite a réellement été munichoise, puis pétainiste et collaborationniste ? Comment oublier de quelle manière Paul Nizan, premier « communiste national », a été traîné dans la boue par son parti pour avoir manifesté son désaccord avec le pacte germano-soviétique ? Comment oublier que tous les vrais résistants communistes (des « chefs » comme Charles Tillon ou Marcel Prenant, des militants anonymes en grand nombre) ont été progressivement écartés, éliminés, exclus du parti ? Cette chasse aux résistants ou aux anciens des Brigades internationales s'est accomplie dans pratiquement tous les partis communistes d'Europe ; témoins : les grands procès des « républiques populaires »... Comment ne pas rappeler que l'actuel secrétaire général du Parti communiste français s'égara travailleur volontaire en Allemagne ? A vingt ans c'est excusable ; mais ce qui l'est moins aujourd'hui, c'est qu'il ne reconnaisse ni les faits ni son erreur.

A gauche comme à droite, derrière la belle façade légendaire se cachent beaucoup de refoulements. Ce qui est refoulé finit toujours par reparaître ; les collaborationnistes d'hier constituent un vivier idéal pour le pacifiste honteux : Staline et Hitler morts, on demeure disposé à collaborer avec d'autres maîtres...

— ***C'est votre hypothèse...***

— Je laisse le lecteur juger. Peut-être trouvera-t-il que l'hypothèse n'est pas dénuée de tout fondement quand il remarquera combien le débat est étouffé en France. Après tout, si, comme l'affirme à juste titre François Mitterrand, nous vivons une crise aussi grave que les plus importantes après 1945 (Berlin et Cuba), nul ne semble s'en être aperçu au congrès de Bourg-en-Bresse il y a seulement un mois ! Lorsque Jean-Pierre Chevènement y proposa très pacifistement de dénucléariser le centre-Europe, personne ne s'exclama. Les soucis des congressistes tournaient tous hexagonalement et l'antique bataille des écoles a compté mille fois plus que celle des euromissiles. Une telle capacité de vivre « ailleurs » lorsque la tempête menace ne laisse pas de paraître suspecte.

Certes, le discours de Mitterrand semble recueillir un accord maximal. Juquin approuve et Marchais contredit dans un journal de province, puis approuve en contredisant dans « le Monde ». Et mon livre ne suscite que des éloges flatteurs, les critiques préférant s'abstenir. Tout marque cependant que le consensus ne se fait nullement autour des dures exigences de la dissuasion, il se coagule autour du silence, pour qu'on ne débatte point de questions aussi brûlantes. A la première difficulté au Liban, au premier échec au Tchad, vous aurez un effet boomerang et l'unanimité factice qui entoure François Mitterrand se retournera contre lui. Je ne l'ai jamais perçu aussi seul.

Prenez la conclusion de « l'Heure de vérité ». François de Virieu m'y a fait l'honneur de répéter la question qui gouverne mon livre, celle du suprême vertige : a-t-on le droit d'envisager d'écraser femmes, enfants, civils par millions sous la pluie de feu de la force de frappe ? Si « non », toute la coûteuse quincaillerie nucléaire est bonne pour la ferraille ; ce jouet d'enfant, inutile de l'agiter puisqu'il est acquis qu'à priori, quelles que soient les circonstances, nous ne devons pas l'utiliser ! Si « oui », l'action (jamais tout à fait exclue bien qu'au maximum évitée) d'appuyer sur le bouton rouge demeure la charge « la plus lourde ». Le peut-on, absolument parlant ? Oui, ai-je répondu ; et, même au terme de trois cent trente pages, ce « oui » qui fait le dernier mot de mon livre me fut pénible et à penser et à exprimer. J'ai longtemps hésité, peut-être par manque de courage mental. Et je lis dans la conclusion même de François Mitterrand la difficulté de formuler cet acquiescement : son « oui » nécessaire n'a rien d'une adhésion franche et massive. Et pour cause ! Par contre, pour l'ensemble des commentateurs, pas de problème : ou bien cette peine capitale multipliée par millions passe comme une lettre à la poste, ou bien un silence pudique entoure la péroraison. Glissez, mortels... Seul à ma connaissance (mais je n'ai pas épuisé l'intégralité des commentaires), Jacques Amalric a souligné ce sommet du raisonnement : oui, une civilisation a le droit de se défendre jusqu'à la dernière et plus meurtrière extrémité. C'est la condition sine qua non de la crédibilité dissuasive ; mais elle mérite d'être soigneusement pesée.

Contre-preuve du rejet latent de la dissuasion : la foudre pacifiste, qui épargne le discours présidentiel et les rares livres d'intellectuels, converge sur les malheureux évêques français qui, très courageusement et pascaliennement, énoncent la même « logique de détresse » légitimant la dissuasion comme « moindre mal ». Mais ils sont évêques ! Feu roulant des anticléricaux, des chrétiens marxistes, des humoristes ataviques : critiquons l'union du sabre et du goupillon et lançons un avertissement sans frais à l'Elysée. Si vous remplacez « évêques français » par « François Mitterrand » vous aurez très bien lu le dernier numéro de « Témoignage chrétien » et compris ses colères.

— ***Vous ne pensez pas que l'intervention télévisée de François Mitterrand du 12 novembre 1983 fera date ? Qu'elle a déjà provoqué de nombreux ralliements aux thèses de la dissuasion ?***

— Je l'espère, mais je l'ignore. La classe politique française dans son ensemble demeure magnifiquement hexagonale. Le débat bouleverse tout le champ politique en Europe du Nord et aux Etats-Unis depuis bientôt trois ans ; qui s'en soucie ici ? Chaque année, une cinquantaine de livres sont consacrés aux questions de la paix et de la guerre outre-Rhin ; combien ici ? Il y a dix ans, la République fédérale allemande était le pays le plus proaméricain d'Europe ; aujourd'hui, il est le plus antiaméricain ; s'il continue sur cette lancée, il tombe dans la sphère d'influence russe d'ici dix ou vingt ans, et la frontière Est-Ouest ne passe plus sur l'Elbe mais sur le Rhin ; qui s'est ému à Paris de cette catastrophique dérive ? François Mitterrand, Simone Veil, Marie-France Garaud, et, depuis peu, Jacques Chirac. Ces exceptions confirment la règle. Qui s'occupe de l'isolationnisme croissant des Etats-Unis ? Sept Américains sur dix se sont effrayés de contempler à la télévision Kansas City rayée thermonucléairement de la carte à la suite d'un conflit accidentel éclatant sans causes précises en Europe. Voilà qui ôte l'envie de laisser partir les « boys » pour un vieux continent aussi irrationnel. Mais il n'est bon bec de Paris qui n'épingle « l'impérialisme agressif et envahissant » des Etats-Unis sans remarquer que, pour des raisons tout aussi capitalistement égoïstes et myopes, les Etats-Unis inclinent souvent à s'isoler en laissant les dictatures de droite ou de gauche grignoter la planète. Avec la bonne conscience de la non-intervention, combien supporterons-nous de génocides type Cambodge avant l'an 2000 ?

Le débat que François Mitterrand a voulu provoquer peut être continué ou cassé par les militants, hommes politiques, journalistes. Seuls, ces derniers se réveillent. Quand j'ai commencé à écrire « la Force du vertige », je me demandais si je ne devais pas avant tout faire du reportage, tellement le débat qui fait rage à nos frontières est ignoré dans notre pré carré... ou bien si j'allais passer directement à l'interprétation du phénomène. J'ai pris le risque de cette deuxième solution. Heureusement, la presse française a commencé depuis peu à rattraper son retard à l'information.

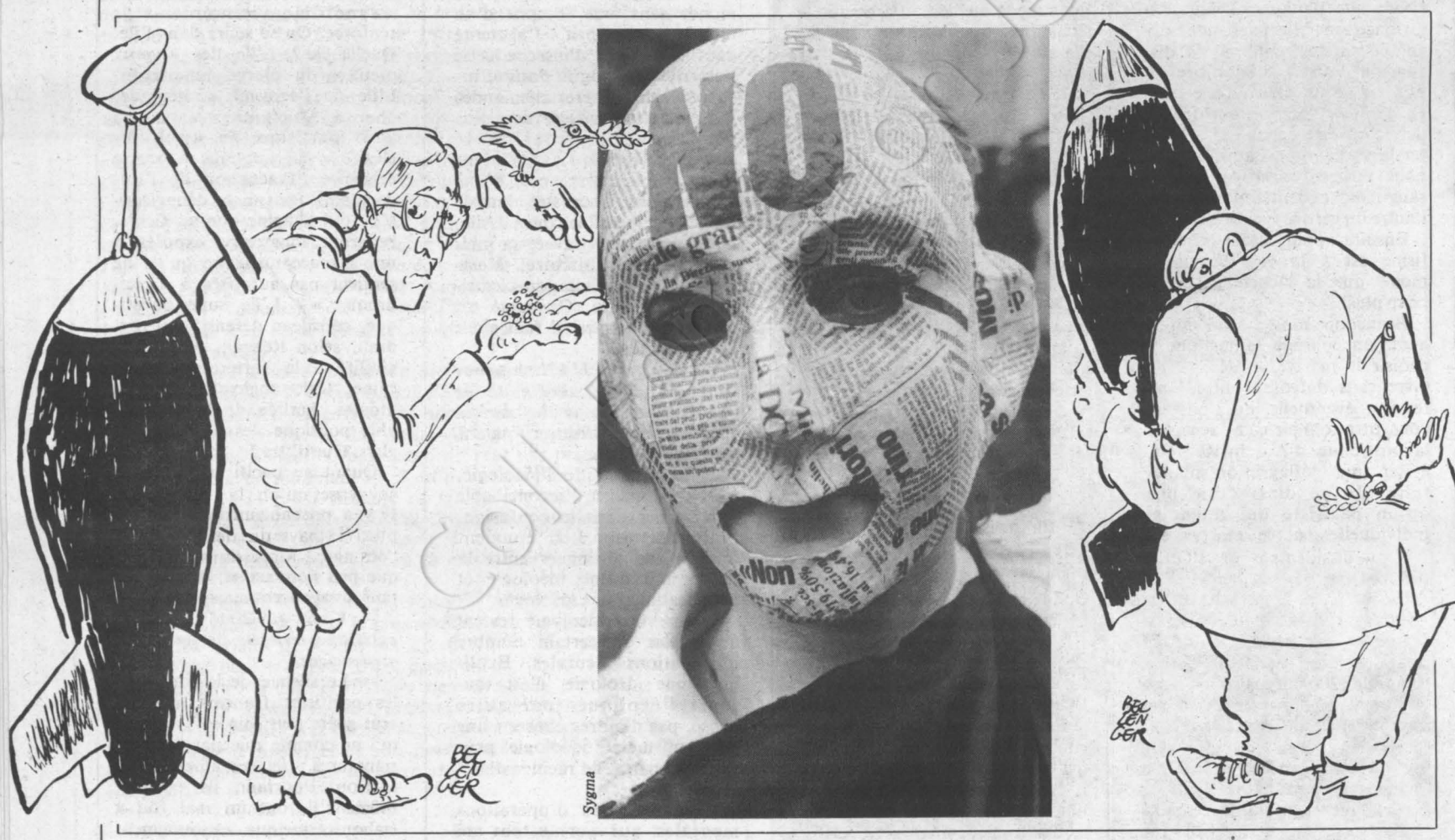
— ***Et François Mitterrand a parlé à la télévision... Heureuse coïncidence, non ?***

— Je ne serai jamais un philosophe officiel et les démocraties n'ont nul besoin de pareilles créatures. Je n'ai pas chanté alleluia pour le « programme commun » ; ni en mai 81 ; et j'ai tenu une chronique extrêmement critique dans « Libération » en plein « état de grâce », c'est-à-dire pendant le coup de force en Pologne. Ce qui me laisse d'autant plus libre de souligner mon plein accord avec deux points qui me semblent fondamentaux dans l'intervention présidentielle.

Premier point : « La dissuasion c'est moi. » Oui, mille fois oui. D'abord, parce que la dissuasion n'est pas crédible si l'on suppose que la décision d'usage ou de non-usage de la force fatale sera mise aux voix dans une réunion de caciques ou sera proposée illico au référendum. Ensuite, cette décision ultime définit la conception française de la souveraineté et de son dépositaire depuis le XVIe siècle : c'est autour d'elle que s'est constituée l'unité française (pensée par les « politiques » et les tolérants pour clore les guerres de religion) ; et cet acte fondateur se trouve désormais répété à chaque élection présidentielle : « La dissuasion c'est moi », mais, tous les sept ans, « le président c'est nous ». Que cette souveraineté échappe à la fois aux transcendances idéologiques et aux illusions autogestionnaires, je l'ai expliqué il y a deux ans au début de mon livre précédent, « Cynisme et passion » : la fonction présidentielle culmine dans le paradoxal statut de « l'allumette raisonnable ». Evidemment, ce point est particulièrement contesté par Georges Marchais dans l'interview du « Monde » qui a suivi l'intervention présidentielle. Le communisme oppose au « pouvoir personnel » non pas le pouvoir (impossible en la matière) d'une assemblée ni celui (mythique) de l'autogestion, mais un « pouvoir impersonnel » dont l'anonymat du comité central et les murs du Kremlin dessinent le côté service secret. Essayez donc d'autogérer la force de frappe ! La souveraineté présidentielle correspond sur ce point à la « logique de détresse » et (là, son avantage sur les autres systèmes) ne le masque pas. En signifiant qu'il saurait prendre ses responsabilités, un président nous place devant les nôtres. Le contre-feu français opposé à la démission pacifiste annonce-t-il le testament des derniers « Mohicans de l'esprit de résistance » ou l'émergence d'une Europe démocratique et antitotalitaire ?

Deuxième point : « oui », il faut que la civilisation européenne se défende. En ne dissimulant pas le prix qu'elle est prête à payer : sans risque, pas de survie ! Il fallait l'oser, quand la sécurité sociale et mentale tend à passer pour la valeur supérieure, au point que la promesse « d'abriter » l'électeur tient lieu de forme et de fond à tout discours politique de droite ou de gauche. « Ni rouges, ni morts », cela signifie qu'on risque l'un et l'autre pour ne tomber ni dans l'un ni dans l'autre. C'est la logique du vertige. Seules les dictatures garantissent la protection et la sécurité pour mille ans. J'ajouterai que les Polonais prennent, par amour des mêmes libertés qui nous sont chères, des risques quotidiennement plus énormes que ceux que nous assumons par la dissuasion. Entre la perte de sa liberté et la perte de sa vie l'Européen avance sur un fil, avec la consolation de se douter que qui perd l'une perd l'autre ; et qu'il faut affronter le vertige double.

Reste qu'après l'unanimité de façade l'oubli recouvre les propos. Le débat demeure à ouvrir. Avez-vous compris que la question « pacifisme ou dissuasion » décide des vingt prochaines années, donc commande et l'emporte sur la question droite-gauche ou socialisme-capitalisme ? La crise de Cuba affronta, en un clash



bref, deux élites au pouvoir, les opinions demeurant spectatrices. La crise de Berlin visait une population occidentale dont Staline avait mal calculé la résistance préalable. La crise des fusées trouve son originalité à tout entière jouer sur les opinions publiques. Les SS 20 mènent depuis cinq ans une campagne électorale trans-européenne et visent à transformer en profondeur les mentalités. Jusqu'à aujourd'hui, le citoyen fut la cible de cette bataille spirituelle ; il doit en devenir la flèche. En cet instant crucial, si Mitterrand nous interpelle à la télévision, c'est que la dissuasion c'est nous !

— ***Ce qui veut dire ?***

— Qu'il faut lever les regards hors de l'Hexagone. On ne peut pas penser le problème des euromissiles en gardant une mentalité et un comportement franco-français. En plus, tel n'est pas notre intérêt : à trop nous interroger sur le futur locataire de l'Elysée, à nous focaliser sur ce qui va se passer aux prochaines élections législatives, nous perdons de vue ce qui peut être le plus déterminant : si l'Allemagne de l'Ouest continue à dériver, notre sécurité, notre culture et notre niveau de vie risquent d'être sérieusement atteints ! Et bien davantage que par les différences locales entre tel et tel candidat à la présidence de la République !

— ***En clair, notre avenir sera européen ou ne sera pas...***

— La construction européenne est l'enjeu. Dès le début, les pères de l'Europe ne se sont entendus que sur les niveaux intermédiaires du politique et de l'économique. Ils ont fait une impasse complète sur l'âme et les armes de l'Europe : que doit-on défendre ? Comment le défendre ? Ou bien, dans les trois ou quatre ans à venir, on répondra enfin à ces questions et l'Europe cessera d'être un mot pour devenir une réalité. Ou bien on ne comprendra pas à temps la nécessité de s'unir et l'Europe se délitera en querelles de veaux, vaches, cochons, couvées...

Au centre de notre Europe il y a l'Allemagne. C'est principalement elle que visent les Soviétiques, travaillant une blessure jamais refermée. C'est avec elle qu'il convient de rétablir des rapports fondés sur une scrupuleuse égalité : la troisième génération n'a plus à supporter les crimes de ses grands-pères. Sans l'Allemagne, pas de culture européenne, et pas de défense européenne non plus. La bataille mentale provoquée par l'installation des SS 20 est d'envergure continentale. Si nous perdons, nous sommes condamnés à subir la dérive vers le totalitarisme ou à devenir un petit Etat des Etats-Unis, Formose ou Hawaii. On voit ce qui menace. On devine ce qui est en jeu dans la lutte entre pacifisme et dissuasion. A chacun d'y réfléchir... ●

Socialiste, profondément en accord avec la politique de défense du président de la République, Daniel Mitrani est surtout un homme tolérant qui cherche à comprendre et à expliquer ce qui motive les pacifistes dans la lutte qu'ils mènent aujourd'hui. Son objectif est de contribuer à remplacer par un véritable débat l'échange de malédictions et d'excommunications que suscite habituellement le sujet. Il faut donc lire de toute urgence la plaquette qu'il vient de publier : « Le pacifisme est-il une maladie honteuse ».

Pour se la procurer s'adresser aux éditions Temps libres, 19, rue de Sévigne, 75004 Paris. L'exemplaire 15 F, envoi compris, à régler par chèque bancaire.

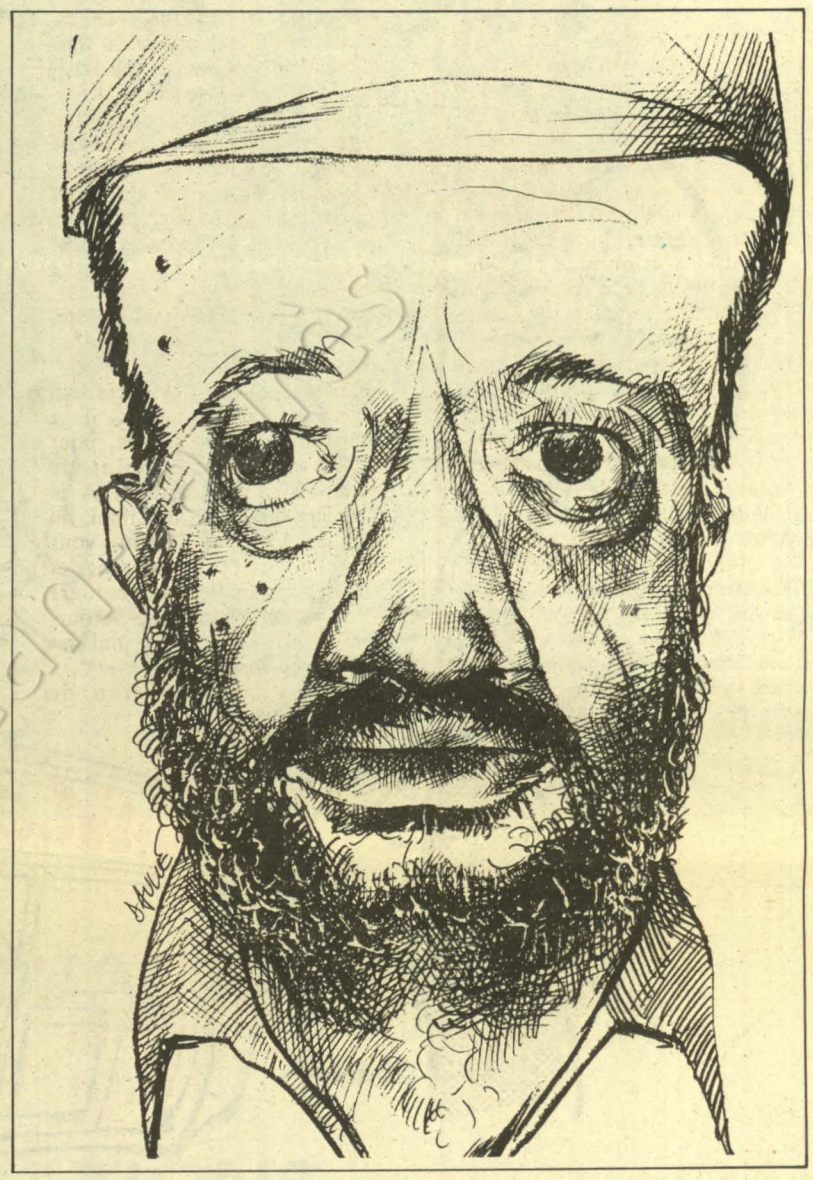
ARAFAT: LA MISE A MORT DE LA LEGITIMITE PALESTINIENNE

Même réduite à sa plus simple expression militaire, l'O.l.p. et ses dirigeants "loyalistes" continuent d'incarner la légitimité palestinienne. La mort de Yasser Arafat pourrait-elle changer cette situation? C'est en tout cas le pari syrien

Sygma



Palestiniennes manifestant leur soutien à Yasser Arafat, à Tripoli.



PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

LES troupes syriennes, les soldats libyens et les « dissidents » de l'O.l.p. ne font pas dans la dentelle. Le siège de Tripoli est une œuvre militaire considérable. Plusieurs divisions mécanisées, des commandos des forces spéciales, plus de 200 pièces d'artillerie (160 mm) et plusieurs dizaines de batteries de lance-raquettes prennent en tenaille cette ville du Nord-Liban. Derrière, il y a la mer et les bateaux israéliens.

Pendant la dernière semaine les assiégés ont vu tomber, une à une, toutes les positions défensives extérieures à la ville. Aujourd'hui, 22 novembre, les loyalistes sont acculés à défendre les quelques pâtés de maisons qu'ils peuvent contrôler.

Mais Tripoli ce n'est pas seulement un champ de bataille, c'est aussi la deuxième ville du Liban. Très touchée par les bombardements, Tripoli est une ville qui meurt. Une grande partie du port a été détruite et depuis deux semaines un nuage de fumée noire indique l'endroit où s'élevait naguère la raffinerie de Tripoli.

Les forces syriennes et libyennes ne semblent pas disposées à épargner la ville, les roquettes et les obus tombent sans discontinuer sur des quartiers non tenus par les hommes d'Arafat. Il faut signaler qu'avant même l'arrivée de l'O.l.p. les habitants de Tripoli ne voyaient pas d'un bon œil la mainmise syrienne sur le Nord-Liban.

En trois semaines la bataille de Tripoli a fait plus de 600 tués et 1 000 blessés dans la population civile, selon des bilans très privisoires. Le piège se referme sans qu'une solution politique pointe à l'horizon, pendant que les 400 000 habitants de Tripoli assistent impuissants aux carnages. Pour les Syriens et leurs alliés il ne suffit pas de déloger les loyalistes de leurs positions dans les camps des réfugiés. A quelques kilomètres de Tripoli, le camp de Nahr El Bared où les forces « dissidentes » sont rentrées depuis dix jours déjà, la population continue à manifester sa solidarité avec Yasser Arafat. Les soldats ont tiré sur la foule pour disperser les manifestants. C'est que, même réduit à sa plus petite expression militaire, l'O.l.p. et ses dirigeants « loyalistes » continuent à incarner la légitimité palestinienne.

La mort de Yasser Arafat pourra-t-elle changer cette situation ? Impossible à dire maintenant mais il est certain que Libyens et Syriens le souhaitent ainsi. Le président syrien Hafez el Assad veut, avant d'avoir à discuter avec Américains et Libanais, régler ses comptes avec Arafat. Celui-ci apparaît comme le dernier verrou qui empêche Damas de contrôler le mouvement palestinien. Un éventuel futur marchandage au Proche-Orient pourra-t-il réussir après le sacrifice de l'O.l.p. ? C'est du moins le pari syrien. Pour Yasser Arafat les choses sont claires. « L'an dernier il y avait un accord américano-israélien pour liquider l'O.l.p. Cette année il s'agit d'un marché américano-syrien », et un conseiller du chef de l'O.l.p. faisait remarquer l'autre jour que « la Syrie est le seul régime arabe qui n'a jamais prononcé les mots « Etat palestinien indépendant ».

Pour Damas, les dissensions apparues au sein de l'O.l.p. depuis deux années, ont été une aubaine. Le président syrien eut tout le loisir de monter les uns contre les autres, d'appuyer les mesquines ambitions de certains « petits chefs » tout en profitant de la déroute palestinienne à Beyrouth en 1982. Armée par l'U.r.s.s., la Syrie fortifie ses positions sur la scène libanaise où elle est présente depuis 1976. Pour Hafez el Assad un vaste projet géographique est en train de s'accomplir, la « grande Syrie » peut devenir une réalité si le Liban ne parvient pas à restaurer son unité nationale. Partage à deux, avec un Liban syrien au Nord et un protectorat israélien au Sud ? Ou division à trois si on décide de garder un Beyrouth « indépendant » en guise d'Etat libanais ?

La bataille de Tripoli, et l'écrasement de l'O.l.p. indépendante, que la France, pour sa part, s'efforce d'éviter, feront réfléchir un certain nombre de pays du tiers monde et des forces progressistes qui ont toujours été solidaires des combats palestiniens. En effet, le rôle forcément ambigu joué par l'Union soviétique à côté de la Syrie aura des retombées. Les dernières interventions de Moscou n'ont pas été capables d'arrêter l'offensive contre les « loyalistes ». Au Proche-Orient et ailleurs, une défaite politique et militaire d'Arafat, infligée par des soldats arabes et musulmans, ne pourra pas ne pas compromettre le prestige de l'U.r.s.s. et entamer son charisme exercé sur certains pays ou mouvements révolutionnaires. Déjà au sein du mouvement des non-alignés des voix se font entendre pour condamner l'entreprise syrienne, et la diplomatie soviétique a rendu public son souhait d'« obtenir une solution pacifique »... qui est restée sans réponse.

Les Américains qui suivent de près la bataille de Tripoli se frottent les mains, la disparition de l'O.l.p. est reçue comme un fait positif à Washington. Et déjà des diplomates américains se mettent à rêver : « Et si les Syriens refont, plus tard, le coup de Sadate en Egypte, expulsant les conseillers militaires soviétiques... » ●

NI GODILLOT NI INTELLO SOCIALISTE, MAIS PAS SUIVISTE

l'unité



Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » : et vous adresse la somme correspondante

* ***abonnement de six mois (170 F)*** ☐ ☐ par chèque bancaire

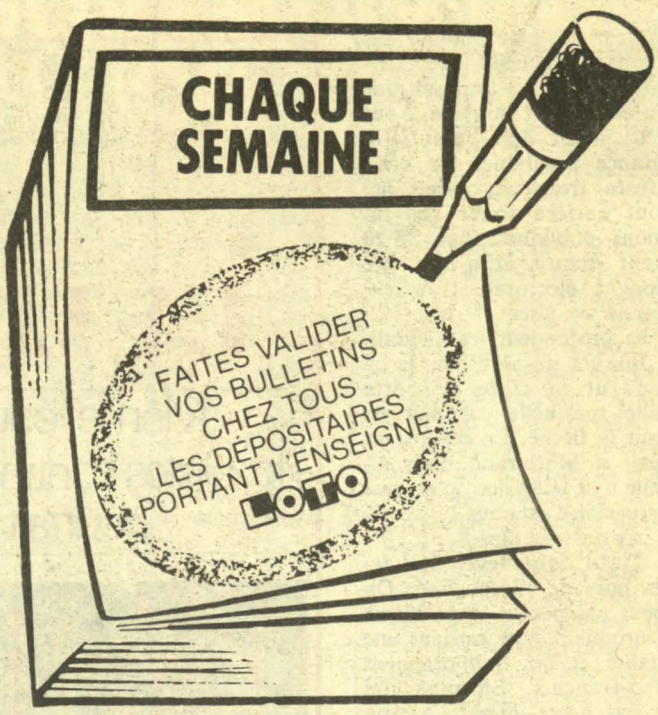
* ***abonnement d'un an (260 F)*** ☐ ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.



LOTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

cinéma

N° 299 — NOVEMBRE

DOSSIER

LE CINEMA FANTASTIQUE

RETROSPECTIVE

CHARLES SPAAK

ETUDE

L'ŒUVRE D'ANDRZEJ WAJDA

L'actualité et tous les films du mois au cinéma et à la télévision

En vente partout et 7, rue Cadet, 75007 Paris

Albert Koski
présente au profit de
LA LIGNE BLEUE*

une soirée exceptionnelle

HIGELIN

au Casino de Paris

Le 13 décembre à 20 h 30

Location des places : La Ligne Bleue, 46, Bd de la Bastille, 75012 Paris, 347-34-34.

Prix des places à partir de 250 F.

* *Association loi 1901 d'Aide aux personnes atteintes d'un cancer.*

« LE PÈRE NOËL 1983 A BESOIN DE VOUS »



SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
« TOUT CE QUI EST HUMAIN EST NOTRE »

COMITÉ DU LIVRE
94, bd Auguste-Blanqui - 75013
CCP : 31-711-09 Y La Source

LE TRAIN. DU BON TEMPS A BON PRIX.



Des réductions de 25 à 75% sont offertes aux familles, sous certaines conditions : carte Couple/Famille, carte Famille Nombreuse, billet Congé Annuel, billet Séjour. Renseignez-vous dans les gares et agences de voyages sur ces tarifs et sur l'utilisation du calendrier voyageurs.

HAVAS VOYAGES

DISTRIMO

91, Avenue de la République (1, rue des Nanettes)
75011 PARIS - Tel. : 357.06.42

Avec Barco

Mémorisez les évènements du monde



- Bi et Tri-Standard
- Toutes normes au choix
- Distribué dans nos points Pilotes

MAGNETOSCOPE VHS BARCO

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

3, rue de l'Arrivée, 75749 Paris Cedex 15 - Tél. : 538-52-27

VENTE PAR CORRESPONDANCE DE DISQUES CLASSIQUES D'OCCASION PARFAIT ETAT

Conditions spéciales aux discothèques de prêt

Demandez l'envoi gratuit de nos listes mensuelles

DISQUES NEUFS EN SOLDE

ACHAT A DOMICILE DE VOS DISQUES CLASSIQUES

EUPHONIE
B.P. 123 - 77003 MELUN CEDEX
Téléphone (6) 068.73.05

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création
.la gestion
.l'organisation
.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60
TELEX : 610579

TV, VIDEO, HI-FI.
Vos yeux et vos oreilles peuvent faire confiance au N°1.



Offrez-vous votre appareil dès aujourd'hui avec 20% du prix Darty, le solde payable sans frais le 5/1/84*.
Offre valable jusqu'au 27/11/83 pour un achat minimum d'une valeur de 2000 F.

* Pour bénéficier de cette offre, après acceptation de votre dossier, il vous suffira de disposer soit d'un compte bancaire, soit d'un CCP, sur lequel le prélèvement du solde sera effectué.

PARIS
8e : DARTY-sous-la-Madeleine
11e : 1, avenue de la République
11e : 25 à 35, boulevard de Belleville
13e : Centre "Galaxie" - Niveau 3 - 30, avenue d'Italie
14e : Centre Commercial "Gaîté Montparnasse" - 68-80, avenue du Maine
15e : Front de Seine - Centre Commercial "Beaugrenelle" - 71, quai de Grenelle
17e : 8, avenue des Ternes
18e : 128, avenue de Saint-Ouen

RÉGION PARISIENNE
78 : Orgeval : Centre Commercial "Art de Vivre" - Sortie Poissy - Autoroute de l'Ouest
78 : Parly 2 : Centre Commercial "Parly 2" - Le Chesnay
78 : Vélizy : Centre Commercial Vélizy II
91 : Les Ulis : Centre Commercial "Les Ulis 2"
91 : Morsang-sur-Orge - 51, rue de Montlhéry (Autoroute du Sud - Sortie Savigny - Direction Sainte-Geneviève-des-Bois)
92 : Asnières : "Carrefour des 4-Routes" - 384, avenue d'Argenteuil - R.N. 309
92 : Châtillon : 151, avenue Marcel-Cachin - R.N. 306
92 : Boulogne : Pont de Sèvres - 122 bis, av. du Général-Leclerc
92 : Puteaux : Centre Commercial "Les 4 Temps" - Niveau 1 - "Grand-Place"
93 : Bagnolet : Porte de Bagnolet - Au pied du Novotel - 40, avenue Gallieni
93 : Bondy : 123-155, avenue Gallieni - R.N. 3
93 : Aubervilliers : Centre "Pariféric" - Porte de la Villette - 6 bis, rue Emile-Raynaud
93 : Noisy-le-Grand : Centre Commercial "Les Arcades" - Marne-la-Vallée
93 : Pierrefitte : 102-114, avenue Lénine - R.N. 1
93 : Rosny-sous-Bois : Centre Commercial Rosny II
94 : Champigny : 10-12, av. R.-Salengro - La Fourchette - R.N. 4
94 : Créteil : Centre Commercial Régional "Créteil Soleil"
94 : Fresnes : Zone Sofilic - Rue de l'Abreuvoir - R.N. 186
94 : Ivry : Centre Commercial "Ivry bords-de-Seine" - 16, rue Westermeyer
94 : Thiais-Rungis : C. Cial Régional "Belle Epine" - R.N. 7
95 : Cergy-Pontoise : Centre Régional "3 Fontaines"

ET 41 AUTRES MAGASINS EN PROVINCE.

DARTY

HAVAS CONSEIL

petites annonces

TARIFS

Trois lignes minimum, 28 signes par ligne, blancs compris.

	H.T.
Offres d'emploi	*30 F*
Demandes d'emploi	*20 F*
Immobilier	*25 F*
Divers	*25 F*

Ajouter 18,60 % de T.v.a.

DEMANDE D'EMPLOI

Réf. 443 J.F. 28 ans maîtrise droit public, 3e cycle droit des relations éco. inter., anglais courant, expérience enseignement et secrétariat, cherche poste assistante parlement, instance régionale ou locale, entreprises publiques. Etudie toutes propositions, disponible immédiatement.

S'adresser à Hermine Tatikian, 50 rue de la Liberté, 91 600 Savigny-sur-Orge. Tél. 905.56.48.

Réf. 328.
Fédération
Léo Lagrange
recrute
cadre tourisme social
conception -
commercialisation
réalisation de produits
gestion administrative.
Envoyez C.v. détaillé
9, rue des Alpes, 26000 -
Valence.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

De 19 h à 21 h,

Salle
Marie-Thérèse Eyquem
10, rue de Solférino,
75007 Paris

1er décembre

Georges Lemoine, secrétaire d'Etat chargé des Dom-Tom, maire de Chartres.

Alain Chenal, secrétaire de la Commission internationale du P.s.

8 décembre

Michel Rocard, ministre de l'Agriculture.

Christine Mora, secrétaire nationale à l'Information des militants, députée d'Indre-et-Loire.

15 décembre

Yvette Roudy, ministre déléguée chargée des Droits de la femme.

Pierre Castagnou, conseiller technique à la présidence de la République, conseiller de Paris.

Fondation Jean-Jaurès

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 25 NOVEMBRE

T.f.1 « L'Académie des bas arts », émission de Pierre Bouteiller ; réalisation de Jean-Christophe Averty, 20 h 35.

Avec Lavelle, reine d'ébène à la voix tonique et enchanteresse, Laurent Voulzy, Julien Clerc, Maxime Le Forestier, Robert Charlebois et Mireille. Pas celle de Gounod, l'autre. Bonne soirée.

« La Vie de Berlioz », série de François Boyer ; réalisation de Jacques Trébouta, épisode n° 3, 21 h 40.

Berlioz, en plein cœur du succès de sa « Symphonie fantastique », découvre un nouvel amour et se lie d'amitié avec Félix Mendelssohn.

A.2 « Thérèse Humbert », série de Jean-Claude Grumbert ; réalisation de Marcel Bluwal, épisode n°2, 20 h 35.

La grande Thérèse organise un repas de fiançailles entre sa sœur Marie et un prétendu neveu Crawford. L'escroquerie et la belle vie vont bon train. Quant à votre télé, branchée sur cette chaîne, elle explose de bonheur. A vendredi prochain !

Ciné-club. Cycle Charlie Chaplin : « le Dictateur », 23 h.

Les tribulations du barbier juif et du dictateur mégalomane Hynkel avec deux scènes passées à la postérité : l'arrivée de Mussolini accueilli sur un quai de gare par le Führer et le « discours-chien ». Qu'il fut un tyran à abattre était une chose, mais Chaplin en a, paraît-il, surtout voulu à Hitler de lui avoir chipé sa moustache...

L'émission de la semaine : « l'Aveu » De Costa-Gavras, A.2, mardi 29 novembre, 20 h 40.

C'était l'époque — 1970 — où les révélations du stalinisme n'avaient encore atteint que la littérature et pas le cinéma. S'appuyant sur le magnifique livre d'Arthur et Lise London, Costa-Gavras a réalisé un film d'une sobriété déchirante qui nous dit tout avec une économie étonnante de moyens. Pour raconter l'enfer vécu par le vice-ministre des Affaires étrangères de Prague en 1951, lors d'un « recentrage » opéré par Moscou sur ses « pays frères », Costa-Gavras a opté pour l'étude du visage d'un homme ; de ses certitudes, de ses inquiétudes, de ses fêlures. Au loin retentissent les échos et les retombées encore brûlants des procès de Rajk à Budapest et Kostov à Sofia mais là, soudain, un être humain va apprendre le mensonge, l'hypocrisie, la lâcheté et le folklore permanent de l'antisémitisme made in U.r.s.s. Montand et Signoret — visiblement investis au plus profond d'eux-mêmes dans ces rôles de victimes - bourreaux aveuglées recouvrant la vue — sont admirables du début à la fin de ce voyage au bout de la nuit du goulag intérieur.

T.f.1 programmera la semaine prochaine.

F.r.3 Ciné-club : « M. le Maudit », de Fritz Lang, 22 h 30.

Un monument du cinéma qui s'était inspiré d'un simple fait divers — le vampire de Düsseldorf — mais que le génie de Fritz Lang magnifia en un témoignage cinglant sur les troubles profonds de l'Allemagne des années trente. Une scène fameuse et longtemps controversée — la collusion de la pègre et de la police — trouve sans doute ses sources chez Brecht, du côté de « l'Opéra de quat'sous ».



« M. le Maudit ».



« Le Dictateur ».

LUNDI 28 NOVEMBRE

T.f.1 L'avenir du futur, émission de Jean-Pierre Hutin : « Point Limite » de Sidney Lumet. Débat : l'holocauste nucléaire, 20 h 35.

C'est l'histoire d'un bombardier atomique U.s. parti en mission de routine vers Moscou et qui ne reçoit pas à temps le contrordre comme quoi tout ça, c'était une blague. C'est rassurant ! Télécom, bonjour !

F.r.3 Vendredi grand public, magazine d'André Campana : « les Auvergnats, le pouvoir et l'argent », enquête de Michel Fiszbin, Jean-Charles Deniau, Béatrix de l'Aulnoy, Orphée Douarinou et Bernard Mathon, 20 h 35.

Une légende, le rapport privilégié qui unirait les natifs d'Auvergne au pouvoir de l'argent ? Réponses auprès de Valéry Giscard d'Estaing, monsieur Cazes, le Dieu tout-puissant de la brasserie Lipp et de bien d'autres...

SAMEDI 26 NOVEMBRE

F.r.3 Une heure avec Agatha Christie : « le Quatrième Homme », adaptation de William Corbett, 20 h 35.

Agatha s'est lancée, ici, sur les traces d'Edgar Poe avec fantastique, transes, assassinats et tout le toutim.

DIMANCHE 27 NOVEMBRE

T.f.1 « Tendre Poulet », de Philippe de Broca, 20 h 35.

Rediffusion, certes, mais quel charme ! On ne s'estime pas encore lassés des aventures communes du commissaire Lise Tanquerelle et d'Antoine Lemercier, professeur de grec. Un bien joli film auquel Philippe de Broca a eu le tort d'accoler une suite : « On a volé la cuisse de Jupiter », nettement inférieure et que



David Rendall et Katherine Ciesinski dans « Cosi fan tutte ».

A.2 Théâtre : « Une journée particulière » d'Ettore Scola, mise en scène de Françoise Petit, 20 h 35.

Magnifique film, « Une journée particulière » a mal passé ici la rampe du théâtre. Parce que Françoise Petit a commis l'erreur de noyer ces confidences au centre d'un trop grand plateau et au cœur d'un trop lourd et trop compliqué décor. Et puis, si Nicole Courcel parvient à remplacer Sophia Loren, Jacques Weber est totalement incrédible dans le rôle de l'intello homosexuel en partance pour l'exil obligatoire.

F.r.3 « Le Clan des Siciliens », d'Henri Verneuil, 20 h 35.

Histoire de gangsters sur fond d'honneur méditerranéen. Gabin monolithique et Delon sans grand intérêt.

MARDI 29 NOVEMBRE

T.f.1 Opéra : « Cosi fan tutte » de Mozart, mise en scène de Jean-Pierre Ponnelle, orchestre de Paris sous la direction de Daniel Baremboïm. Avec la participation du ministère de la Culture, 20 h 35.

Peut-être l'œuvre la plus secrète et la plus fine de Mozart... C'est Marivaux en musique, à lire entre les lignes du livret ; à écouter entre les notes. Dans la belle mise en scène de Ponnelle et sous la baguette hélas ! désastreuse de Daniel Baremboïm, une agréable distribution réunissant, entre autres, Julia Varady, Katherine Ciesinski, Janet Perry et Stephen Dickson qui fut le Papegeno de rêve révélé par le festival d'Aix 1982.

A.2 « L'Aveu », de Costa-Gavras (voir encadré).

F.r.3 « les Caprices de Marie », de Philippe de Broca, 20 h 35.

Sur un scénario signé Daniel Boulanger, les aventures tendres et drolatiques de Marie, élue « Reine de la mer », qui se balade entre deux cœurs, le riche Broderick et le doux Gabriel. Avec Marthe Keller, Philippe Noiret et, en seconds rôles, Jean-Pierre Marielle, Valentina Cortese et Fernand Gravey.

MERCREDI 30 NOVEMBRE

T.f.1 Edition spéciale, émission d'Anne Sinclair : la justice en question avec Robert Badinter, 20 h 35.

A ne pas manquer. Voir l'encadré ci-dessous ansi que « l'Unité » n° 533.

A.2 « Aéroport : « San Francisco », de Freddy Charles, présenté par la communauté des télévisions francophones et la R.t.b., 20 h 35.

Parce qu'un riche sud-américain qu'il convoie à Bruxelles tombe victime d'une crise cardiaque, le brave Nestor s'apprête à vivre vingt-quatre heures fofolles dans un aéroport en grève. Avec Rufus.

F.r.3 « La Clé », téléfilm de Jacqueline Planchot et Jacques Cornet, 22 h.

Film policier, film-mystère, « la Clé » est l'image de ce cordon ombilical qui relie une mère à son enfant. C'est écrit dans le dossier de presse. C'est confus, mais c'est avec René Faure.

JEUDI 1er DECEMBRE

T.f.1 « le Nez à sa fenêtre », téléfilm de Evelyne Houdeyer et Jean-Claude Charnay, d'après le roman de Laurence Jyl, 20 h 35.

Humeurs enfantines : le monde, ses hauts et ses bas contemplés du haut d'un bout d'chou qui possède son franc-parler. Avec, entre autres, Marthe Villalonga et le fort séduisant Jean-Luc Moreau.

A.2 Résistances, magazine de Bernard Langlois, 21 h 45.

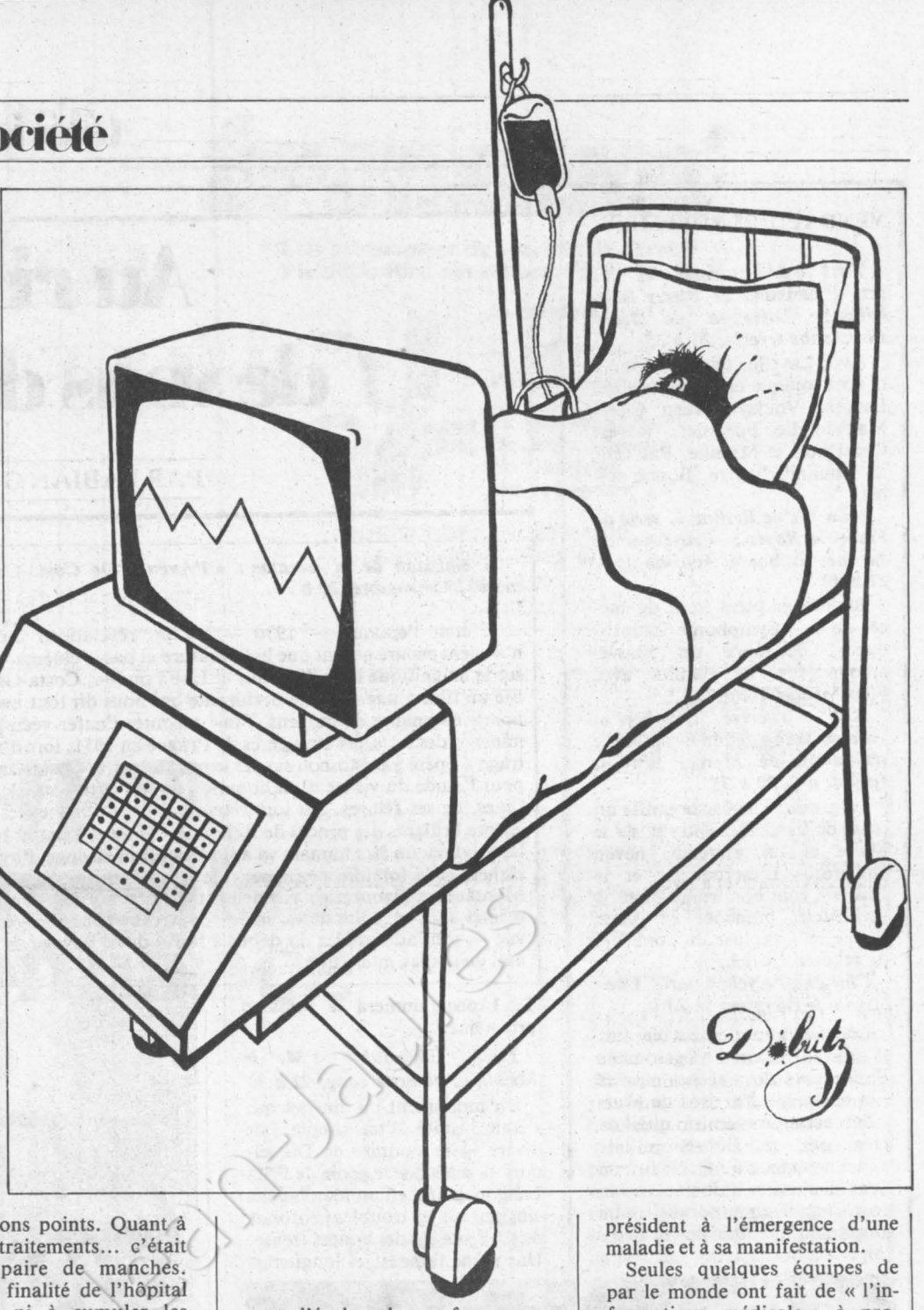
F.r.3 « Venise attendra », téléfilm de Daniel Martineau, 20 h 35.

Une prise d'otages à Venise. C'est sans doute encore ce que deux touristes ont trouvé de mieux pour rester prisonniers de la Sérénissime. Verra-t-on la ville ?

Le ras-le-bol de la semaine

Les programmations qui s'emmêlent les pinceaux font que moi, au bout du compte, je finis toujours par m'emmêler la plume et la pointe Bic. Quand F.r.3 s'amuse au dernier moment à remplacer « Pouic-Pouic », impérissable loufoquerie de Jean Girault par « les Douze Salopards », apologie militaro-machiste de Robert Aldrich, évidemment ce n'est pas tragique. Mais lorsque Robert Badinter disparaît du petit écran le 16 novembre et que François Mitterrand lui-même apparaît, le blanc-blanc qui l'accueille au sein de ma rubrique m'embête. Non pas que je craigne les rumeurs d'un quelconque boycottage, mais tout simplement parce que l'information c'est l'information et non pas du pudding glacé avec mélange des genres. Alors quand vous rectifiez vos positions, messieurs et mesdames des chaînes, passez-nous un coup de tam-tam.

INFORMATIQUE ET MEDECINE: DE PLUS EN PLUS BRANCHÉS



L'utilisation des moyens informatiques pour l'établissement d'un diagnostic, l'étude des pathologies ou la conduite d'un traitement sort aujourd'hui du domaine du rêve

PAR PIERRE-YVES POINDRON

L'INFORMATIQUE médicale, les deux mots sonnent de façon un peu barbare aux oreilles du profane. La médecine n'est-elle pas un art ? Et l'on répugne un peu à la voir mettre « en fiches » sur rythme binaire. Et puis, rien à faire, l'informatique a des relents de calculs froids et rigoureux. Encore un moyen de faire des économies ! C'est vrai qu'en premier lieu l'informatique sert surtout à gérer des stocks, à établir factures et paies. C'est d'ailleurs à ce rôle qu'elle était cantonnée dans les hôpitaux.

Alors que l'informatique est entrée depuis plusieurs années dans la vie quotidienne, elle n'a fait qu'une timide apparition dans le domaine de la santé. A quoi donc d'ailleurs pourrait-elle bien servir ?

N'en déplaise aux sceptiques, l'informatique est peut-être un moyen de recoller les morceaux d'un patient morcelé, soigné organe par organe. Le cœur en cardiologie, le foie en médecine, etc. Avec, à chaque fois à son chevet, une nouvelle équipe, et sur son identité médicale, de nouveaux dossiers. A chaque entrée à l'hôpital, un nouveau parcours.

L'informatique permettra justement de reconstituer son itinéraire. Car, jusqu'à présent, aussi bizarre que cela paraisse, le secrétariat médical — les entrées, les transferts de service, les traitements et diagnostics — n'est toujours pas informatisé et donne lieu à maintes paperasseries, d'une lourdeur indéniable et sources d'examens de laboratoire ou de radio redondants. Causes de temps perdu et de gaspillages car l'information ne passe pas toujours très bien entre les services d'un même hôpital, à fortiori entre les hôpitaux et la médecine de ville. On attend de « l'informatisation des unités de soin » qu'elle évite ces écueils.

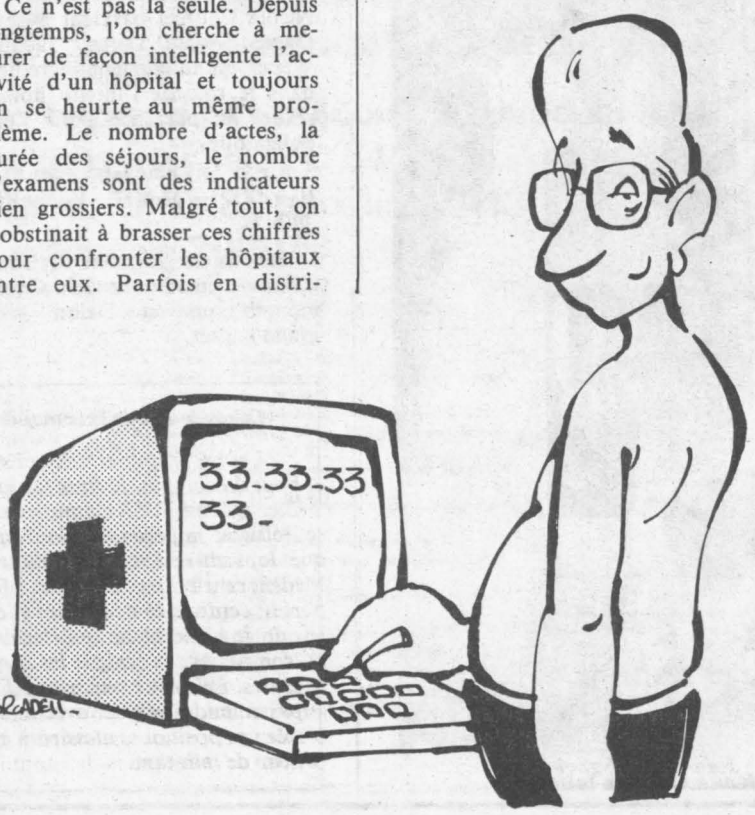
Ce système permet en effet de suivre un malade tout au long de son séjour, de son admission à sa sortie, et « d'engranger » toutes les informations sur l'évolution de son traitement, les prescriptions médicamenteuses et les résultats d'examens. D'où un gain de temps pour l'équipe soignante et une trêve des examens inutiles pour le malade. L'archivage de son dossier en est également rendu plus aisé*. Mais avant de mettre tous les services à l'heure de l'informatique, il est nécessaire de vérifier la fiabilité de l'instrument. Les équipes de recherche devront donc élaborer des logiciels et tester les systèmes.

Quatre sites d'expérimentation ont été retenus : les hôpitaux de Martigues et de Cannes, celui de Villefranche-sur-Saône et Bonsecours à Metz-Thionville. Trois constructeurs sont sur les rangs : Bull, Intertechnique et I.b.m. France. A partir de 1985, les systèmes informatisés de l'unité de soins devraient être opérationnels. Et généralisés après un premier bilan. Voici donc l'une des premières applications possibles de l'informatique à l'hôpital.

Une évaluation qualitative

Ce n'est pas la seule. Depuis longtemps, l'on cherche à mesurer de façon intelligente l'activité d'un hôpital et toujours on se heurte au même problème. Le nombre d'actes, la durée des séjours, le nombre d'examens sont des indicateurs bien grossiers. Malgré tout, on s'obstinait à brasser ces chiffres pour confronter les hôpitaux entre eux. Parfois en distribuant des bons points. Quant à évaluer les traitements... c'était une autre paire de manches. Pourtant la finalité de l'hôpital ne consiste ni à cumuler les interventions ni à faire des économies. Le contrôle de gestion doit n'avoir qu'un but : le rendre plus efficace. Impossible donc de perdre de vue les données médicales et épidémiologiques. Le projet de médicalisation du système d'informatique (P.m.s.i.) vise à intégrer ces données en mettant en corrélation le traitement des malades et l'activité des différents services d'un établissement. Etant entendu que le meilleur traitement n'est ni forcément le plus cher ni forcément le moins onéreux.

L'idée clef du P.m.s.i. est de disposer d'un système de mesure de l'activité hospitalière par groupe de malades. Moyennant quoi, grâce à une comptabilité analytique appropriée, on peut dégager des coûts moyens de traitement par service et établir des standards locaux, régionaux ou nationaux. L'écart des coûts réels par rapport aux standards permet d'évaluer les performances des services. Il faut évidemment définir les groupes de malades en fonction des pathologies et des durées de séjour : c'est ce à quoi on s'emploie à Grenoble. Mais il faut aussi disposer d'une comptabilité adaptée : le Centre anticancéreux Gustave Roussy et le C.h.u de Grenoble y travaillent en liaison avec l'école des mines de Paris. Ainsi le qualitatif prend le pas sur le quantitatif. La bonne gestion financière n'est que l'envers d'un bon protocole médical.



Le P.m.s.i. devrait être opérationnel au courant de l'année 1985, au moment de la généralisation du budget global qui, en principe, devrait inciter les hôpitaux à mieux gérer leurs deniers.

L'utilisation de moyens informatiques pour l'établissement d'un diagnostic, l'étude des pathologies ou la conduite d'un traitement sortent aujourd'hui du domaine du rêve, grâce au développement de « l'intelligence » artificielle dont on essaie de doter les ordinateurs pour qu'ils simulent le raisonnement humain. Certains chercheurs appliquent cette technique à l'aide à la décision et à la prescription médicales. D'après le ministre de la Solidarité, « des résultats significatifs devraient être obtenus dès 1984 » dans le traitement de maladies chroniques, tels le diabète ou l'hypertension artérielle, ainsi que dans les transplantations rénales, le diagnostic des douleurs abdominales ou encore la prescription de médicaments ou le génie biologique et médical. « Les perspectives sont prometteuses. L'intelligence artificielle devrait être un jour un auxiliaire précieux du médecin dans ses recherches de diagnostic, de thérapeutique, ou d'interprétation d'examen. » De l'avis de certains médecins toutefois, on n'en est pas encore là : cette technique ne pourrait pour l'instant s'appliquer qu'à des domaines très circonscrits, et on voit mal l'ordinateur digérer l'ensemble des facteurs individuels qui président à l'émergence d'une maladie et à sa manifestation.

Seules quelques équipes de par le monde ont fait de « l'informatique médicale » à proprement parler leur sujet d'étude. Plusieurs équipes aux Etats-Unis et au Japon sont en avance sur ce point. Mais aussi en France où les chercheurs ont acquis un niveau leur permettant de rivaliser au plan international. Cinq équipes de recherche planchent sur la question à Paris, Marseille, Lille, Bordeaux et Montpellier. « Nous avons le devoir de les aider à participer à cette grande aventure », a affirmé avec conviction le ministre de la Solidarité. Une aventure qui devrait se concrétiser, puisqu'il est demandé aux chercheurs de concevoir des produits directement utilisables par les médecins.

Informations en stock

Quatrième utilisation de l'électronique : les cartes à mémoires. Toutes les informations concernant la santé d'un individu peuvent être stockées sur une carte magnétique de la dimension d'une carte bancaire. L'accès à ce nouveau carnet de santé doit cependant rester confidentiel. Ses avantages pour le patient sont à peu près les mêmes que pour l'hospitalisation : suivi des traitements prescrits par des médecins différents, mais également « mémoire » en cas d'accident, par exemple. Utilisée comme carte de paiement, elle peut également simplifier le remboursement des actes médicaux. Sa réalisation technique est sans doute plus aisée que pour les systèmes précédents. En revanche, son usage peut buter sur des résistances psychologiques.

La première expérimentation de cartes à mémoires aura lieu l'an prochain à Blois auprès de 4 500 scolaires pour qui elle remplacera le carnet de vaccinations. Plus ambitieux, mais aussi plus exemplaire, le projet de remettre à l'ensemble des 30 000 hémodialysés de France une carte leur facilitant l'accès aux 150 centres d'hémodialyse. Finie la crainte des examens

superflus, la carte à mémoires leur permettra de vivre une vie beaucoup plus autonome.

Enfin, la généralisation du réseau Télétel des P.t.t. ouvrira aux médecins l'accès à des banques de données, grâce à des terminaux reliés à des ordinateurs serveurs. Un exemple ? 3 000 principes actifs sont utilisés en thérapeutique et 8 000 spécialités commercialisées en France. Mise au point conjointement par le ministère de l'Industrie, le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique et la Commission informatique de la faculté Necker, la Banque d'informations automatisées sur le médicament fournira aux médecins des renseignements sur les interactions et les incompatibilités médicamenteuses, les contre-indications et les effets secondaires, les équivalents étrangers des produits français (et vice versa) et le coût des médicaments. Encore faut-il que les praticiens puissent y avoir accès facilement. Les possibilités du réseau Télétel et la B.i.a.m. seront testées l'an prochain en Gironde et à Lyon.

De même sera expérimentée une banque de données santé-voyages. Autre projet : relier l'hôpital aux praticiens de ville grâce à un réseau leur permettant d'avoir accès aux dossiers médicaux de patients à risques. L'intérêt de tels réseaux est évident. Non moins évidents les risques lorsqu'il s'agit de traiter d'informations confidentielles. Des précautions s'imposent dans l'usage d'une informatique médicale qui déborde largement le cadre de la simple gestion.

Des rendez-vous à ne pas manquer

A l'issue d'une visite à l'hôpital cardiologique de Lyon (Bron), qui s'est doté d'un système d'informations de ses unités de soins, Pierre Bérégovoy a exposé les grandes lignes de la politique gouvernementale et ses enjeux. « L'informatique médicale est source de progrès dans la qualité des soins et source d'économies de gestion. » L'un ne va pas sans l'autre. « Notre politique met le malade au centre de tout. La réorganisation de l'hôpital répond à cette exigence... L'informatique est une révolution dans les rapports entre le malade et l'univers hospitalier. »

Une utopie ? L'informatique médicale n'est plus pour dans dix ans. Mais pour demain. Pas question toutefois de mettre la charrue devant les bœufs. La démarche proposée par le ministre est « à la fois décentralisée et expérimentale... pour évaluer l'apport des nouvelles techniques et comparer diverses approches ».

« Nous sommes encore au stade des prototypes, des essais et des mises au point. » C'est pourquoi le ministre préfère aider les équipes qui travaillent déjà sur les diverses applications de l'informatique à la santé. La prudence ne témoigne ici que d'une volonté d'aboutir : « Nous bâtissons aujourd'hui non seulement l'hôpital de demain, mais aussi la médecine du futur. » Et pour cette médecine du futur, Bérégovoy parie sur la matière grise. Il serait sans doute dommage de manquer le rendez-vous, inexplicable même, car les sommes engagées, compte tenu qu'il existe déjà des équipes en place, ne sont pas très élevées.

Mais il s'agit aussi d'un rendez-vous industriel. D'ores et déjà, Bérégovoy invite les chercheurs à penser à l'exportation de leurs produits. Mais le tout premier rendez-vous n'est plus dans bien longtemps : on attend les premières conclusions des expérimentations pour l'an prochain et au cours de 1985.

ROULETABILLE CHEZ LES TRUANDS NIÇOIS

Nouveau Rouletabille, un journaliste niçois éclaircit le mystère de la guerre des casinos et permet grâce à une enquête minutieuse, la réouverture d'un dossier explosif par la justice

PAR PAUL LEDUC

TOUT va basculer à la suite d'une pénible trahison familiale. Et comme dans les « Série noire » de James Hadley Chase, on assistera peu après à la disparition — et presque sûrement à l'assassinat — de la belle et riche traîtresse, Agnès Le Roux, 29 ans. Cet épisode clé et bien réel de la guerre des casinos niçois se produit pendant l'été 1977. Il aboutira en quelques années à un véritable cessez-le-jeu. Faute de casinos. D'où une perte sèche de 30 millions de francs par an pour les recettes municipales, 700 employés au chômage et un important manque à gagner pour les hôtels et commerces de luxe niçois.



Dominique Fratoni.

Sur la promenade des Anglais, le casino Ruhl, dirigé par Jean-Dominique Fratoni, et le palais de la Méditerranée, mené d'une main d'acier par René Le Roux, ont été à partir de 1975 le théâtre d'une bataille sans merci. L'objectif du premier : prendre le contrôle de l'établissement de la seconde. En votant lors de l'assemblée générale des actionnaires du palais de la Méditerranée, le 30 juin 1977, contre sa propre mère, Agnès Le Roux a fait pencher la majorité du conseil d'administration en faveur du clan Fratoni. Mais pour celui-ci, et plus encore pour celle qui avait accepté de lui vendre ses voix pour 3 millions de francs, il s'agissait d'une victoire à la Pyrrhos. Agnès la paiera de sa vie ; Fratoni et certains de ses amis, poursuivis par le fisc et les douanes, ont fui la justice pour se réfugier à l'étranger, tandis que le Ruhl et le palais de la Méditerranée ont fermé leurs portes ; enfin Jean-Marie Agnelet, amant très intéressé d'Agnès et cheval de Troie de Fratoni chez les Le Roux, se retrouve aujourd'hui, après d'invraisemblables péripéties, incarcéré à la prison de Nice sous la double inculpation d'homicide volontaire — celui d'Agnès — et d'abus de confiance. C'est l'histoire à rebondissements de ce conte de fées devenu cauchemar que vient de reconstituer un reporter niçois de talent, Roger-Louis Bianchini, dans « Agnès Le Roux — Enquête sur la disparition d'une jeune femme riche » (Presses de la Cité).



Agnès Le Roux.



Sygma



Jean-Marie Agnelet.



La mère d'Agnès Le Roux, ex-p.-d.g. du Palais de la Méditerranée.

Idéaliste et naïve

Bianchini décortique minitieusement le conflit d'Agnès Le Roux avec sa mère et la situation juridique complexe des administrateurs du palais de la Méditerranée. Il démontre qu'Agnès Le Roux, idéaliste et naïve, a été trompée dans tous les sens du terme par Jean-Maurice Agnelet. Il retrace le cheminement tortueux des 3 millions de francs versés à Agnès par Fratoni qui aboutiront, finalement, sur le compte de sa rivale au Canada, Françoise Lausseure, maîtresse et complice d'Agnelet devenue aujourd'hui sa troisième épouse. Bianchini révèle aussi les magouilles de Fratoni et de ses complices — au premier rang desquels Cesare Valsania — dont la presse a souvent évoqué les liens avec la Maffia, qui ont amené le fisc, les douanes et la justice à leur réclamer 60 millions de francs d'arriéré d'impôt, 360 millions de francs d'amende et à les condamner par défaut à deux ans de prison.

Bourrée de révélations, cette enquête vient de stimuler l'information judiciaire sur cette affaire qui était plus ou moins en sommeil depuis deux ans. Il est vrai que le nouveau préfet de police de Nice, Etienne Ceccaldi, qui s'était fait communiquer les éléments clés de cet ouvrage avant même sa parution, a compris d'emblée la nécessité de relancer l'action publique. Et, secouant sa torpeur, la justice a enfin tiré les mêmes conclusions. Bon prince, le journaliste auteur de l'ouvrage ne reproche pas aux autorités d'avoir ainsi violé le secret de l'édition. Bien au contraire...

sepur

69, rue des Frères Lumière
Z.I. Des Chanoux
93330 NEUILLY SUR MARNE
Tél : 300.15.22 et 64.60

SOCIETE D'ENTRETIEN ET DE PROPRETE URBAINE

Enlèvement d'ordures ménagères
de gravois et de détritus
par bacs multibennes

Nettoiement murs et édifices
par projection (eau chaude
et froide, sable)

Nettoiement de voies
publiques et privées
Assainissement

Hygiène publique
Balayage de chaussées
et autoroutes par aspiration

100 — 756

Le bon sens gagne du terrain.



Le bon sens près de chez vous

CRÉDIT AGRICOLE

La chronique littéraire de Claude Glayman



- ***Roger Martin du Gard : « le Lieutenant-colonel de Maumort » bibliothèque de la Pléiade, l'édition établie par André Daspre.***
- ***Vassili Grossman : « Vie et destin », Julliard / l'Age d'homme, roman traduit du russe par Alexis Berelowitch.***
- ***Ralph Giordano : « Les Bertini » Hachette, roman traduit de l'allemand par Olivier Mannoni.***
- ***Jacques Teboul : « le Vol des oiseaux », Seuil, roman.***
- ***Botho Strauss : « Couples, passants », Gallimard, roman traduit de l'allemand par Claude Porcell.***
- ***Richard Brautigan : « la Vengeance de la pelouse », Christian Bourgois, nouvelles traduites de l'américain par Marie-Christine Agosto.***

LES hasards de l'édition et de la critique permettent d'opérer parfois des rapprochements instructifs. Coup sur coup, en effet, nous nous sommes trouvés face à trois grandes sagas, ambitieuses par le volume et le propos, et à trois autres livres de conception radicalement différente, mais également très ambitieux. Comme si les sagas reprenaient un genre déjà ancien, nous leur avons opposé des fictions d'auteurs actuels dont l'ambition, elle, se mesure à la brièveté. Le flash épuise le sens d'aujourd'hui là où la vaste fresque d'hier se proposait de signifier son époque. Regardons-y de plus près et tâchons de dégager les traits généraux d'une confrontation opérée au sommet.

L'auteur des « Thibault » a travaillé à « Maumort » de 1941 à 1958, à sa mort il laisse inachevé un projet dont la remarquable présentation d'André Daspre ne totalise pas moins de 1 048 pages. Ouvrage posthume destiné explicitement à la publication, comprenant environ 800 pages rédigées et 250 au moins de notes, esquisses, etc. L'inachèvement étalé sur dix-sept ans de labeur intermittent traduit-il l'échec d'une formule définitivement stérile ? La lecture de « Maumort » est en tout cas passionnante, elle fait ressortir les qualités et les achoppements d'une méthode, d'un individu, d'un moment donné de l'histoire.

Le roman du Russe Grossman a traversé toute une histoire que détaille fort bien le dossier de Simon Markish : confisqué par le K.g.b. en 1960, « disparu » pendant plus de vingt ans, il vient seulement d'être publié en Occident. C'est une épopée gigantesque (181 pages) qui se réfère ouvertement à Tolstoï, mais qui surtout ose — pour la première fois à notre connaissance — mettre à nu devant nous Stalingrad, la Kolyma, Auschwitz. La guerre, les camps, la finalité de l'espèce. Cette fulgurante et tragique simultanéité n'écrase pas vraiment l'auteur qui, du XXe siècle, n'a ignoré que le colonialisme et qui, tout à fait classiquement, est passé du statut d'écrivain officiel à celui de dissident.

Autre fantastique cauchemar, celui de ces Bertini, justement salués en R.f.a. par Henrich Böll et qui, de manière incompréhensible, semblent passer complètement inaperçus de la rentrée. Nous sortons bouleversés du récit de la vie quotidienne d'une famille de juifs « partiels » dans l'Allemagne hitlérienne. Comment est-elle parvenue à survivre à Hambourg de 1933 à 1945 ? Unique, vrai, hallucinant !

A ces trois pavés nous opposons trois livres originaux, furtifs, qui, chacun à sa manière — une manière qui tranche avec le roman traditionnel — saisit l'air de notre temps, j'userais du mot modernité s'il n'avait été par trop galvaudé. Le Français Teboul mêle les souvenirs de divers voyages à travers l'Europe d'une femme et d'un homme, libres comme des oiseaux, fuyant l'histoire et la retrouvant sans cesse. Botho Strauss, homme de théâtre, appréhende en de courts textes la quotidienneté allemande, un peu à la manière de Peter Handke, avec un talent et un sens de la vérité exceptionnels. Quant à Brautigan qui ne s'identifie aux deux précédents que par sa brièveté, c'est sa loufoquerie qui est épatante et qui confirme l'importance d'un auteur encore trop méconnu. Teboul, Strauss, Brautigan ne se résument pas, ne se racontent pas. Pourtant, ils ont le sens de la vraisemblance comme les auteurs de grandes sagas. On observe que les anciens se livrent à un immense travail préalable de documentation, ils veulent tout savoir de leur sujet avant de le décrire. Martin du Gard amasse tout dans un souci universel de vérité. Giordano a vécu le calvaire qu'il dépeint, comme Grossman qui fut correspondant de presse de Stalingrad à Berlin.

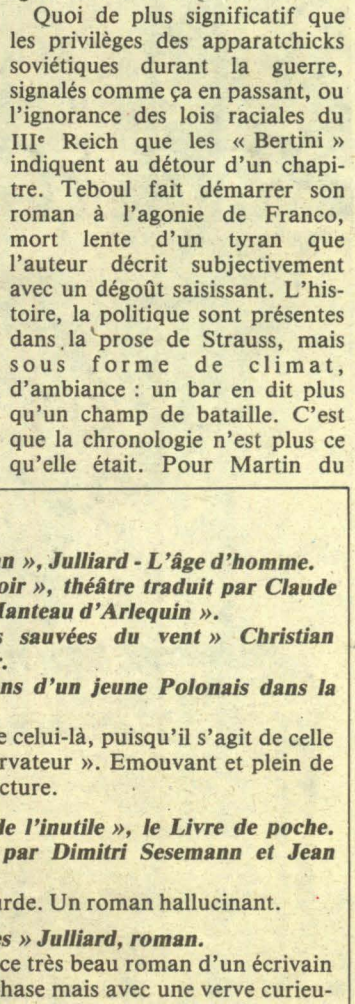


Roger Martin du Gard.



Ralph Giordano.

Ces écrivains sont des témoins là où nos contemporains sont des voyeurs, des poètes qui observent (Teboul parle de « la danse de l'œil »). L'histoire est l'objet des anciens : Martin du Gard, qui retrace la vie de « Maumort » (1870-1950), témoigne sur les milieux intellectuels de la France des années 1880 et, comme si nous conversions parmi eux, nous voici aux côtés de Ernest Renan, des savants Marcelin Berthelot, Louis Pasteur, le docteur Jean Charcot, sensibilisés au rationalisme, au progrès de la science, à la fascination de la pensée allemande. Martin du Gard présente également Lyautey au Maroc auprès de qui « Maumort » accomplit l'essentiel de sa carrière militaire. Chez Grossman comme chez Giordano, le gros plan existe mais également le détail parlant.



Vassili Grossman.

Quoi de plus significatif que les privilèges des apparatchicks soviétiques durant la guerre, signalés comme ça en passant, ou l'ignorance des lois raciales du IIIe Reich que les « Bertini » indiquent au détour d'un chapitre. Teboul fait démarrer son roman à l'agonie de Franco, mort lente d'un tyran que l'auteur décrit subjectivement avec un dégoût saisissant. L'histoire, la politique sont présentes dans la prose de Strauss, mais sous forme de climat, d'ambiance : un bar en dit plus qu'un champ de bataille. C'est que la chronologie n'est plus ce qu'elle était. Pour Martin du Gard point d'autre logique que le temps linéaire, encore que « Maumort » se raconte à travers son journal (ce qui autorise d'intéressants rapprochements entre le passé et le présent). On part toujours de l'enfance. Celle du petit Maumort, celle du grand-père des Bertini. Un bon roman va du berceau au tombeau. L'initiation mène à l'adolescence. L'initiation sexuelle chez Martin du Gard qui dédie son roman à André Gide dont il fut l'interlocuteur intellectuel, et qui consacre des pages sulfureuses à l'aventure homosexuelle de l'un de ses personnages. Pour Teboul, la sexualité appartient à l'air que l'on respire. Pour Brautigan il conviendrait mieux de parler de pin-up.

C'est que la famille est le pivot des grandes sagas ; de nos jours, le rôle de la famille et des proches a-t-il le même poids qu'hier ? Pour Giordano, au temps du nazisme c'est une indiscutable valeur : la famille constitue un rempart que surveille la mère juive, le père, bien que non juif, en fait pleinement partie. Il faut dire que les Bertini sont des gens miséreux : pas facile de travailler quand on est soumis à la ségrégation raciale qui vous rejette collectivement.

Fidèle à Tolstoï, Grossman brasse une foule de personnages. Les camps accentuent cette impression : l'univers concentrationnaire n'est-il pas une tour de Babel ! La guerre emporte tout le monde du simple soldat au général. Le destin épique de la guerre devient le flot commun. Les Bertini s'en protègent le plus qu'ils peuvent, accrochés qu'ils sont à leur vie quotidienne : pour survivre, il leur faut se comporter comme si la vie était normale, comme si de rien n'était même sous le regard permanent de la Gestapo. Dans les sagas, il importe de résister si on entend perpétuer les qualités de l'individu, de la famille, « Maumort » résiste aux Allemands qui occupent son domaine en 1940, ce militaire intellectuel participera à la résistance dans le sud-ouest de la France. Symbolise-t-il de Gaulle ?

Au bout du compte, la mort frappe : et si Maumort se suicide pour ne pas souffrir inutilement, les Bertini, eux, survivent, tandis que les personnages de Grossman n'échappent pas aux flammes, quand s'embrase le pétrole déversé par les Allemands dans la Volga, au figuré, lorsque Grossman, le humble et le généreux, écrit : « La nature de l'homme subit-elle une mutation dans le creuset de l'Etat totalitaire ? L'homme perd-il son aspiration à la liberté ? Dans la réponse à ces questions résident le sort de l'homme et le sort de l'Etat totalitaire. » Dans des brouillons datant de 1947, Martin du Gard prédit : « Le monde va être pour longtemps plongé dans l'horreur et le sang ». Les grandes sagas aiment ces débats, ces dialogues d'idées, ces prophéties.

Les mini-drames quotidiens de Botho Strauss écartent la prétention philosophique : ce sont des croquis, des instantanés, qui rendent compte de la civilisation du rapide (Teboul déclare qu'il parcourt les villes de l'Europe de « manière fragmentaire et rapide »), d'un univers inachevé — achevé (« cette manière tout à fait perverse d'aller prendre le vent de ce qui bouge »). L'art de Brautigan est également un art minimal, d'une simplicité absolue qui traduit plus l'insolite, l'absurde, l'humour de notre condition que sa nouveauté ! Hier, on décrivait la comédie humaine en quarante volumes, en quarante romans ; aujourd'hui, on se limite à des paragraphes de quarante lignes. La forme n'est pas la même, mais l'ambition n'est-elle pas identique ! On change de rythme, pas de chanson ! Qu'il s'agisse de sagas ou de flashs, l'homme est l'objectif éternel de la littérature. Seul change l'angle de l'appareil de prise de vues.

LA LIGNE DE VIE

Hier Balzac écrivait la Comédie humaine en quarante volumes, aujourd'hui elle peut se limiter à quarante lignes. Mais l'ambition est identique...

LISEZ AUSSI...

- ***Simon Markish : « le Cas Grossman », Julliard - L'âge d'homme.***
- ***Botho Strauss : « Trilogie du revoir », théâtre traduit par Claude Porcell, Gallimard, Collection « le Manteau d'Arlequin ».***
- ***Richard Brautigan : « Mémoires sauvées du vent » Christian Bourgois, traduit par Marc Chenetier.***
- ***K. S. Karol : « Solik : tribulations d'un jeune Polonais dans la Russie en guerre », Fayard.***

Un destin de saga mais authentique celui-là, puisqu'il s'agit de celle de notre confrère du « Nouvel Observateur ». Emouvant et plein de détails qui renforcent l'intérêt de la lecture.

- ***Iouri Dombrovski : « la Faculté de l'inutile », le Livre de poche. Coll. « Biblio », traduit du russe par Dimitri Sesemann et Jean Cathala.***

La saga des héros obscurs de l'absurde. Un roman hallucinant.

- ***Jean Anglade : « la Noël aux prunes » Julliard, roman.***

Injustement oublié par la critique, ce très beau roman d'un écrivain chevronné et solide raconte sans emphase mais avec une verve curieusement douce-amère le destin d'une famille républicaine espagnole. Des villages de la dure Castille des années trente à l'Auvergne de l'exil en passant par la guerre civile et le camp d'Argelès. A réhabiliter absolument.

SPECIAL EXPOSITION

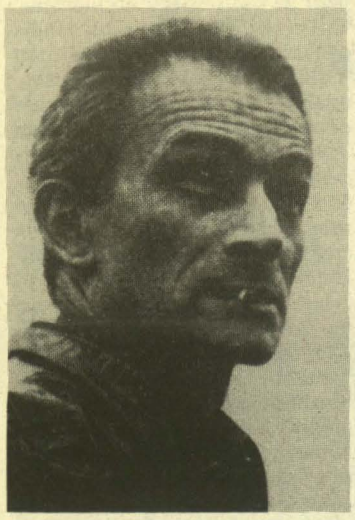
BALTHUS, LE MAILLON MANQUANT

Avec l'ensemble d'oeuvres présenté à Beaubourg, on peut désormais mesurer à son juste poids le rôle d'intercesseur joué par Balthus entre les grands classiques et cette période intermédiaire, la nôtre, où l'art se cherche en tâtonnant

PAR LUCIEN CURZI

QUOI, la peinture se serait privée de toute mémoire historique pour livrer son être entier aux sorcières (ou fantasmes) de l'imagination enfin libérée ? Qui n'avait cru vital à sa survie, qu'elle dût s'offrir, avant les embrasements de la Première Guerre mondiale, à la casse (l'espace éclaté) et aux minutieuses entreprises de reconstruction, morceau après morceau, d'abord des cubistes, puis aux rites facétieux et littéraires des surréalistes, enfin aux prolifiques expériences d'abstraits, tour à tour lacée, dissoute, lacérée ? On crut, j'en étais, qu'elle ne survivrait guère aux joyeuses menées des esprits frappeurs. De Picasso à Francis Bacon, quel cahotique voyage, et quel tohu-bohu en cette fin de siècle, où le reniement de l'histoire fait encore fortune.

On peut croire, néanmoins, qu'une peinture consciente d'elle-même est toujours de ce monde. Balthus la porte en lui et elle l'interroge avec fruit. Depuis soixante ans, la peinture est debout, intacte de corps, et prometteuse. Chez Balthus (né en 1908), par suite d'une intense méditation visuelle, miroirs et tapisseries, personnages

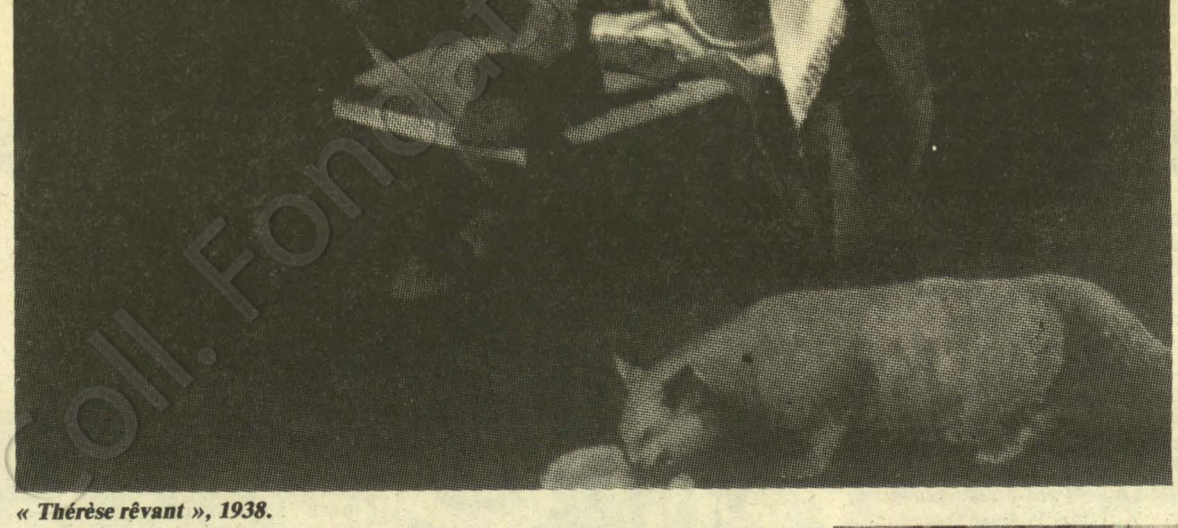


Balthazar Klossowski de Rola dit Balthus.

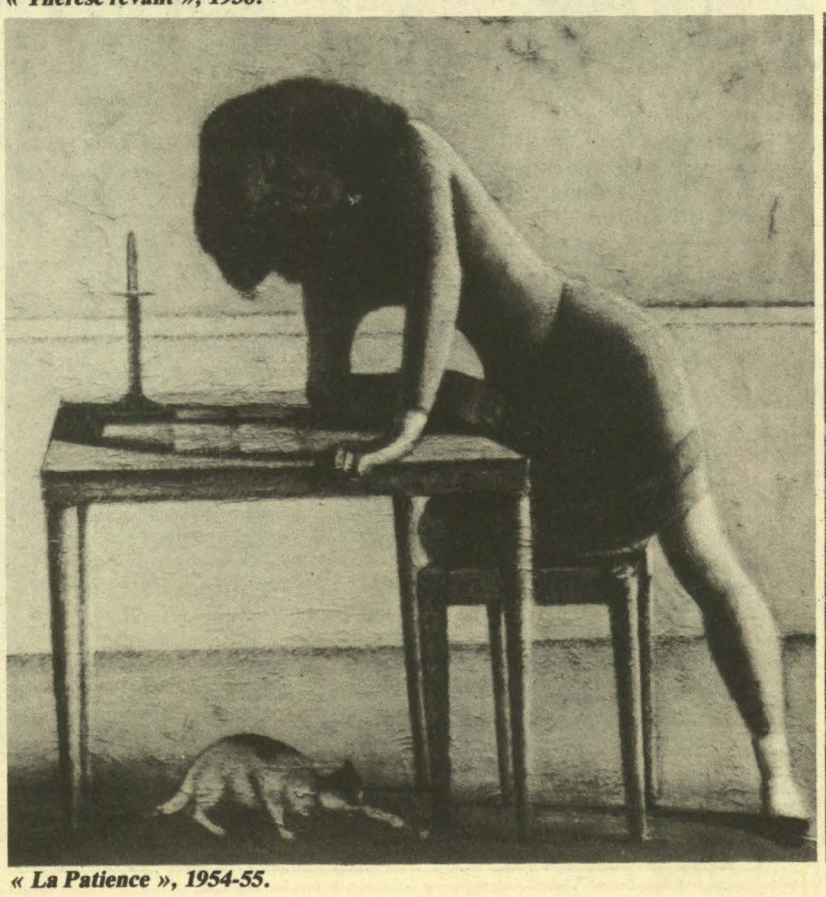
et choses sont désirés avant que d'être voulus comme des sommes de valeurs plastiques. Le rêve personnel, dans ses versions pures et moins pures, baigne les toiles de Balthazar Klossowski de Rola (c'est son nom d'origine polonaise) d'une troublante lumière. Attiré, dès leur découverte en 1926, par les fresques murales de Piero della Francesca à Arezzo, par Uccello, Masaccio et Masolino à Florence, conquis par Courbet, ayant, de surcroît, fréquenté d'amitié Bonnard, Derain et Giacometti, Balthus en tira leçons et bénéfices. Cela pour suggérer que les encouragements initiaux reçus de Rainer Maria Rilke, qui l'avait reconnu et publié à l'âge de douze ans, furent, d'entrée de jeu, bien placés.

Balthus a traversé notre siècle, l'intelligence disponible à cette part de la réalité connue qui, ne rompant aucune des amarres la reliant à un certain passé, se révèle immédiatement compréhensible. Car, s'il peint les lieux qu'il habite — et ce, dès 1924 quand il s'établit, venant de Suisse, rue de Furstenberg à Paris — qu'il s'annexe non pas une topographie, un événement ou des objets, mais qu'il respire et restitue ces lieux comme personne, dans ses tableaux, il retient leur charme et s'enchante. C'est la manière de souligner sa faim de beauté, une beauté aussi discrète que voluptueuse, qu'il métamorphose en « images » denses, macérant dans des harmonies de courbes et de valeurs pliées au seul caprice de la peinture.

Mais à quel théâtre Balthus invite-t-il d'assister ? Pas, à proprement rappeler, à des compositions où l'insolite confinerait au bizarre. Excepté la majorité des paysages sur lesquels s'étend, dans la plénitude d'une tradition à compas ouvert sur Poussin et David, une paix sans rides, extérieurs et intérieurs convoquent, mieux qu'ils ne réunissent, des êtres humains qui se frôlent en s'ignorant. A cet égard, « la Rue » (1933) est un exemple de haute fantaisie, qui illustre la tentation théâtrale du peintre. Au lever de rideau, tout ce qui bougeait s'est soudain figé. Lorsque Pierre-Jean Jouve et Antonin Artaud devinèrent le burlesque inquiétant de ce tableau, où d'invisibles rails semblent guider ceux qui s'agitent, ou s'enfoncent, en ce chef-d'œuvre comme dans leur destin, ils ressentirent une sorte de choc émerveillé. Vingt ans après, « le Passage du Commerce Saint-André » (1952-54) renoue, quoique avec un réalisme moins raide, avec ce départ. En l'espèce, une raideur de poupée s'atténue. Le plan est plus large et mieux éclairé, sans que la vue gagne en profondeur et l'air en oxygène.



« Thérèse rêvant », 1938.



« La Patience », 1954-55.



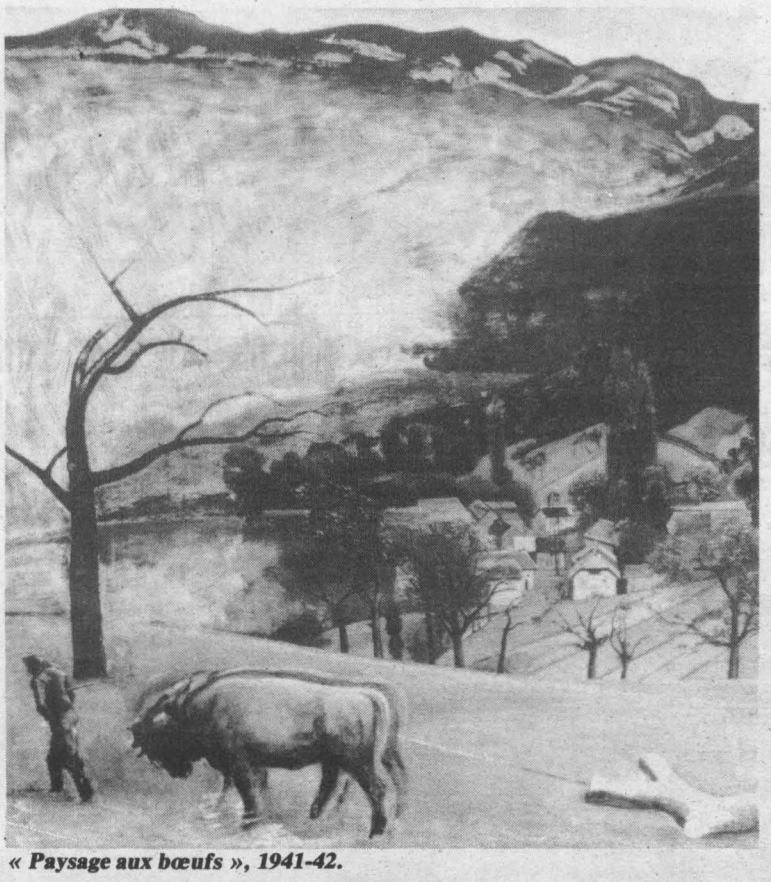
« Le Passage du commerce Saint-André », 1952-54.

Coll. Fondation Jean Dubuffet

Là où Balthus, sans cri ni geste emporté ou agressif — il fait une peinture lisse, terriblement silencieuse, qui capte et joue de tonalités douces comme si elle était partout effleurée d'ailes d'oiseaux —, s'impose tel un maître en sensualité, c'est encore lorsqu'il campe des enfants montés en graine. Lecteur assidu de Lewis Carroll, Balthus était et demeure en patrie d'enfance, lorsque celle-ci s'exprime en bouffée de souvenirs aussi heureux qu'énigmatiques.

C'est « Thérèse rêvant » (1938), toile carrée digne de Chardin. La fille est assise, la tête tendrement apparue dans le losange renflé des bras croisés, une jambe levée formant triangle : thème du demi-sommeil de la puberté ; c'est aussi « la Patience » (1954-55) où l'on se captive pour le corps juvénile penché au-dessus de la table, sur un livre, la figure auréolée d'une sombre chevelure ressortant en demi-teinte sur un fond puissamment éclairé. S'agit-il de portraits d'êtres chers, tels qu'en eux-mêmes Balthus aurait aimé saisir la séduction naturelle et passagère, ou d'instants fatidiques d'avant une possible meurtrissure ? L'atmosphère est partout celle du repos : avec « les Beaux Jours » (1945-48), le corps de la fillette est affalé, le regard furtif du visage tourné vers un miroir, tandis que, au creux d'une pièce récente, un peintre de dos semble se désintéresser momentanément de celle qui, à genoux et lisant un journal, fait une tache de claire espérance. C'est l'expression sinon de la candeur, du moins du climat de protection et de confort fruste de l'atelier. A l'instar de Balthus, l'artiste du tableau fait s'engouffrer dans la pièce une ardente source lumineuse qui anime, comme chez Bonnard, de pauvres choses, dès lors transformées en décor princier.

Toujours, chez Balthus, la ligne du dessin, nette, précise et doucement enflée, l'emporte sur la couleur, préférée en aplat, mate ou grumeleuse. Degas et Cézanne veillent, à côté. Ressouvenir des estampes japonaises, le décor à fleurs d'une tapisserie dans « la Chambre turque » (1963-66), le sol à ramages et le couvre-lit ramassent l'espace autour d'une fleur satinée vénéneuse, fille impassible autant que se révèle l'éternité, grâce à la peinture, la fascination de Balthus lui-même. Une telle vision a déconcerté ceux qui regardent ces tableaux sans attache directe, apparemment, avec notre temps. Le chiffre sexuel, dont ils sont marqués, ne devrait pas faire oublier, toutefois, une considération autrement plus importante. C'est que l'ancien directeur de la Villa Medicis, à Rome, a su conjoindre un vocabulaire de rythmes de tout premier ordre à une fraîcheur populaire du regard.



« Paysage aux bœufs », 1941-42.

Qui s'y tromperait ? Depuis les rétrospectives organisées, l'une aux Arts décoratifs par Gaëtan Picon en 1966, l'autre au musée Cantini à Marseille par Mme Latour, l'étoile solitaire de Balthus a accru sa brillance, alors que l'artiste a fui les médias. Ce maître inclassable répercute et complète des valeurs qui, pendant longtemps, ont paru surannées. Avec cet ensemble d'œuvres, nous voilà à même de mesurer à son juste poids le rôle d'intercesseur joué par Balthus entre les grands classiques français et italiens, et cette époque intermédiaire, la nôtre, dans les veines souterraines desquelles l'art cherche, en tâtonnant, voies et cadres nouveaux. ●

Centre national d'art et de culture Georges Pompidou. Grande galerie du musée d'Art moderne (5e). Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi et dimanche de 10 h à 22 h. Jusqu'au 23 janvier. Ensuite, cette exposition sera présentée au Métropolitan de New York, du 20 février au 13 mai 1984.

Conférence : Petite Salle du Centre à 18 h 30 : le 8 décembre sur le thème, « Le temps à l'œuvre dans les tableaux de Balthus », par Florian Rodari. Par ailleurs, Henriette Gomès montre, 6 rue du Cirque (Paris VIIIe), des œuvres de Balthus jusqu'au 21 janvier. Catalogue conçu par Jean Clair sur la rétrospective des œuvres balthusiennes en tous points remarquable.

FRANÇOIS ROUAN : ABANDONNER ICI TOUT A PRIORI

DE nostalgie aucune, ni même de rupture, tel apparaît, de son côté, ce peintre de quarante ans. Il s'est vite imposé à l'attention de la critique à l'affût par d'immenses toiles tressées. En réalité, face aux simplismes expérimentaux observés en France depuis quinze ans, écarts et excès de tous acabits, le tableau attendait son régénérateur. Il est possible, pour peu que soient entérinées les analyses pertinentes d'Hubert Damisch (*), que cet artiste agisse parmi nous, après l'Italie qu'il s'est choisie comme terre de vrai départ. Cet homme, c'est François Rouan, précis et patient, audacieux et synthétique, qui pense et élabore une peinture en termes d'espace pluriel, ouvert, riche en inflexions violemment colorées.

Pour « pénétrer » au secret des tableaux à grilles chargées de signes abstraits, qui tiennent à la fois de Poussin et de Mondrian, les rectangulaires comme les *tondo* ovales, une condition est nécessaire : abandonner tout à priori. Ici, le champ pictural sollicite une forte charge de complexités visuelles. Il les accueille selon des rapports de valeurs logiques ou désaccordés.

On peut voir comme, à partir d'un sarcophage de pierre vu à l'église San Lorenzo, à Florence, sculpture due à l'Ecole de Donatello, Rouan s'est jeté à corps perdu dans une pratique du papier collé et fendu, avant que de passer à ses tressages (papier, puis toile découpée après trempage dans un bain de couleur, pour aboutir à des surfaces vibrantes à carreaux et losanges, claires et sombres, pièges à tirets, taches, virgules, hachures, points, qui miroitent en révélant du même coup le dessus et le dessous.

Une série est dévolue aux « saisons » à dominantes successives rouge, vert, bleu, où la lecture des hiéroglyphes (comment les appeler autrement ?) s'accomplit selon des bandes horizontales et longitudinales, voire médianes. Dans une autre, la vision de Rouan se noue de ce que le tressage « produit » des effets discontinus. Ils ont l'air de surgir comme pour mieux disparaître. A ras de toile, on saisit du travail sur la trame. Il y a donc un va-et-vient entre la peau du tableau et des couches dissimulées, d'où les relations croisées tactiles et visuelles.

Pensionnaire à la Villa Medicis à l'époque où le patron en était Balthus, Rouan a mis à profit son séjour pour réfléchir sur de souhaitables interactions entre la verdure, la pierre et Rome, éléments insérés comme vitamines métaphoriques. De la dépense qui s'est ensuivie sont nés les « Bosco », « Cassone » et « Frontone », œuvres monumentales par la fluide beauté qui en irradie.

Ces suites annoncent, en même temps qu'elles déclarent, la confirmation d'un artiste exigeant et sans concession, une relance de la peinture sur des bases prémunies contre tous les maniérismes. Rouan en est un des plus sûrs atouts. ●

(*) « La Peinture est un vrai trois », étude magistrale de ce théoricien et dialecticien des pratiques picturales contemporaines, laquelle, dans le même catalogue, est accompagnée d'excellents textes dus à Dominique Bozo, Isabelle Monod-Fontaine, Jean Clair et Edward Fry.

A SEVRES, ON MET LES PETITS POTS DANS LES GRANDS



Vase, de Daniel de Montmollin.

ILS sont cinq potiers, tous maîtres reconnus par les collectionneurs, qui ont été invités à exposer un ensemble de leurs grès, porcelaine ou terre sigillée (poterie tendre) dans le saint des saints, le musée de Céramique. Initiative à saluer d'emblée, car elle marque une nouvelle donne de la part de cette maison jusque-là figée sur son passé.

En dépit (ou à cause) d'une histoire abondante en artistes et chercheurs de haut niveau — les Jean Carriès, Ernest Chaplet, Auguste Delaherche et Emile Decœur — la France est demeurée, au cours de ces trente dernières années, dans le peloton de queue en Europe occidentale. Mais, depuis dix ans, une génération apte à une reprise du flambeau s'est manifestée. Elle prouve qu'elle recèle l'énergie nécessaire aux formes et l'imagination des grands émailleurs du passé, enfin l'esprit de complicité propre à intégrer l'émail à son volume.

Deux potiers se détachent du groupe au sein duquel ils sont tous différents. Pierre Bayle, de pays d'Oc (né en 1945), est un prodigieux tourneur doublé d'un homme habité et rare. Il élabore des formes d'une intense pureté de lignes, pots couverts « colonne », boules et toupies, coupes sur pied et bols à anses à surface à engobe mate (à base de terre d'Uzès et de Vallauris), où les gris et ocre, le rouge à ramages sont obtenus par cuissons correspondantes, réductrices ou oxydantes. Claude Champy, d'Ile-de-France (né en 1944) est un tourneur aussi accompli, qui cuit ses pièces dans un four à bois. Il propose des vases ovoïdes de belle taille en grès émaillé et salé, dont les surfaces se couvrent d'émaux noir et blanc, voire bleu foncé à coulées roses et vertes. A l'allure toute de grâce féline des œuvres de Pierre Bayle répond, en contrepoint, la puissante élégance pointée de malice sensuelle de Claude Champy au complet de lui-même, quelle que soit la boule d'argile chauffée par ses mains, assiette ou bol, plateau ou théière.

A ces admirables artistes se joint René Ben Lisa, d'Aix-en-Provence (né en 1926). Chacun de ses pots en grès est un défi au bonheur. Souvent, de somptueux émaux bleu de fer et rouge de cuivre s'allument sur un céladon. Les pots sont nommés, ils s'appellent « la Pulpeuse », « Dans la nuit », « Grisaille basse », « les Palluds », « Chaleur », Ben Lisa transférant des émotions vécues au contact de ses amours, de ses insouciances et des lieux affectionnés aux glaçures émaillées de ses pièces. Il y a chez lui une grave et ravissante palette de grains, qui sont le lexique intime de ses relations avec le pays de Lozère.

De son côté, Jean Girel, de Mâcon (né en 1947), s'affirme de mieux en mieux comme un artiste impeccable, qui dévoue sa curiosité au blanc et au rouge, toujours éclatants de vigueur. Toute cette neige en fusion et dégoulis de sang frais nappent des vases à double bulbe ou à double renflement, des vases à col en ressaut. De cette communion, Jean Girel fait des noces, qui n'appartiennent qu'à lui. Il n'a pas fini d'étonner ses admirateurs.

Pour clore cet aperçu, Daniel de Montmollin (né en 1921), qui est moine de la communauté de Taizé. Chez lui aussi, l'espace intérieur prime avant tout comme si l'essentiel tenait à l'expansion d'un noyau favorisant le vide de la pâte argileuse. Et la lumière, se fixant en sourds éclats, vient du plus lointain.

Résumons : une exposition qui annonce un printemps des formes, sinon une ouverture longtemps espérée du musée de Céramique. Souhaitons qu'elle ait les visiteurs nombreux qu'elle mérite, car la poterie atteint ces temps-ci un niveau tel que nous l'estimons aussi importante souvent, plus parfois, que la peinture des années soixante-dix et quatre-vingts. ●

Musée national de céramique de Sèvres. Place de la Manufacture (534-99-05). Jusqu'au 13 février 84. Commissaire général : Antoinette Faÿ-Hallé, conservateur du musée ; commissaire : Elisabeth Fontan. Catalogue : 40 F. On peut se rendre à cette exposition par le métro jusqu'au Pont de Sèvres (franchir le pont par le trottoir de droite).

Signalons enfin que les œuvres de la plupart de ces artistes sont présentées régulièrement chez Daniel Sarver, 20 rue Saint-Paul (Paris IVe), qui soutient avec un enthousiasme et une compétence exceptionnelle le travail ardu autant qu'exigeant d'artistes encore trop méconnus du grand public.

EDITORIAL

NI SOUMISSION NI DEMISSION

La seule attitude qui puisse permettre de conjurer les périls actuels, la seule qui puisse conduire à la reprise du dialogue et endiguer la violence c'est la fermeté. François Mitterrand en a fait le mot clé de son action

Sygma



Photo aérienne de la région de Baalbeck réalisée par les Super-Etendard après le raid.



Le président de la République à « l'Heure de vérité ».



L'imam Khomeyni vu par Daullé.

A.f.p.



Obsèques des victimes chiites du bombardement.

PAR CLAUDE ESTIER

Il y a dans l'histoire des nations des moments qui comptent plus que d'autres, où le sort du monde semble balancer au bout d'un fil dont on ne sait plus très bien qui le tient. Cette fin d'année 1983 sera sans doute retenue comme l'un de ces moments quand on y fera la somme des conflits, réels ou potentiels, qui secouent aujourd'hui notre planète et la font osciller entre la guerre et la paix : la crise des euromissiles, dont le président de la République estimait la semaine dernière qu'elle était la plus grave depuis celle de Berlin en 1947 et celle des fusées de Cuba en 1962 ; les drames entremêlés du Liban où des frères ennemis s'acharnent à s'entre-tuer, la guerre Irak-Iran qui compte déjà ses victimes par centaines de milliers ; les soubresauts de l'Amérique latine qui aspire à se libérer d'une longue oppression impérialiste sans oublier, bien sûr, les affrontements meurtriers qui ont pour enjeu la décolonisation du continent sud-africain.

Conflits locaux ou régionaux, prétendent certains qui se refusent à admettre qu'ils soient véritablement liés entre eux. A quoi les plus lucides répondent qu'il s'agit bien des divers aspects d'une même confrontation, celle qui oppose les deux superpuissances qui, il y a près de quarante ans, à Yalta se sont partagé le monde et pas seulement l'Europe.

Face à cette accumulation des tensions qui comporte de toute évidence un risque de guerre généralisé, il y a deux attitudes possibles. Celle qui consiste en se couvrant du noble mot de « pacifiste » à refuser de voir la réalité en face, à refuser de comprendre que seul l'équilibre des forces en présence a permis de surmonter les crises précédentes, que seul cet équilibre, qui fait que chacun des deux antagonistes est assuré d'être détruit par l'autre s'il l'attaque, est de nature à préserver la paix.

Le meilleur équilibre est celui qui se situe au niveau le plus bas possible et il y a quatre ans encore le cri « Ni Pershing, ni SS20 », auquel François Mitterrand, alors leader de l'opposition, faisait écho à la tribune de l'Assemblée nationale, avait une résonance forte car, selon les paroles mêmes de Leonid Brejnev, l'équilibre nucléaire existait en Europe et permettait de négocier une réduction simultanée des armements. Tel était d'ailleurs le sens de ce qu'on appelle la double décision de l'Otan, en décembre 1979, qui laissait un long temps pour la négociation avant de s'engager dans une nouvelle escalade.

Mais voir la réalité en face c'est constater que pendant ces années, alors que l'Otan s'est contenté de maintenir en place un armement aujourd'hui dépassé, l'Union soviétique a déployé quant à elle, dirigées vers l'Asie ou vers l'Europe, des centaines de fusées SS 20 à trois têtes nucléaires et de plus de 4 000 kilomètres de portée. Ce qui lui a assuré jusqu'à aujourd'hui un quasi-monopole des missiles dits « intermédiaires », c'est-à-dire pouvant intervenir sur le continent européen.

Face à cette réalité-là, qui est incontournable et contre laquelle il faut bien dire que les manifestants pacifistes n'ont guère agi au moment où il aurait été important de le faire, le slogan « plutôt rouges que morts » que l'on entend ici ou là n'est pas autre chose qu'un formidable aveu de faiblesse et de démission.

C'est contre cette faiblesse et cette démission que s'élèvent le président de la République et, avec lui, le Parti socialiste même s'il est l'un des rares partis de gauche européens à adopter une attitude aussi résolue. Au cours de l'émission « l'Heure de vérité » dont l'impact sur l'opinion française a été considérable en raison de la qualité et de la précision des arguments apportés, François Mitterrand a prononcé plusieurs fois le mot fermeté. C'est effectivement le mot clé, le seul qui puisse permettre de conjurer les périls actuels, le seul qui puisse conduire à la reprise du dialogue, le seul enfin qui puisse être entendu dans un monde où les bonnes paroles sont vite recouvertes par le bruit des bottes et des canons.

La fermeté n'a évidemment de sens que si elle s'exprime en tout lieu et envers tout manquement. Elle s'applique aussi bien à la condamnation de l'invasion de La Grenade par les Etats-Unis que nul n'a désignés pour être les gendarmes de l'Amérique centrale qu'à la prétention des Soviétiques de s'assurer la supériorité nucléaire en Europe. A noter d'ailleurs que si ce langage n'est évidemment pas fait pour plaire au Kremlin, il n'a pas empêché les dirigeants soviétiques, au plus haut niveau, de réserver le meilleur accueil à notre ministre du Commerce extérieur Edith Cresson et d'envisager pour les prochaines années de nouveaux contrats avec la France qui demeure pour eux un interlocuteur nécessaire.

Cette fermeté généralisée comporte des risques et on le voit bien, par exemple, au Liban où la décision de maintenir la force multinationale après les tragiques attentats de Beyrouth a conduit la France à mener une action militaire à la fois punitive et préventive contre un foyer de terrorisme. Action qui peut trouver aisément sa justification et dont on peut seulement regretter qu'elle ait été expliquée tardivement et de façon peu convaincante aux Français qui étaient en droit de s'interroger.

Ils comprennent cependant que c'est cette fermeté partout qui fait la cohérence de la politique définie et mise en œuvre par le président de la République. Il est étrange que l'opposition n'en retienne que tel ou tel aspect pour dénoncer ce qu'elle appelle l'« irresponsabilité » de cette politique. Il est odieux qu'elle prétende que François Mitterrand n'agisse ainsi que pour des raisons de politique intérieure et pour faire remonter sa cote dans les sondages de popularité. Ces hommes savent pourtant fort bien que François Mitterrand a raison quand il montre la seule voie de l'intérêt national de la France. Mais leur hargne est telle — on en voit la plus récente illustration dans le déchaînement contre le nouveau projet de loi sur la presse — qu'à peine ont-ils fait semblant d'approuver, ils se reprennent au risque même de se trouver en porte à faux. Tant pis pour eux s'ils ne veulent pas admettre que la France est aujourd'hui gouvernée par un des rares hommes d'Etat dont la voix, parce qu'elle ne recouvre aucune concession, est entendue dans le monde entier.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325